

Atlas Régional Livret 2

Projet du SRADDT / Conseil Régional du 19 décembre 2008



Schéma Régional d'Aménagement
et de Développement Durable du Territoire
Ensemble, construisons le nouveau Languedoc-Roussillon



Face au potentiel de la région Languedoc Roussillon et aux enjeux du XXI^e siècle, le Président **Georges FRÊCHE** a décidé de lancer une démarche prospective et participative sur le territoire régional à horizon 2030. **Eric ANDRIEU**, Vice-président délégué à l'Aménagement du Territoire, a porté et coordonné ce travail de réflexion. Le bureau d'études **ACADIE** a été sélectionné pour accompagner le Conseil Régional dans l'élaboration du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire.

L'Atlas régional constitue le 2^{ème} livret du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire.

Ce document illustre, de manière non exhaustive, l'état des lieux du territoire régional en 2008, en mettant en avant ses principales caractéristiques.

Il permet d'apporter et de faire partager des éléments de connaissance de l'espace régional qui servent à la compréhension et à la mise en lumière des enjeux dans les controverses.

Organisé autour de quatre grandes thématiques - démographie, environnement, économie et développement social - le présent document offre une photographie synthétique de la région et de ses habitants.

Sommaire

Une région méditerranéenne au cœur de l'Europe	p. 5
La région la plus attractive	p. 13
Un environnement exceptionnel	p. 33
La plus forte croissance économique	p. 51
Un développement social fragile	p. 67
Glossaire	p. 77

Une région méditerranéenne
au cœur de l'Europe

La Région Languedoc-Roussillon en France et en Europe

Une variété de territoires

Bordé à l'Est par le Rhône et au Sud par les Pyrénées, le territoire régional est structuré autour de quatre paysages ; des montagnes des Causses et des Cévennes où règnent la forêt et les élevages, au Piémont à la tradition industrielle, pour atteindre la plaine littorale qui est le lieu principal d'urbanisation pour aboutir à un littoral maritime souvent sablonneux et marqué par la présence de lagunes et d'étangs.

L'espace susceptible d'accueillir les principales aires de peuplement et les principales activités est donc influencé par la topographie.

La région a une superficie de 27 400 km²

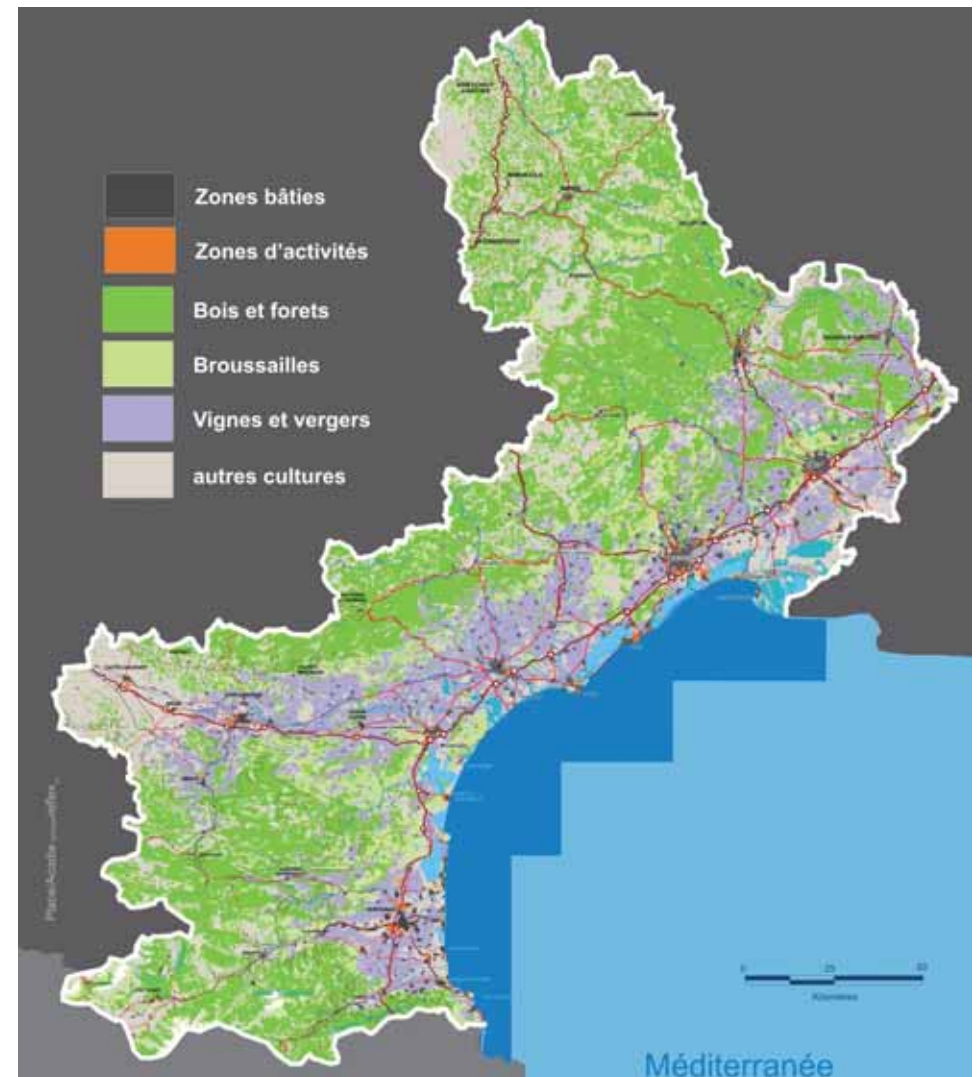
(5 % du territoire métropolitain) composée de :

- > 35 % de forêt,
- > 39 % de surface agricole utile (dont un tiers par la vigne),
- > 17 % de terres non cultivées,
- > 9 % d'espaces urbanisés et de voies de circulation.

Données générales

2 548 000 habitants
27 400 Km²
Densité : 83 habitants/km²
Littoral : 230 km de côte
Zone de montagne : 15 260 km² (56% de la surface régionale)

Occupation du sol en Languedoc-Roussillon



Source : BD carto IGN

Une richesse culturelle, fruit d'une histoire partagée

Le Languedoc-Roussillon a toujours été une terre d'échange et d'accueil, un carrefour des civilisations qui a vu se développer autour de villes commerçantes, une culture riche et métissée.

Si l'Est de la région est davantage attiré par les échanges générés par le couloir rhodanien, l'Ouest par Midi-Pyrénées et la Catalogne, le Nord par le Massif Central, l'unité régionale s'affirme cependant au travers d'une histoire longue trouvant ses racines dès la période préhistorique en passant par l'occupation romaine et l'épisode Cathare.

Cet héritage culturel se retrouve au travers du patrimoine historique exceptionnel, de la période préhistorique à nos jours. Le Languedoc-Roussillon se caractérise et s'enrichit également de **la pluralité des cultures** qui le compose. Cette diversité est particulièrement visible au travers des langues « régionales » que sont l'Occitan et le Catalan.

- > **La langue d'Oc** est, selon un sondage réalisé en 1991 par Média Pluriel Méditerranée, comprise par une personne sur deux et parlée par une personne sur quatre en Languedoc-Roussillon. L'ensemble géographique occitano-roman représente environ 23 millions de personnes. Il couvre la quasi totalité du territoire régional à l'exception des Pyrénées-Orientales.
- > **Le Catalan** couvre la majeure partie du département des Pyrénées-Orientales. Depuis la nouvelle constitution Espagnole de 1978, il est devenu la langue officielle de la Catalogne. La langue catalane reste vivace en comparaison à de nombreuses autres langues régionales et est enseignée de l'école primaire à l'université.

Le patrimoine culturel en Languedoc-Roussillon



Source : Guide du Patrimoine

Un dynamisme culturel au-delà des frontières régionales

Le dynamisme culturel de la région Languedoc-Roussillon s'appuie sur son patrimoine historique de renommée internationale, son patrimoine naturel exceptionnel, la diversité de ses influences et de ses traditions ainsi que sur une **vie artistique dynamique**.

Le Languedoc-Roussillon attire ainsi de nombreux artistes et représente **la première région française après l'Île de France pour le dynamisme chorégraphique, et au 4^e rang pour le théâtre**. Le dynamisme culturel régional est devenu un élément clé en participant tant au développement local qu'au rayonnement de la région au-delà de ses frontières.

Près de 300 festivals se sont implantés sur le territoire, parmi eux, certains ont une renommée internationale et atteindront bientôt leur 20 ans d'âge, notamment à Montpellier, le festival du cinéma méditerranéen, celui de Montpellier Danse, de Radio France, ou encore le Printemps des Comédiens.

Festivals aidés par la Région en 2007



Source : Carte V. Marzo - CD LD - d'après fond IGN - 2008

Un positionnement européen et méditerranéen stratégique

Située au cœur même de l'arc méditerranéen, la région Languedoc-Roussillon vit une double dynamique d'intégration européenne et de coopération avec le bassin méditerranéen.

L'intégration du Languedoc-Roussillon dans l'espace européen est marquée par :

- > L'insertion de la région dans une des parties les plus développées de la Méditerranée,
- > La proximité des pôles d'activité de Barcelone et de Marseille,
- > La position de la région au centre des échanges entre la péninsule ibérique et l'Europe du Nord, l'Ouest de la France ou le Nord de l'Italie, qui permet à la région de jouer un rôle de carrefour et de se positionner comme un espace de circulation de premier ordre.

Cette situation géographique constitue aujourd'hui un atout essentiel qui permet de positionner le Languedoc-Roussillon à l'interface entre les espaces européen et méditerranéen en matière d'échanges et d'ouverture vers d'autres cultures.

Avec les ports de La Nouvelle et de Port-Vendres, le port de Sète, premier port français de pêche de Méditerranée s'inscrit comme symbole de cette ouverture qui tend à se diversifier.

La situation de la région



Source : IGN, BD CARTO® 2007, Eurostat 2007, Conseil Régional Languedoc-Roussillon 2008

L'organisation du territoire, une nouvelle gouvernance en construction

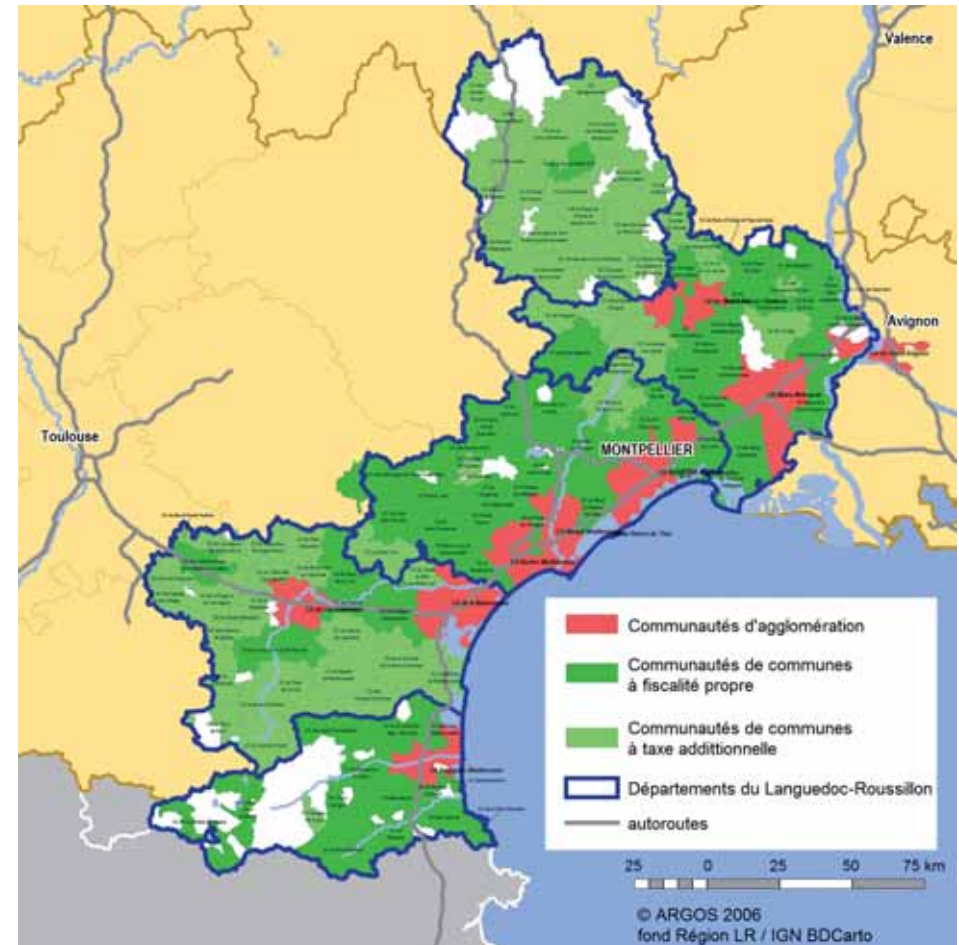
Une intercommunalité multiple et intégrée

Début 2008, le Languedoc-Roussillon compte **1 443 communes regroupées en communautés de communes* ou communautés d'agglomération* (soit 93% des communes de la région)**. Cette proportion est identique à celle que l'on rencontre au niveau national.

Toutefois, la situation régionale privilégie des structures plus intégrées : la majorité des communautés de communes a adopté le régime de la taxe professionnelle unique, contre 40 % en France métropolitaine.

La région dénombre **10 communautés d'agglomération** dont une interrégionale (communauté d'agglomération d'Avignon).

En comparaison du niveau national, les communes du Languedoc-Roussillon sont relativement plus structurées en communautés d'agglomération : 1 commune sur 9 contre 1 sur 14. Elles concentrent plus de la moitié de la population régionale (un tiers seulement au niveau national).



De nombreux territoires de projet

Le Languedoc-Roussillon compte **15 Pays*** en 2008. 5 autres sont en projet. Ils couvrent l'essentiel de l'espace rural de la région. Les abords littoraux de l'Hérault et les abords rhodaniens du nord-est du Gard ne sont pas couverts à cette date.

La région comprend **3 Parcs Naturels Régionaux**.

Créé en 1999, le PNR du Haut-Languedoc est le plus ancien. Il a pour particularité d'avoir pour assise 2 régions : Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées. Ont suivi, en 2003 le PNR de la Narbonnaise en Méditerranée et en 2004 le PNR des Pyrénées Catalanes.

La région abrite également le Parc National des Cévennes créé en 1970 et qui couvre 117 communes sur 3 départements (Lozère, Gard et Ardèche).

Par ailleurs, au 1^{er} septembre 2008, **7 Schémas de Cohérence Territoriale*** sont **approuvés** en Languedoc-Roussillon et 12 sont en cours. 3 SCOT sont interrégionaux (Bassin de vie d'Avignon, Lauragais et Montagne du Haut Languedoc).

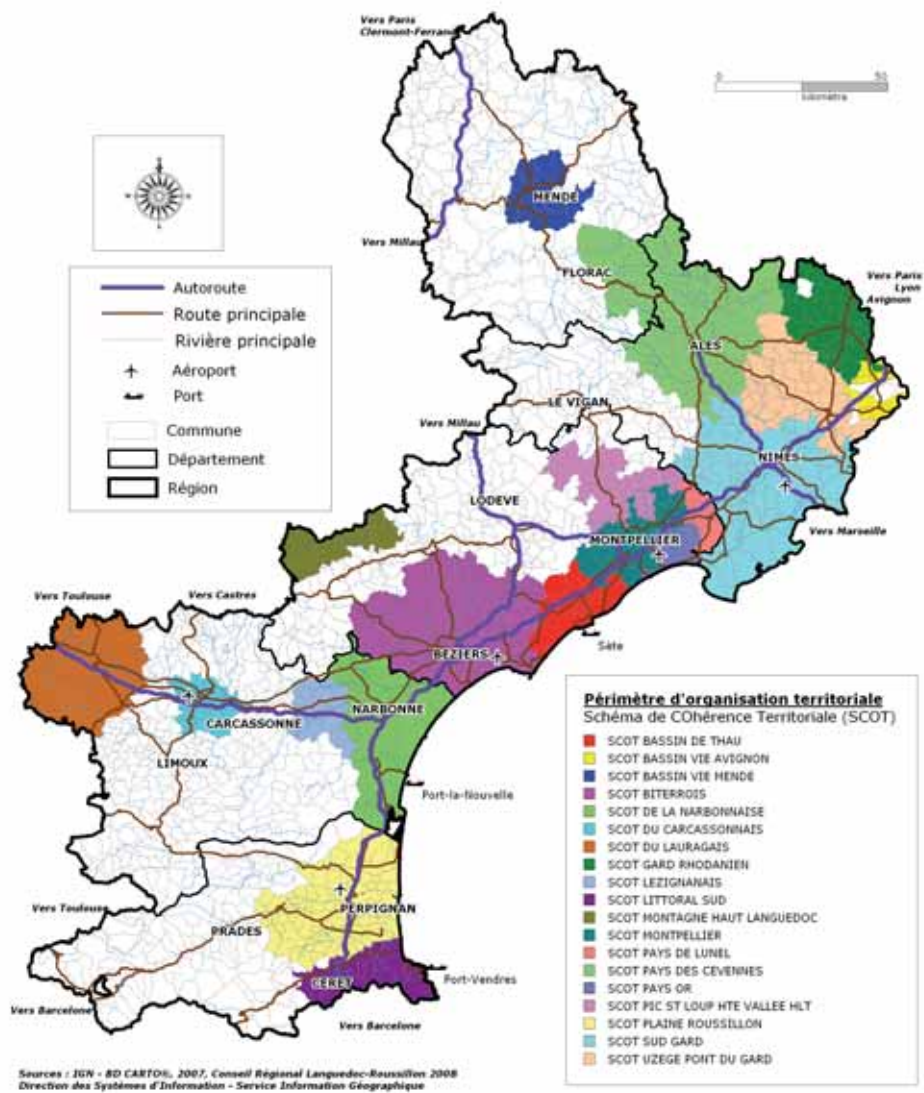
La coopération en région Languedoc-Roussillon

- 5 départements
- 1545 communes
- 10 agglomérations
- 123 communautés de communes
- 15 pays
- 3 parcs naturels régionaux
- 1 parc national
- 19 SCOT

Les Pays



Les SCOT en Languedoc-Roussillon



La région la plus attractive

Une dynamique de l'accueil

Au 1^{er} Janvier 2007, la population de la région Languedoc-Roussillon était estimée à 2 548 000 habitants (soit 4,1% de la population métropolitaine) et se classait au 9^{ème} rang des régions françaises les plus peuplées, juste après Midi-Pyrénées.

Au recensement de 1962, le Languedoc-Roussillon comptait 1.554.000 habitants : la région a accueilli en 40 ans près d'un million de personnes supplémentaires, soit une augmentation de 60 %. Rappelons que cette forte croissance fait suite à une période de stagnation voire de baisse de la population régionale (première moitié du XX^{ème} siècle).

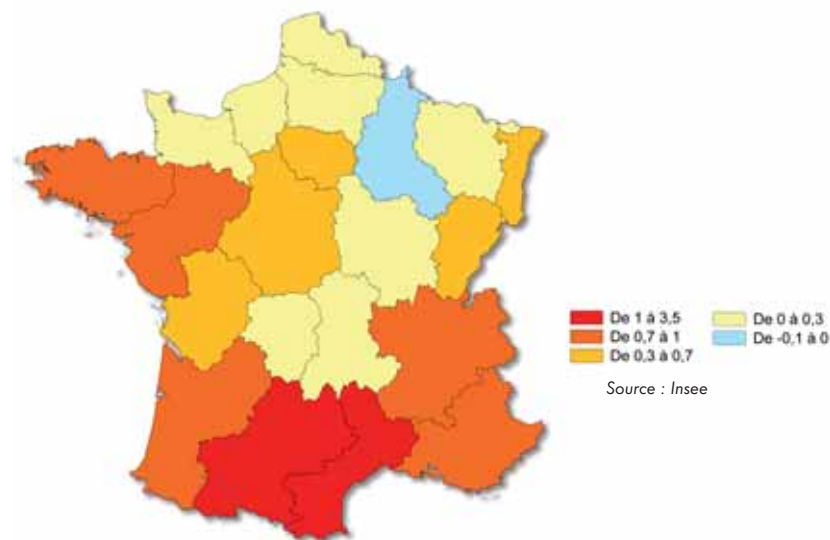
L'analyse des rythmes d'évolution les plus récents (depuis 1999) confirme que le Languedoc-Roussillon est devenue la région française démographiquement la plus dynamique avec une croissance de 1,4%/an ce qui représente en moyenne 33 000 nouveaux résidents par an entre 1999 et 2007. Au niveau européen, elle fait également figure des régions les plus attractives.

Cette évolution s'explique à 90 % par l'apport démographique : le Languedoc-Roussillon est la seule région française à entretenir un solde migratoire positif avec l'ensemble des autres régions, et ce, toutes tranches d'âge confondues.

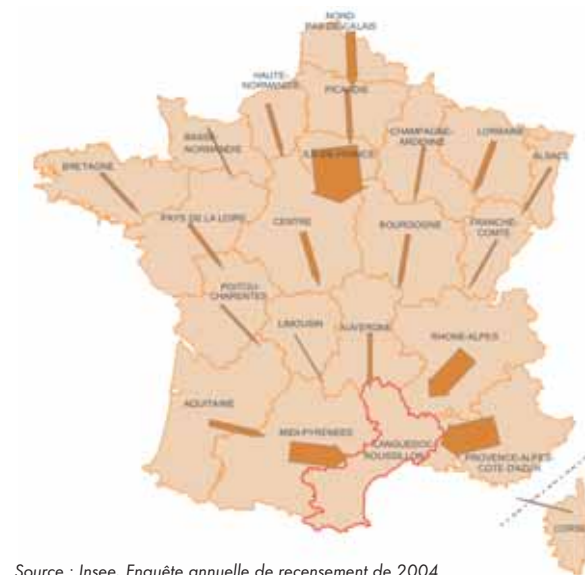
Pour aller plus loin...

Groupement de la statistique publique (Gstat),
Eléments pour un diagnostic prospectif du Languedoc-Roussillon
De nombreuses données de ce chapitre peuvent être téléchargées depuis le site de l'Insee en région

Variation relative annuelle de la population de 1999 à 2005 pour 100 habitants



Flux entrants en Languedoc-Roussillon selon la région d'origine, entre 1999 et 2004



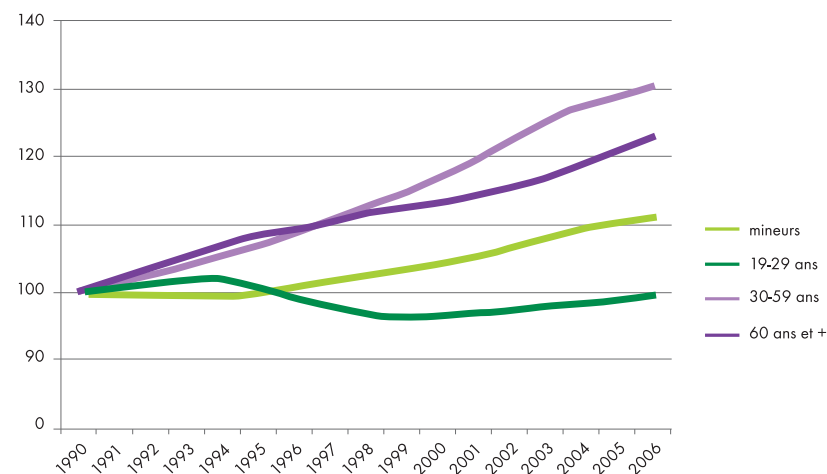
Un vieillissement de la population ralenti par la croissance démographique

En 2003, avec un indice de vieillissement* de 0,81 (contre 0,67 en moyenne en France), le Languedoc-Roussillon apparaissait comme une région relativement âgée. La part des personnes âgées de plus de 75 ans est de 9,5% en région contre 8,1% en France métropolitaine. **Toutefois, les mouvements migratoires contribuent à ralentir le vieillissement de la population en apportant une population plus jeune que la population résidente.**

En 1975, le Languedoc-Roussillon se situait au 3^{ème} rang des régions françaises ayant l'indice de vieillissement le plus élevé après le Limousin et la Corse. Il ne se situait plus qu'au 8^{ème} rang en 2005.

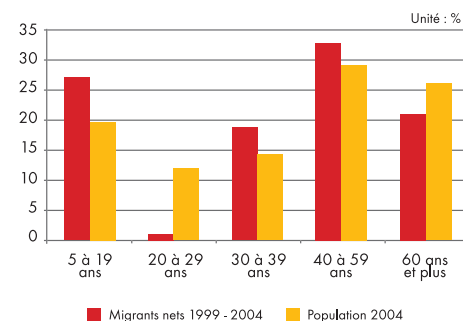
Les taux annuels de migration nette par tranche d'âge font apparaître un impact bien plus important du phénomène migratoire aux âges actifs (30-59 ans). Cette population qui s'installe avec ses enfants engendre un impact positif sur la démographie des moins de 20 ans.

Evolution démographique par classes d'âge



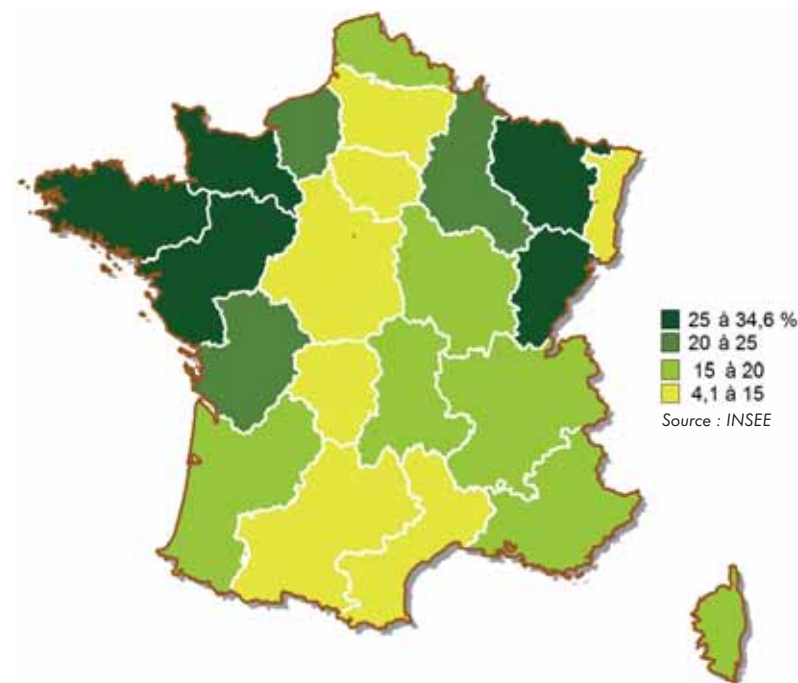
Source : INSEE - base 100

Comparaison des structures par âge



Source : INSEE, enquête de recensement 2004

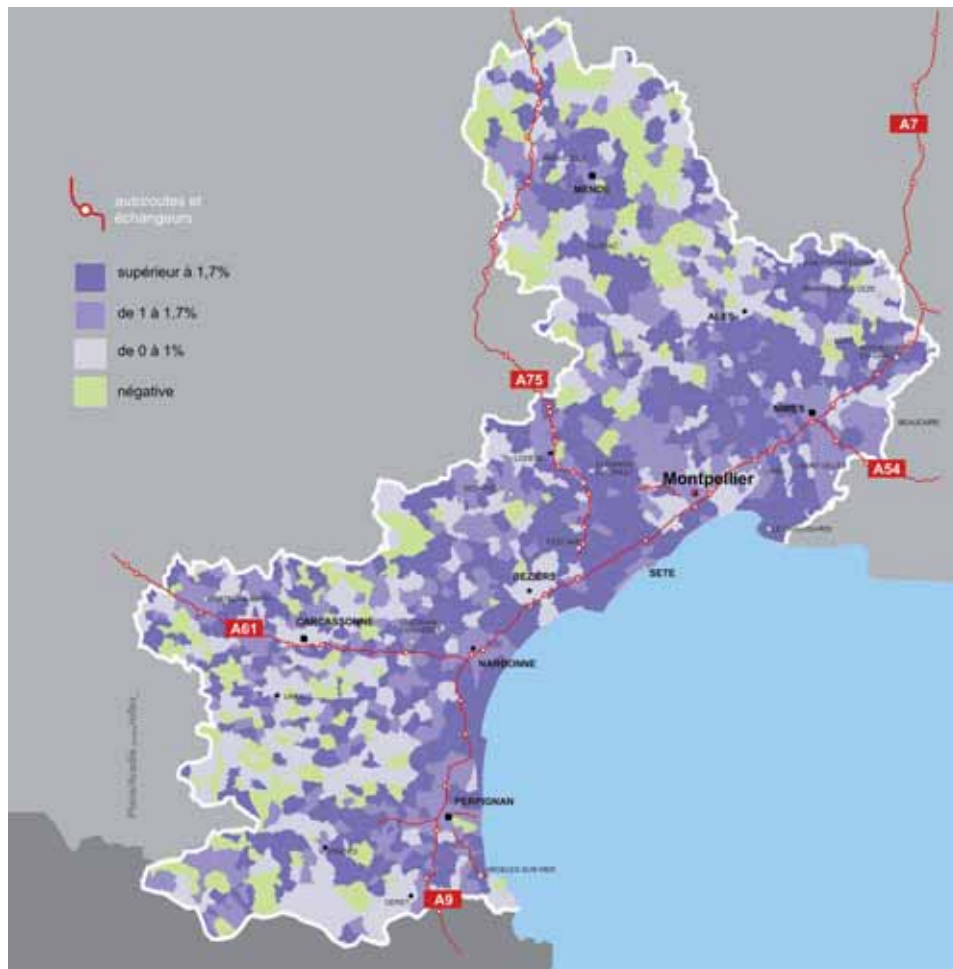
Evolution de la population de 65 ans et plus entre 1975 et 1999, en %



Des territoires inégaux face au peuplement

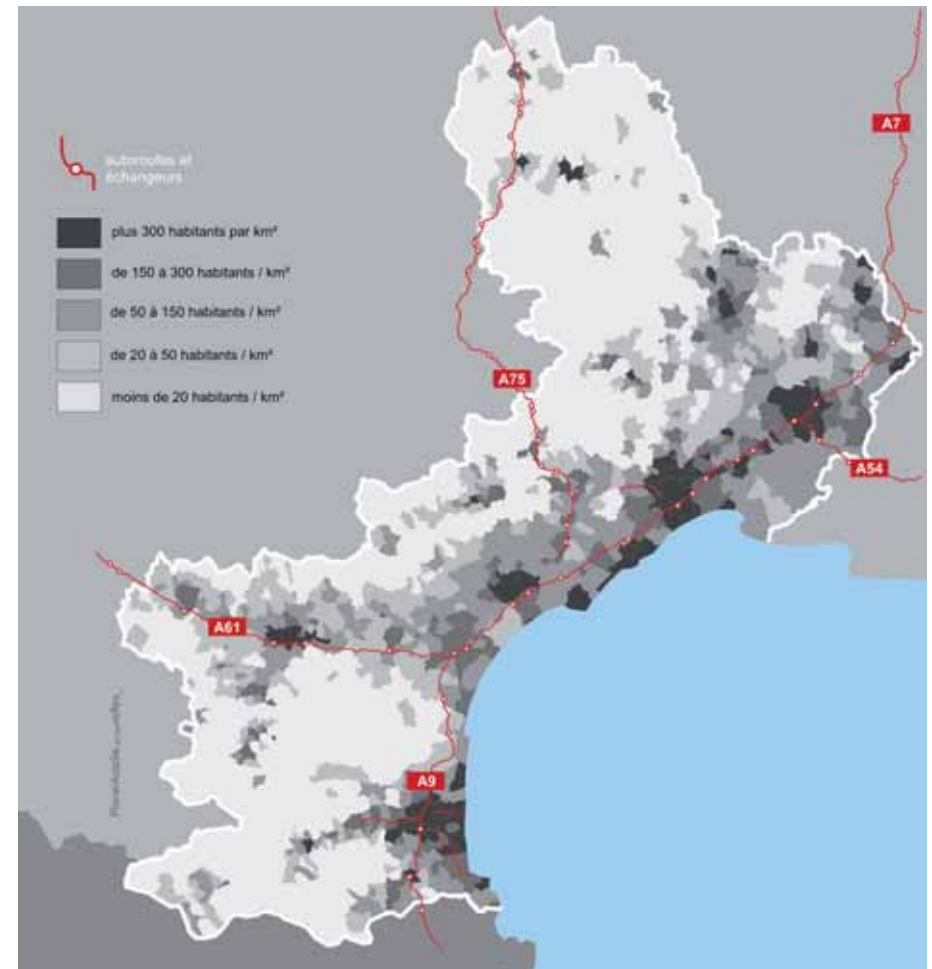
5% de la population réside sur 52% du territoire alors que la moitié des habitants vit sur 5,5% du territoire, là où la croissance démographique connaît depuis une quarantaine d'années un rythme annuel supérieur à 1%. La densité régionale est relativement faible (83 habitants au km² contre 108 au niveau national).

1999-2007 - Taux d'évolution annuel de la population (estimation)



Source : INSEE RGP99 et recensements complémentaires

Densité de population par km² en 1999



Source : INSEE

Les cinq départements ont des situations variées

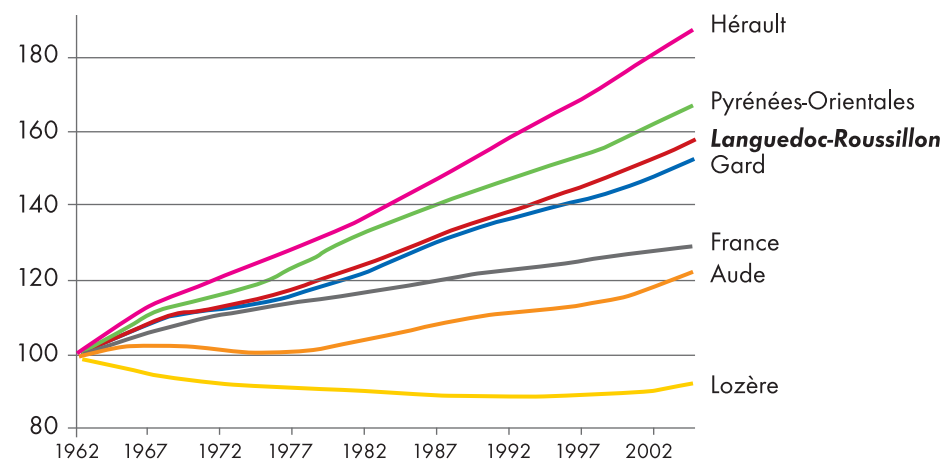
C'est le département de l'Hérault qui tire la croissance démographique régionale. Il a connu un quasi-doublement de sa population depuis 1962 (+ 188 %), et le rythme s'est même accru ces dernières années. En moyenne annuelle, l'Hérault accueille près de 15 000 personnes nouvelles depuis 1999, contre déjà plus de 11 000 durant la décennie précédente. **L'Hérault contribue donc à près de la moitié de la croissance régionale (45 %).**

- > **Le Gard, second département le plus peuplé**, a une croissance annuelle de 1,7%,
- > L'Aude accélère sa croissance depuis 1999 avec une évolution annuelle de 1,6%,
- > Les Pyrénées-Orientales connaissent une croissance de 1,4%,
- > **La Lozère, quant à elle, a arrêté son hémorragie** et connaît depuis 2000 une croissance démographique de 0,9%/an, après avoir perdu plusieurs milliers d'habitants en 40 ans.

	Population 2007	Rang national (sur 96 départements)	Part dans la région
Hérault	992 500	21°	39 %
Gard	685 000	32°	27 %
Pyrénées-Orientales	425 500	53°	17 %
Aude	339 500	66°	13 %
Lozère	77 500	96°	3 %
Languedoc-Roussillon	2 548 000	8° région sur 22	100 %

Source : Insee

Rythmes d'évolution de la population des départements du Languedoc-Roussillon, sur la base des recensements (indice 100 en 1962)



Source : Insee

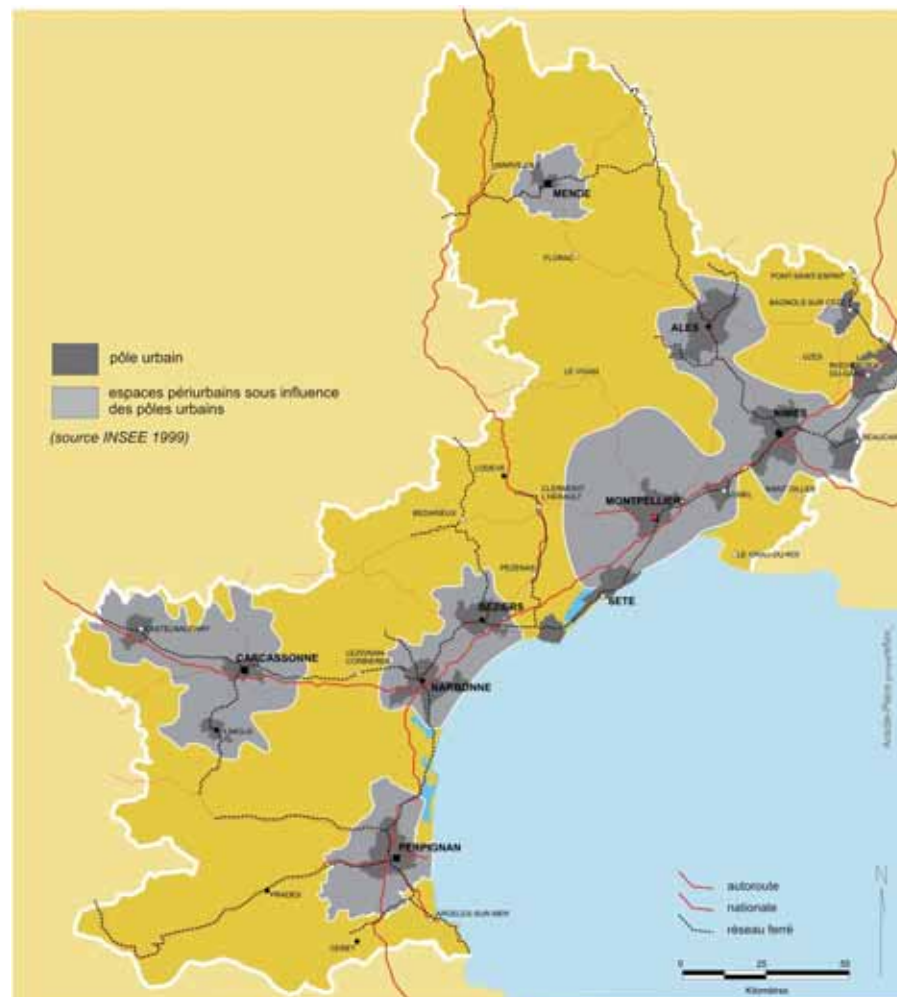
Des phénomènes de métropolisation et de périurbanisation

Les 3 communes les plus peuplées en 2005 rassemblent 20% du total régional : Montpellier (248.000 habitants), Nîmes (144.000) et Perpignan (115.000).

La commune de **Montpellier** est celle qui a **connu la plus forte croissance en volume entre 1962 et 2008 en France métropolitaine**, en passant de près de 119 000 à 248 000 habitants (108 % de hausse). **Montpellier est ainsi devenue la 7^{ème} ville française** de province au titre de population.

En parallèle à la forte attractivité régionale s'ajoute une **dynamique de desserrement démographique** dans les aires urbaines, essentiellement au profit des aires métropolitaines de Montpellier et Nîmes : entre 1999 et 2006, on estime que près de la moitié des nouveaux arrivants se sont installés dans l'espace métropolitain qui relie Sète à Alès.

Ainsi, les 2/3 de la population languedocienne vivent dans des aires urbaines qui tendent à se souder du fait du développement des zones résidentielles et périphériques. Demain, ce seront les 3/4 de la population qui seront concentrés dans ces aires urbaines qui attirent en priorité les nouveaux habitants.



Une littoralisation du développement

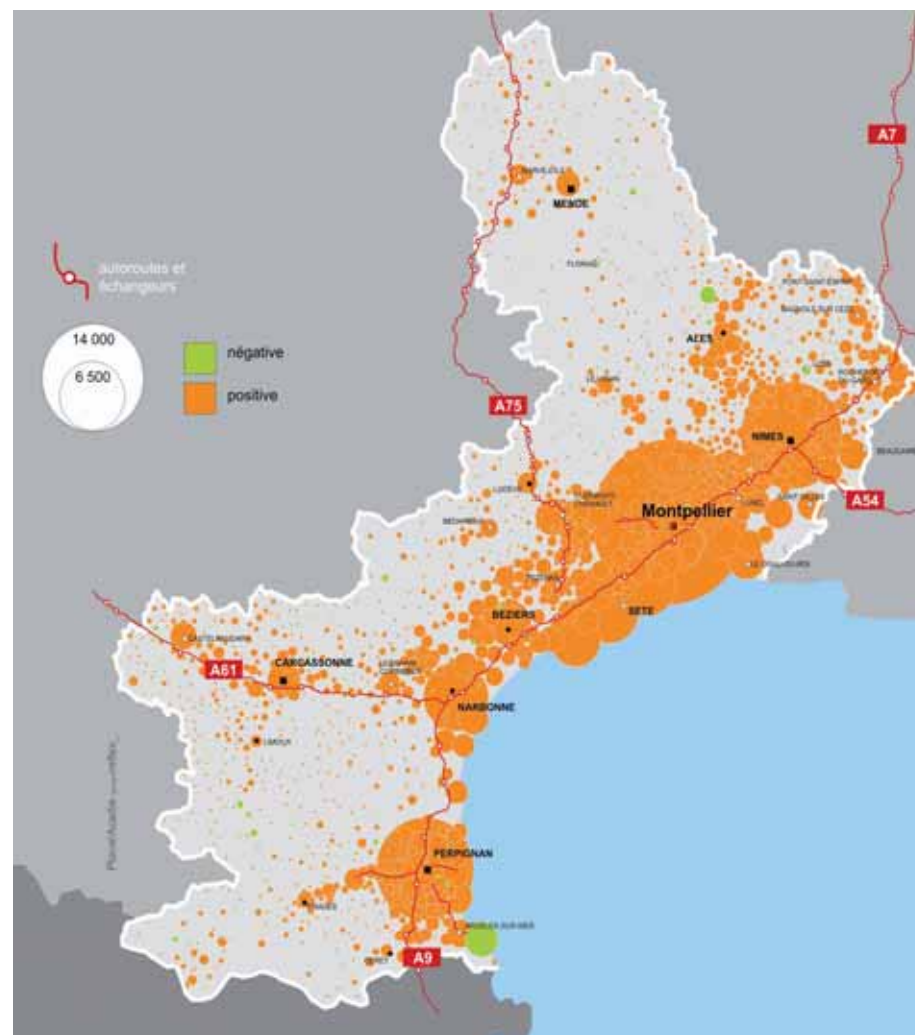
Globalement, **les communes littorales du Languedoc-Roussillon** ont connu une **vitalité démographique supérieure** à celles des autres espaces de la région. **Le littoral a quasiment doublé sa population entre 1962 et 1999 (+ 90 %)** pour atteindre près de 350 000 habitants. Le rythme annuel moyen de 1,7 % est à comparer à celui déjà élevé sur une telle période du Languedoc-Roussillon (1,1 %) et de la France (0,6 %).

Toutefois, **la densité sur le littoral reste en deçà de la moyenne des littoraux français** avec 218 habitants/km² contre 257 habitants/km². En comparaison avec la région PACA (677 habitants/km²), elle est plus de deux fois inférieure.

- > Les 26 communes littorales héraultaises ont un taux annuel de croissance de 1,9%/an en léger recul avec la période précédente,
- > Le littoral audois, qui était jusqu'alors en retard, connaît depuis 1999 un rattrapage alimenté par une croissance soutenue de 3%/an,
- > Le littoral des Pyrénées-Orientales connaît une relative désaffection depuis 2000, dans le sillage de la crise qui affecte la commune de Port-Vendres.

Il faut remarquer par ailleurs un **phénomène important de résidentialisation des stations littorales** avec la transformation de résidences secondaires en résidences principales.

1999-2007 - Estimation des évolutions brutes de population



Source : INSEE RGP99 et recensements complémentaires

Montpellier, vitrine du Languedoc-Roussillon

Dans ce contexte de positionnement aux échelles interrégionale et internationale, Montpellier apporte une lisibilité régionale. Elle joue ainsi un rôle de « vitrine », pour le Languedoc-Roussillon, à la fois au niveau national, européen et international.

L'Observatoire de la métropolisation de la DIACT (Délégation Interministérielle à l'Aménagement et à la Compétitivité des Territoires) fournit les conditions que doit remplir un espace urbain pour apparaître comme une métropole au sein de l'espace européen.

Être accessible et ouverte sur le monde	> Présence ou proximité d'un port ou d'un aéroport > importance de l'accessibilité avec les autres métropoles européennes
Posséder un rayonnement économique important	basé sur la présence d'institutions internationales (entreprises, banques, places financières) de très haut niveau
Avoir un appareil de recherche efficace	s'appuyant sur une communauté étudiante et scientifique organisée et communicante
Disposer d'un niveau d'équipement directement tourné vers l'étranger	> équipements culturels, palais des congrès > politique de gestion de l'événementiel (foires et salons) de diffusion internationale
Afficher une identité culturelle lisible de l'étranger	et posséder un patrimoine culturel riche afin de provoquer l'afflux d'un nombre important de touristes

La capitale du Languedoc-Roussillon fait partie des villes européennes qui connaissent une dynamique démographique très positive et est relativement accessible.

Elle apparaît peu visible à cette échelle à côté de Barcelone, Milan ou Marseille mais elle est bien classée (dans les classements sur le rayonnement des grandes villes européennes), bénéficiant d'un fort dynamisme culturel et d'un secteur d'excellence : la recherche.

Elle se hisse alors au niveau de villes bien plus peuplées, comme Nantes, Strasbourg, Grenoble ou Nice.

Rayonnement des agglomérations françaises, comparé à leur poids démographique

	France	Autres villes européennes
Rayonnement nettement plus fort que le poids démographique	Montpellier	Amsterdam, Genève, Grenade, Luxembourg
Rayonnement légèrement plus fort que le poids démographique	Angers, Brest, Cannes, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Lyon, Marseille, Mulhouse, Nancy, Nantes, Nice, Rennes, Strasbourg, Toulouse	Munich, Vienne, Bruxelles, Helsinki, Dublin, Milan, Oslo, Utrecht, Lisbonne, Stockholm, Lausanne, Zurich
Rayonnement équivalent au poids démographique	Béthune, Bordeaux, Le Havre, Lens, Reims, Rouen, Saint-Etienne, Tours	Copenhague, Bilbao, Madrid, Rome, Porto, Glasgow, Londres, Berlin, Francfort, Hanovre
Rayonnement plus faible que le poids démographique	Lille, Toulon, Valenciennes	Essen, Belfast, Liverpool, Manchester, Naples, Dresde, Sarrebruck, Barcelone, Athènes, Gênes, Turin, Rotterdam, Birmingham

Source : DATAR, étude pour un rayonnement européen des métropoles françaises

Pour aller plus loin...

| Datar. Villes européennes, analyse comparative. 2003

Un maillage de villes moyennes

Au milieu du XX^e siècle, le rapport des populations des 8 principales villes de la région était encore de 1 à 3.

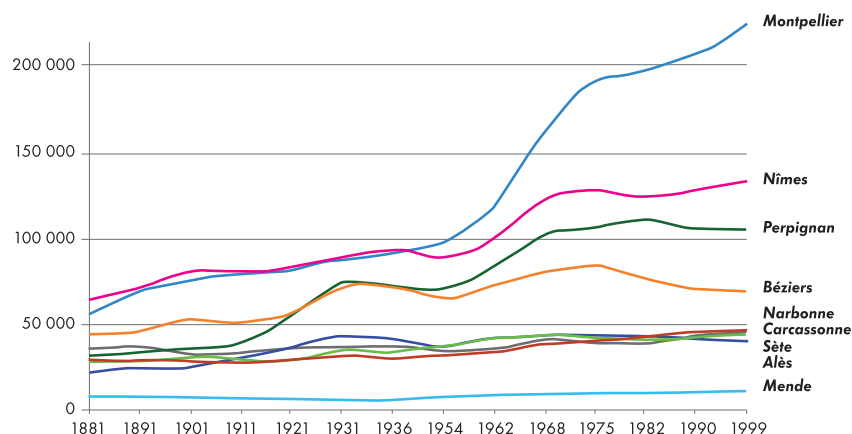
A partir de 1962, la physionomie urbaine du Languedoc-Roussillon change radicalement. Les 3 principales villes sont désormais Montpellier, Nîmes puis Perpignan, qui accueillent dans les années 60 l'essentiel des rapatriés d'Afrique du Nord. Le recensement de 1968 entérine le choix de Montpellier comme capitale régionale.

Le début du XXI^e siècle creuse les écarts entre les villes (le rapport de populations étant passé de 1 à 6), confirme la position de Montpellier et voit un nouvel essor de population se développer sur l'ensemble des aires urbaines.

A partir des recensements partiels de l'Insee, on peut estimer la population des villes de la région en 2007 :

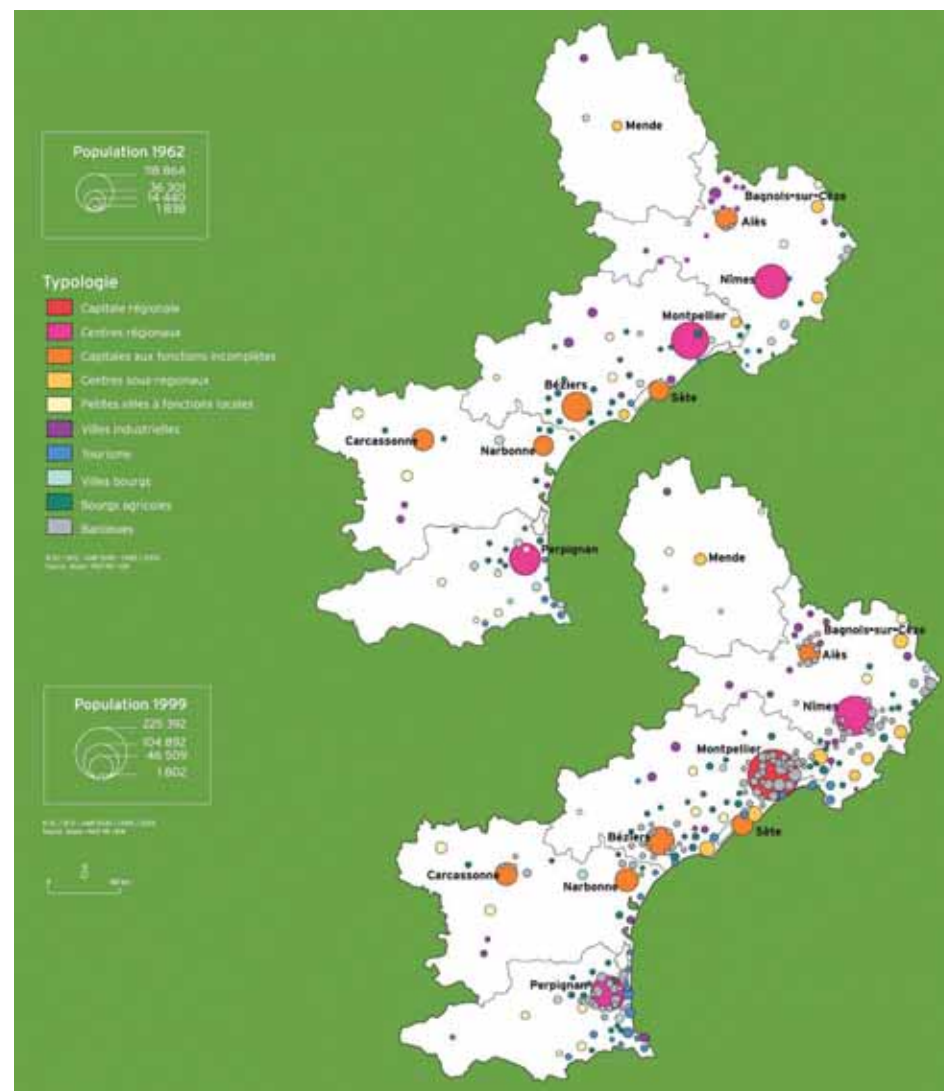
> Montpellier	248 000 habitants	> Carcassonne	45 500 habitants
> Nîmes	144 000 habitants	> Sète	43 300 habitants
> Perpignan	115 000 habitants	> Alès	40 000 habitants
> Béziers	71 600 habitants	> Mende	12 600 habitants
> Narbonne	51 300 habitants		

Evolution de la population des 9 villes principales entre 1881 et 1999 (en nombre d'habitants)



Source : INSEE

Les villes du Languedoc-Roussillon en 1962 et 1999



L'émergence de nouveaux espaces ruraux

La région Languedoc-Roussillon compte 65% de communes rurales (Typologie Insee) ce qui représente environ 30% de sa population. Après des années d'exode rural, les campagnes languedociennes ont inversé cette tendance en connaissant un nouvel essor démographique.

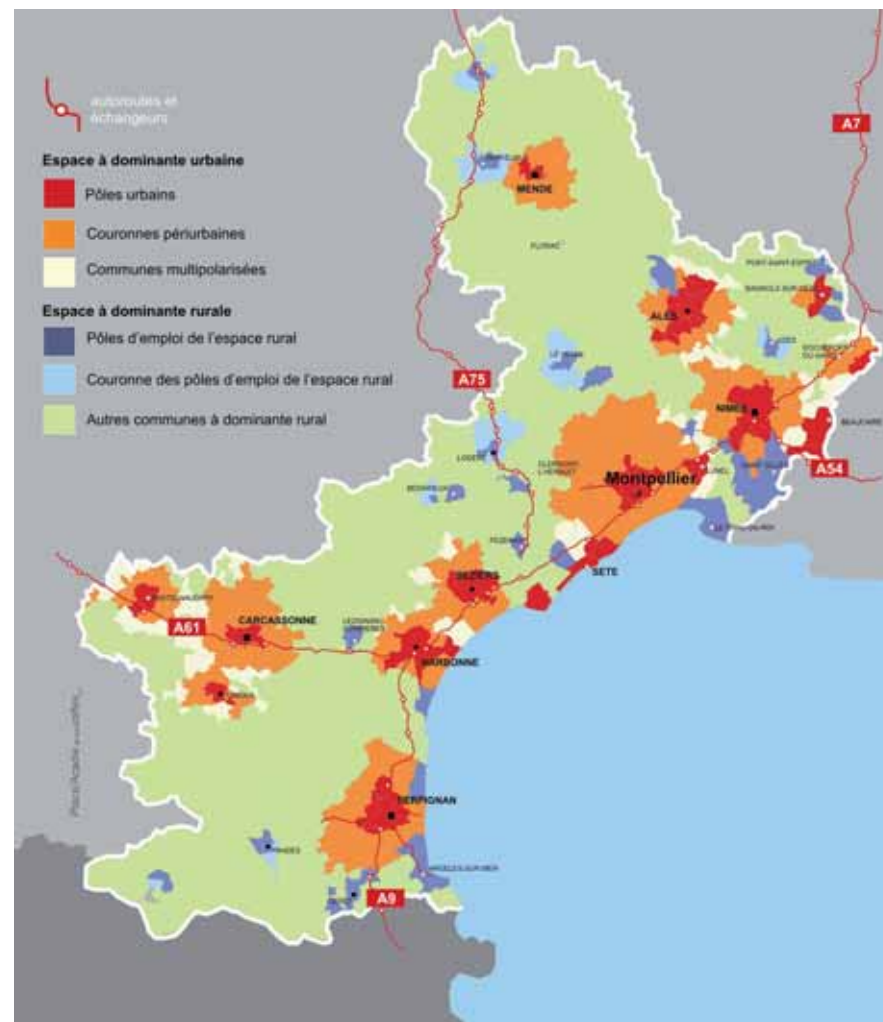
En effet, il ne demeure aujourd'hui presque plus de zones en récession démographique. Les territoires encore concernés le sont soit du fait de leur enclavement (Cantons du Haut Languedoc, Hautes Corbières, Est Lozérien, l'Ouest des Pyrénées-Orientales) ou de reconversion économique (La Grand Combe).

Ce renouveau démographique se traduit par l'émergence de nouveaux espaces ruraux moins coupés de la vie urbaine, plus ouverts sur l'extérieur et en attente de reconnaissance. A l'heure où la question du maintien des services publics se pose de manière particulièrement prégnante, ces territoires recherchent une meilleure accessibilité aux services et aux équipements et une manière de concilier vie active et cadre de vie

Dynamique démographiques	Gains bruts		Taux de croissance annuel		Répartition des gains	
	1990-1999	1999-2007	1990-1999	1999-2007	1990-1999	1999-2007
Pôle urbain	55 407	117 314	0,60%	1,30%	31%	39%
Couronne périurbaine	79 889	75 583	2%	1,80%	44%	25%
Commune multipolarisée	9 059	15 076	1,20%	2%	5%	5%
Espace à dominante rurale	36 308	91 033	0,60%	1,60%	20%	30%
Languedoc-Roussillon	180 663	299 005	0,90%	1,50%	100%	100%

Source : Insee, estimation sur la base du RGP 99 et recensements complémentaires

« Territoires vécus »



Source : INSEE RGP99

Disparité des territoires dans l'accessibilité aux équipements

Dans le secteur de la santé, la région dispose globalement d'une densité médicale plus élevée que dans les autres régions mais est confrontée comme ailleurs au vieillissement du corps médical. De plus, certaines spécialités sont particulièrement en difficulté dans la région (chirurgiens, anesthésistes, gynécologues...).

Toutefois, cette densité moyenne cache la réalité des territoires : à côté d'une surmédicalisation de la frange littorale, **des déficits sont enregistrés dans certains territoires d'arrière-pays, moins attractifs**, et où la population est plus âgée.

La région est **sous dotée en structures d'hébergement pour personnes âgées**, notamment en lits médicalisés. Le taux d'équipement en hébergement pour personnes âgées est en Languedoc-Roussillon de 92,9 places pour 1000 habitants de plus de 75 ans alors que ce taux est de 127,2 pour la France.

En ce qui concerne **le secteur culturel**, en 2000, le Languedoc-Roussillon comptait un **nombre d'équipements culturels par habitant supérieur à celui observé au niveau national** : 1,8 pour 1000 habitants contre 1,6. Toutefois, et comme partout en France, l'offre culturelle est fortement concentrée dans les villes.

En 1998, le Languedoc-Roussillon comptait en moyenne 13,2 équipements sportifs pour 1000 habitants alors qu'en France métropolitaine, ce taux est de 11,5. La pratique sportive est également plus importante en région que dans le reste de la France : près de 60,1% de la population pratique au moins un sport contre 57,5% en moyenne nationale.

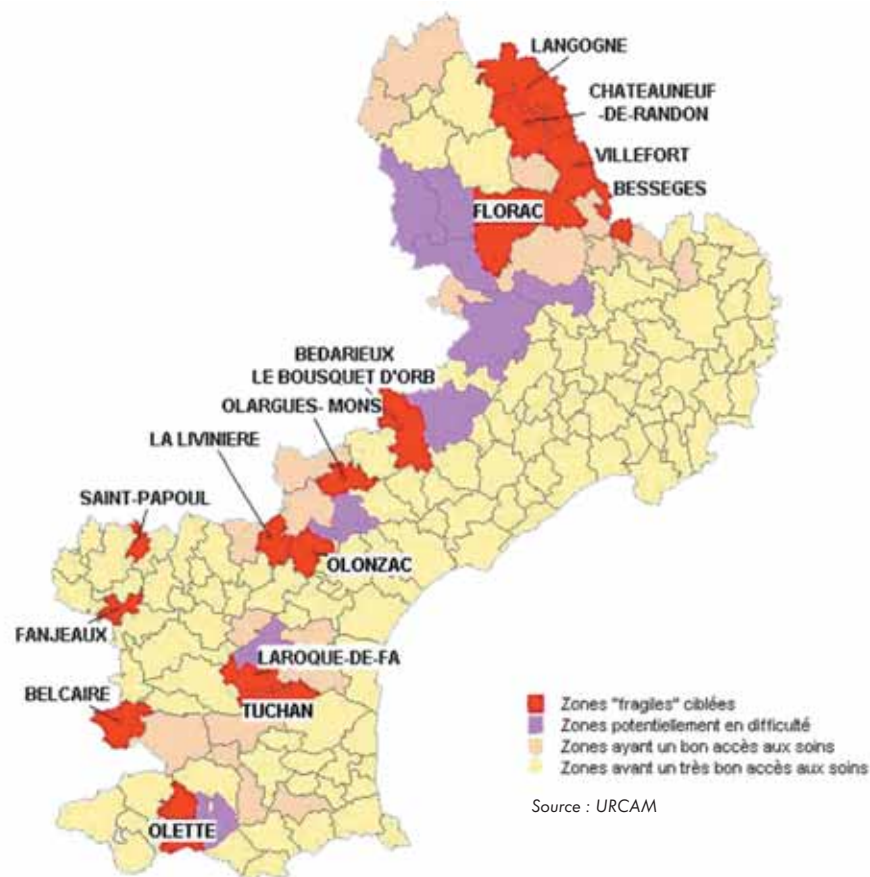
Le recensement des équipements sportifs a mis en évidence **l'ancienneté des infrastructures régionales** (70% ont plus de 20 ans) et un déficit avéré pour certains types d'installation (salles omnisports et centre nautiques).

Pour aller plus loin...

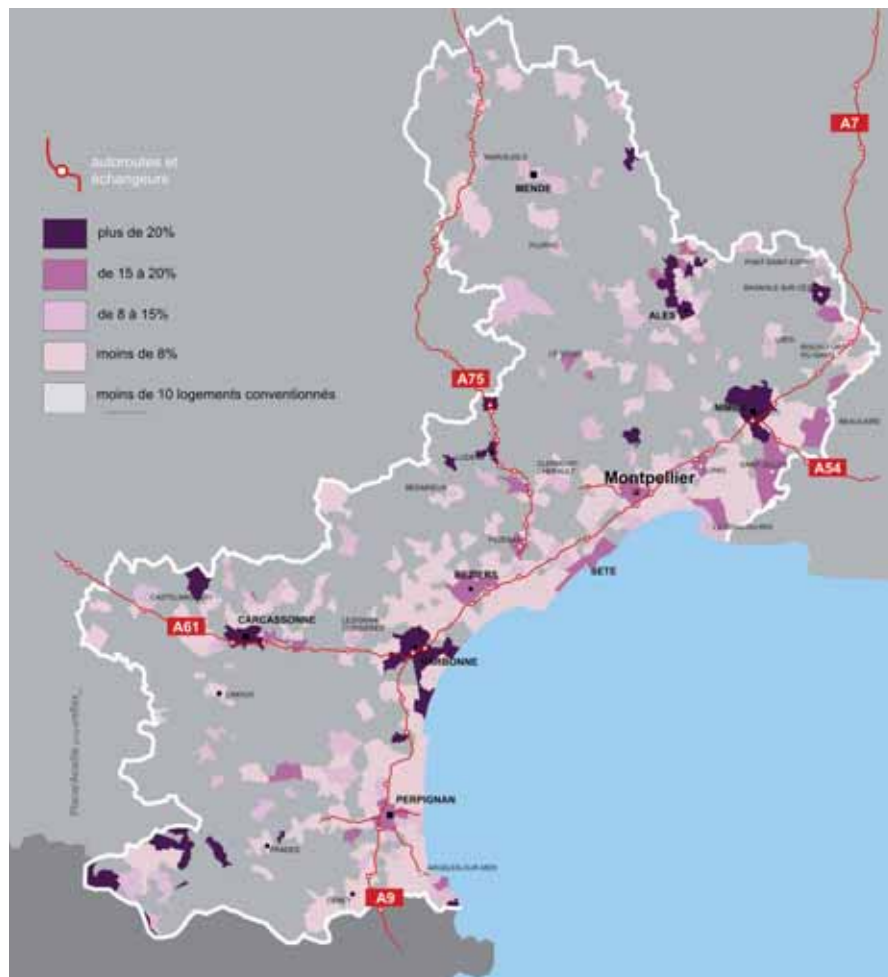
Région Languedoc-Roussillon, Stratégie régionale pour l'accès aux soins, PACTE

Observatoire régional de la santé publique du Languedoc-Roussillon, Etat des lieux régional, 2004

Zones déficitaires en Languedoc-Roussillon



Taux de locatif public conventionné en 2006 /
résidences principales 1999



Source : DRE-EPLS

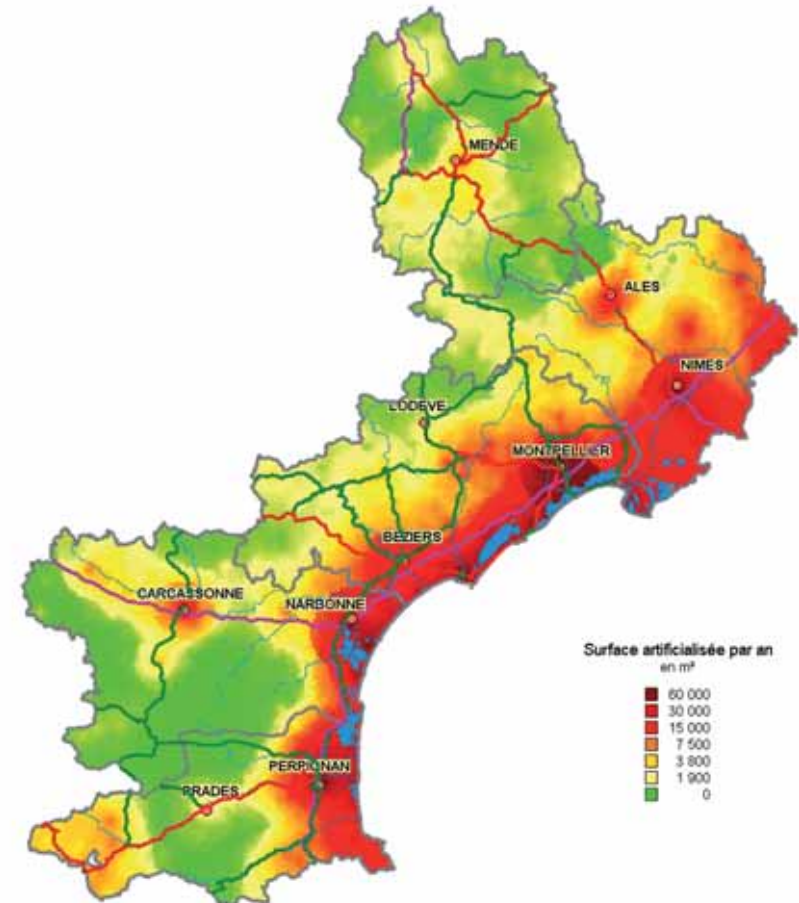
Une forte consommation d'espace au regard des usages du foncier

L'artificialisation des espaces* est principalement le fait de l'habitat puisqu'il représente à lui seul plus de 72% des surfaces consommées. **Le développement de la périurbanisation* avec la construction de nombreuses maisons individuelles a conduit à faire progresser de plus de 70% la consommation d'espace par habitant** avec une surface moyenne de 535 m² par logement. **Depuis 1999, les espaces artificialisés ont augmenté de 15%**, chiffre accentué par la recherche d'un foncier plus abordable hors des grandes agglomérations (ce qui entraîne une augmentation conséquente en terme de déplacement).

Dans la région Languedoc-Roussillon, **la maison individuelle est la forme principale de l'habitat** (63 % en 2004). Le logement collectif, ne représente que 37 % de l'ensemble du parc. Cette part est inférieure à la moyenne nationale (41 %).

Cependant, si la construction individuelle a connu une croissance limitée au cours de ces 4 dernières années (+1,2 %), celle relevant du collectif fait preuve d'un réel dynamisme et affiche une hausse de 78 %.

Estimation de la surface artificialisée par an entre 1999 et 2003



Source : DRE-LR / ARTEA données Filocom

Une pression foncière

L'augmentation de la demande (alimentée par la croissance démographique et la décohabitation), mais aussi le pouvoir d'achat des nouveaux arrivants et le contexte national, sont à l'origine de la flambée des prix constatée depuis plusieurs années. Les prix moyens au m² ont augmenté chaque année depuis 2000, mais cette augmentation est moins forte depuis 2004. Si l'augmentation moyenne en région du prix du terrain à bâtir est de 139% entre 2000 et 2006, il faut toutefois souligner une **disparité importante des prix selon les différents espaces** constitutifs du territoire régional.

De plus en plus de communes basculent dans les classes de prix les plus fortes : la part des cantons situés dans les deux classes de prix au m² les plus hautes (sur une échelle de 4 classes) est passée de 24 à 52% entre 2000 et 2004.

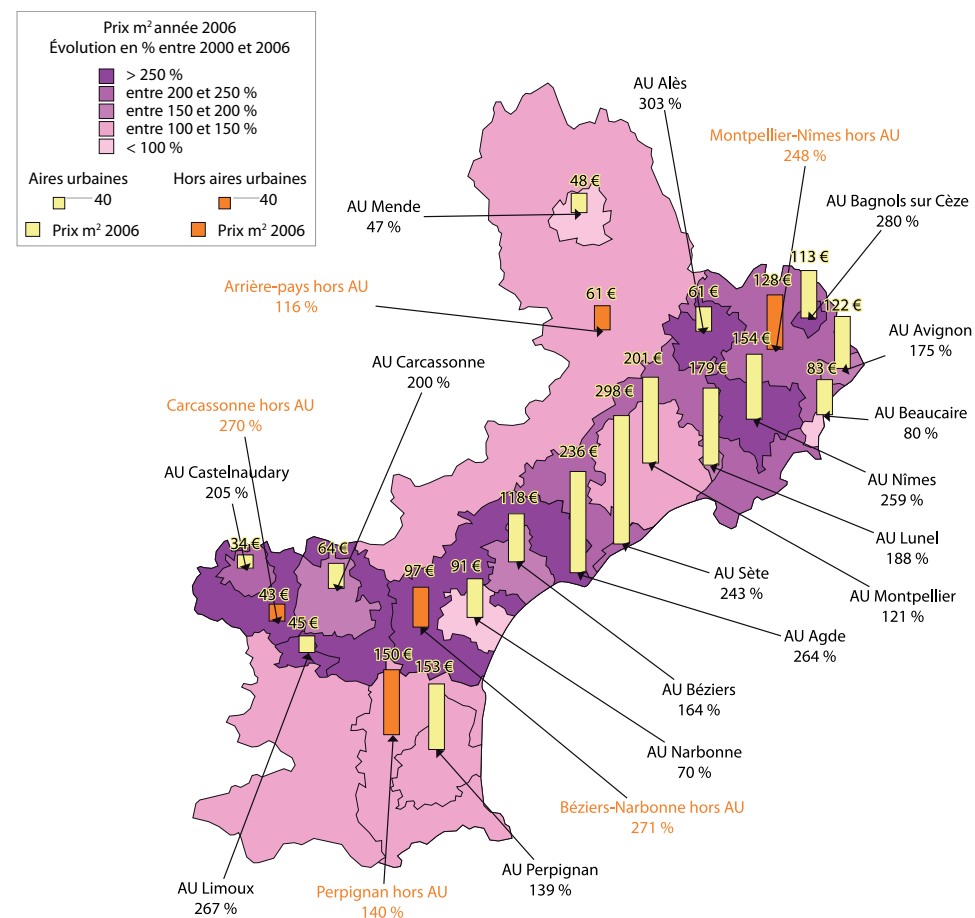
Plus de 85% des secteurs urbanisables concerne des secteurs agricoles. La superficie agricole utile (SAU)* dans les aires urbaines diminue 3 fois plus rapidement que celles des zones rurales alors que l'agriculture périurbaine représente 1/3 des exploitations de la région et est à haute valeur agronomique (40% du chiffre d'affaire agricole régional). Le prix des terres agricoles non bâties a été multiplié par 2 entre 1998 et 2005.

Pour aller plus loin...

DRE, Synthèse régionale des transactions foncières et immobilières (de 2000 à juin 2006)

Région Languedoc-Roussillon, Etude de faisabilité concernant la création d'un établissement public foncier d'Etat, 2005

Evolution de la pression foncière entre 2000 et 2006 et prix au m²



Source : DRE - Observatoire des transactions foncières et immobilières

Des mobilités assumées à ce jour

Une région bien dotée en infrastructures de communication

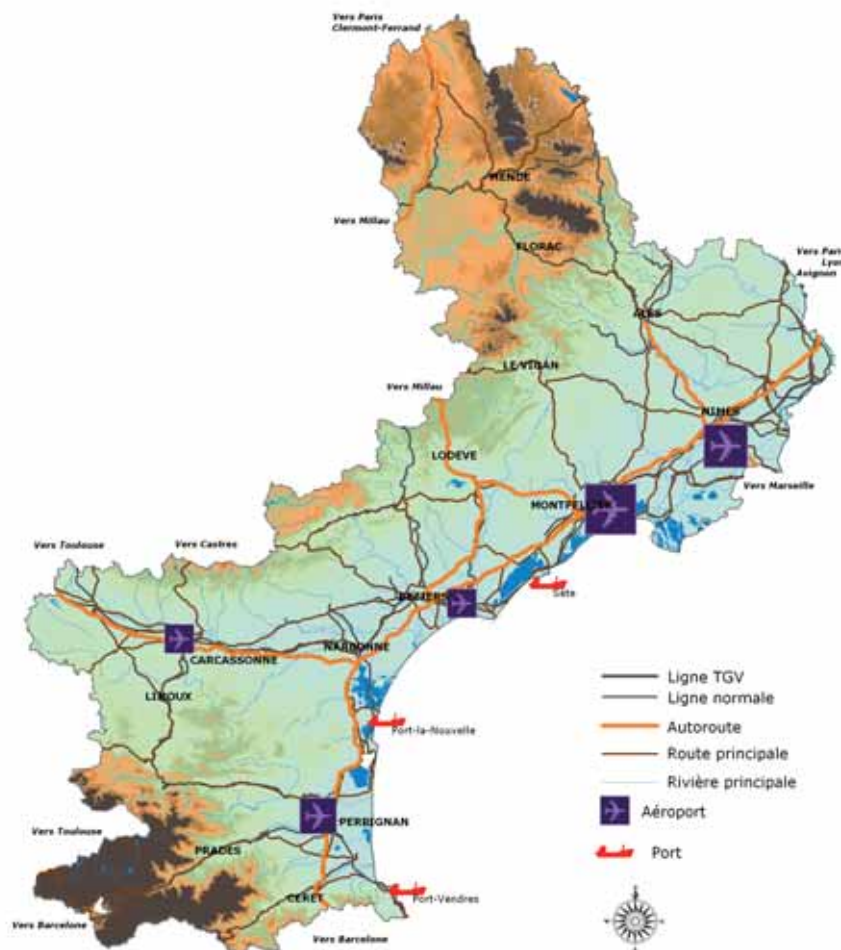
Couloir naturel entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud via la vallée du Rhône, frontalier avec la péninsule ibérique, ouvert sur les pays méditerranéens depuis ses ports, le Languedoc-Roussillon a toujours été et demeure un territoire de passages et d'échanges. Fort de ce positionnement sur l'arc méditerranéen, **la région dispose d'une grande diversité d'axes de transports et d'accès maritimes.**

Cet atout majeur lui offre des **jonctions rapides et à fort potentiel vers les grandes régions voisines** et des pôles économiques de grande envergure (PACA, Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées et la Catalogne) : au niveau routier, l'autoroute A61, l'A9 (la languedocienne, l'artère principale de la région), et l'A75. Ces axes sont doublés par une série de routes nationales assurant la desserte du réseau des villes.

Le réseau ferroviaire est important (1400 km de réseau) et organisé autour d'une artère principale implantée le long de la plaine littorale, entre la vallée du Rhône et la frontière espagnole. Elle assure un important trafic fret et voyageurs et plusieurs pénétrantes viennent s'y articuler : l'ancienne ligne Nîmes-Paris (qui dessert Alès), la ligne Béziers-Clermont-Ferrand la ligne Bordeaux-Toulouse-Narbonne, et quelques lignes plus petites dont Perpignan-Prades.

Le projet de ligne LGV Paris-Seville entre Montpellier et Perpignan devrait à terme réaliser la jonction avec l'Espagne et compléter le réseau ferré à grande vitesse européen.

Les infrastructures en Languedoc-Roussillon



Sources : SETN - 90 DEM, IGN - BD CARTOS, 2007, Conseil Régional Languedoc-Roussillon 2008
Direction des Systèmes d'Information - Service Information Géographique

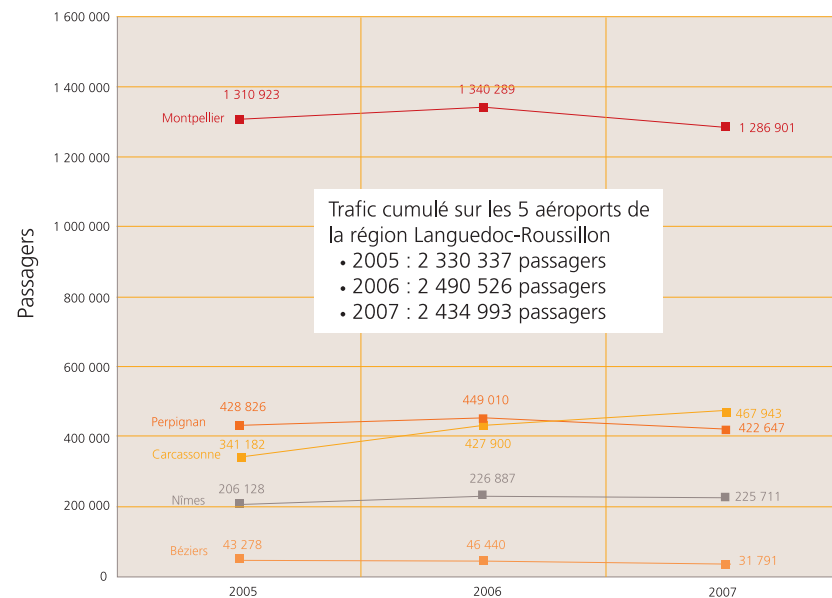
Les 5 aéroports de la région (un national : Montpellier et 4 locaux : Nîmes, Perpignan, Carcassonne et Béziers), présentent globalement une croissance significative. Ils se sont développés avec les compagnies low-cost, notamment pour Carcassonne et Nîmes. Le trafic s'élève à environ 2,5 millions de passagers dont plus de la moitié par Montpellier. De taille moyenne, ces aéroports sont confrontés à la concurrence qui s'exerce entre eux et à celle des plates-formes voisines beaucoup plus importantes comme Marseille, Toulouse, Barcelone (25 millions de passagers) et plus récemment Gérone (3 millions de passagers).

L'activité portuaire régionale connaît un essor important, répondant à des besoins grandissants, mais principalement tournée vers l'import.

L'activité du port de Sète est plurielle : un pôle important de trafic voyageurs vers les pays du Maghreb, des pôles industriels tournés vers le vrac (vin, minéral, céréales...) et des activités de pêche qui le place 1^{er} port de pêche français sur la Méditerranée. Port-Vendres est un port à vocation fruitière et Port-la-Nouvelle un port de commerce spécialisé dans les imports d'hydrocarbures et l'export de céréales. Son activité de pêche est en forte augmentation, tirée par le marché espagnol.

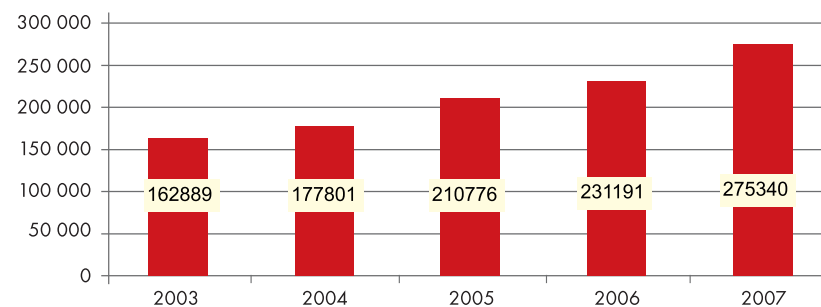
Le réseau actuel est complété par un **équipement en plates-formes** avec notamment le pôle de St-Charles à Perpignan qui traite annuellement 1,5 millions de tonnes de marchandises et celui du Distriport du Boulou.

Evolution du nombre de passagers au port de Sète



Source : DGAC

Evolution du trafic aérien en Languedoc-Roussillon



Source : DTMRF

Un accroissement des mobilités

Si la densité du réseau autoroutier (485 km d'autoroutes avec l'A9, l'A61, l'A54 et l'A75) situe la région au 2^{ème} rang français, son encombrement est récurrent.

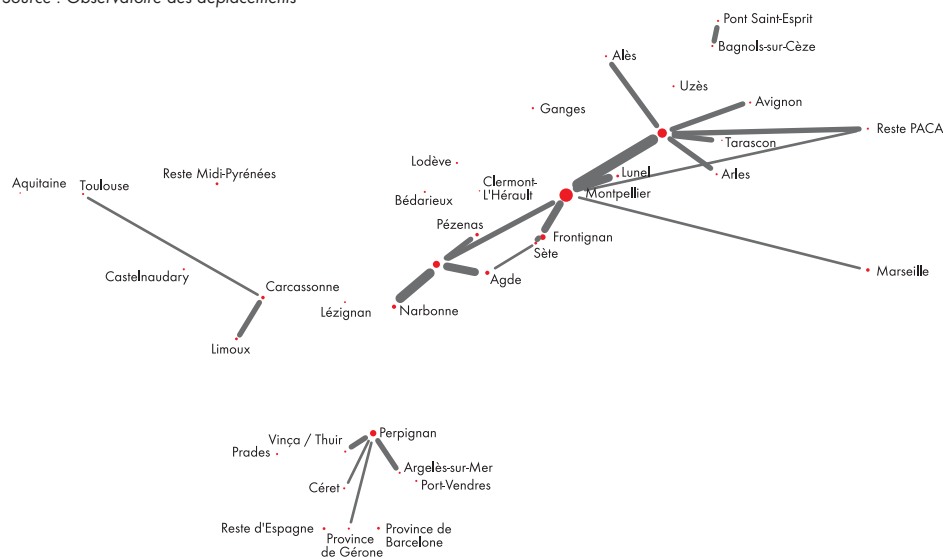
La carte des déplacements quotidiens majeurs en mode routier, montre l'importance des flux inter-villes et confirme le fonctionnement en réseau, notamment sur les secteurs Montpellier-Nîmes et Sète-Frontignan. On observe également que les distances moyennes effectuées par trajet sont inférieures à 50 km.

Les déplacements domicile-travail ne sont pas majoritaires dans la région Languedoc-Roussillon. On estime à environ 20 % la part de ce motif de déplacement au sein de la totalité des déplacements (tous modes confondus).

L'axe autoroutier littoral A9 atteint les limites de saturation au niveau de l'agglomération montpelliéraine et à long terme sur l'ensemble du tronçon Nîmes-Narbonne. Aussi, un projet de dédoublement de l'autoroute A9 sur 30 km au droit de Montpellier est envisagé.

Les principaux flux de déplacements en VP (+ de 1500 VP par jour)

Source : Observatoire des déplacements



L'activité ferroviaire liée au transport de voyageurs est en plein essor. En effet, le trafic TGV est assez spectaculaire : 1 743 000 passagers ont transité entre Montpellier et Paris en 2006, en progression de 6,6 % par rapport à 2004 (Paris en trois heures trente environ).

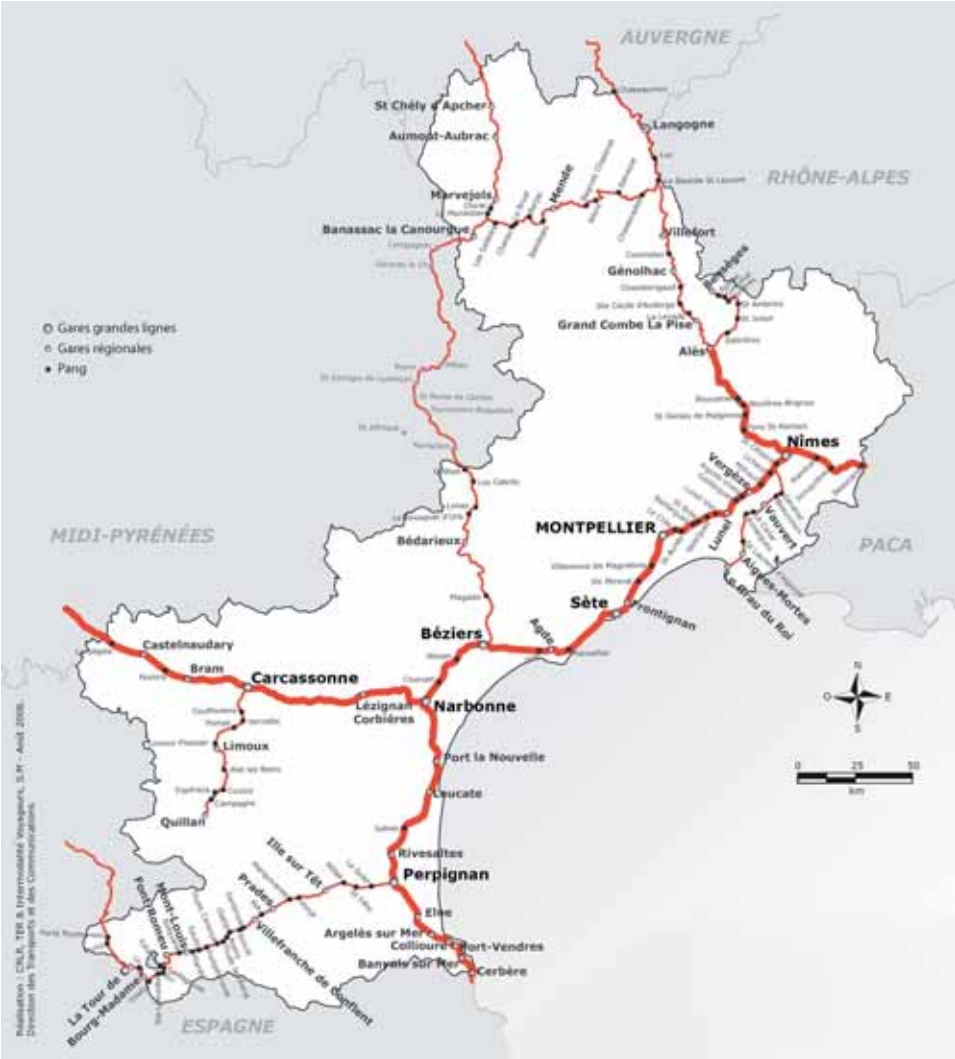
L'activité régionale connaît aussi un accroissement plus que significatif. L'ensemble des lignes TER représente 200 trains par jours et 50 autocars et la situation actuelle met en évidence une saturation de l'axe Nîmes-Montpellier, la ligne TER n'arrivant plus à répondre aux besoins croissants. Ainsi, à l'échelle régionale, la convention d'exploitation prévoit une augmentation de 20 % du nombre de dessertes entre 2006 et 2010.

L'usage du transport collectif pour les déplacements domicile-travail, avec des parts allant de 20 à 38 %, est plus répandu sur les secteurs suivants : Montpellier-Nîmes, Montpellier-Sète-Agde-Béziers et Narbonne-Carcassonne-Toulouse. Les couloirs audois et languedocien bénéficient en effet d'une bonne desserte et fréquence ferroviaire.

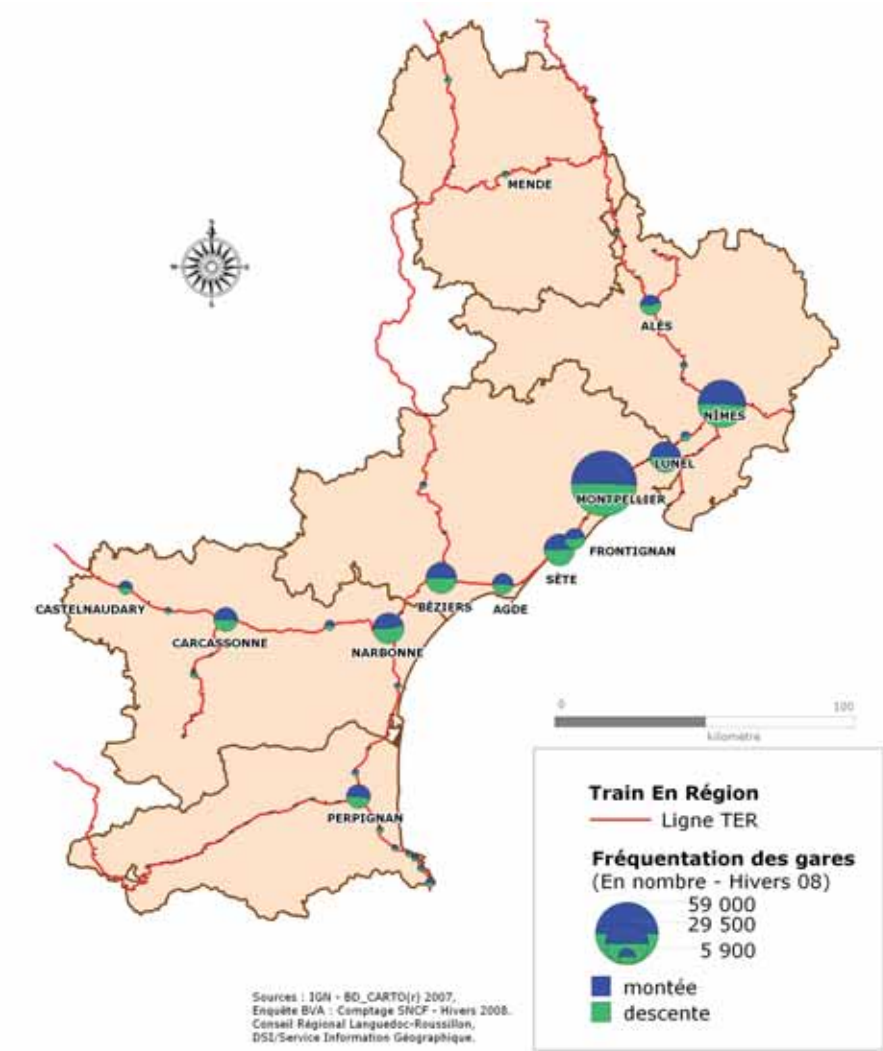
Pour aller plus loin...

De nombreuses études de ce chapitre peuvent être téléchargées depuis le site de la DRE Languedoc-Roussillon

Les gares en Languedoc-Roussillon



Fréquentation des gares en Languedoc-Roussillon - Hiver 2008



Ces données sont issues d'une enquête BVA réalisée entre le 8 janvier et le 15 mars 2008.
Ces résultats sont donnés par semaine pleine.

Un environnement exceptionnel

Première région française pour la biodiversité

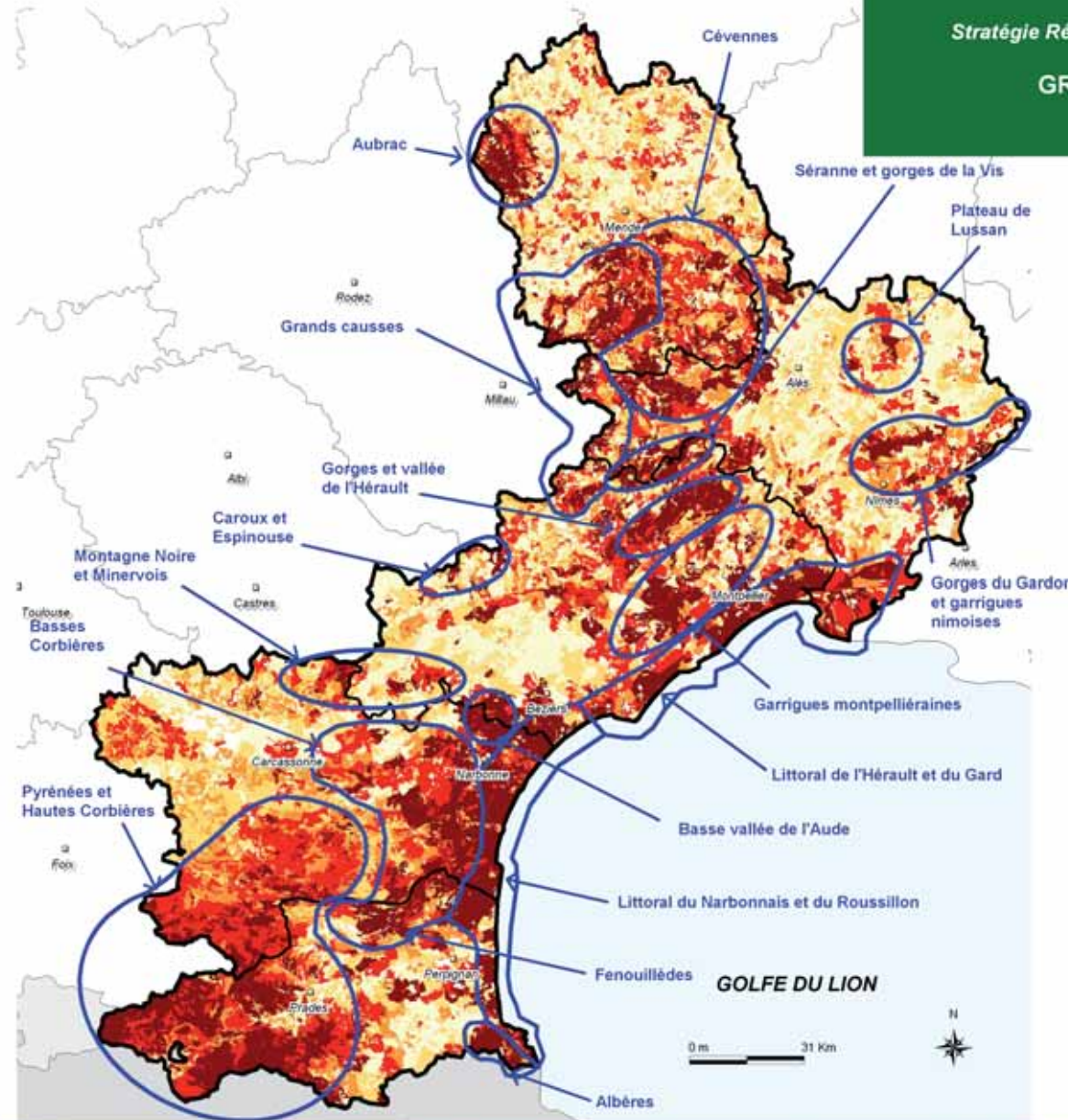
Trois facteurs contribuent à la richesse écologique du Languedoc- Roussillon :

- > sa position géographique unique en Europe qui rassemble des secteurs aux climats très distincts;
- > sa géologie variée;
- > les activités humaines qui ont façonné le paysage.

Le Languedoc-Roussillon est l'unique région européenne qui se situe à cheval sur 4 grandes régions biogéographiques :

- > méditerranéenne (la plus importante);
- > continentale (Massif central);
- > atlantique (Montagne noire et secteur du Lauragais);
- > alpine (Pyrénées).

GRANDES ZONES ÉCOLOGIQUES D'IMPORTANCE RÉGIONALE



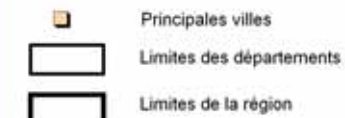
Niveau d'intérêt régional



16 grandes zones écologiques d'importance régionale (coeurs de biodiversité) ont été délimitées en Languedoc-Roussillon.

Cette hiérarchisation est issue du croisement des éléments clés du patrimoine naturel du Languedoc-Roussillon (secteurs les plus intéressants pour la faune, la flore et les milieux naturels).

Cette représentation permet une vision globale des enjeux écologiques régionaux. Elle vient également pondérer chaque facteur et palier les manques liés aux différentes pressions de prospection sur le territoire.



Sources : IGN, DIREN LR, CEN LR, CBN MP et acteurs régionaux ayant contribué aux ZNIEFF 2ème génération
Cartographie : Mapiro, Biodipe, 2007
Copie et reproduction interdites



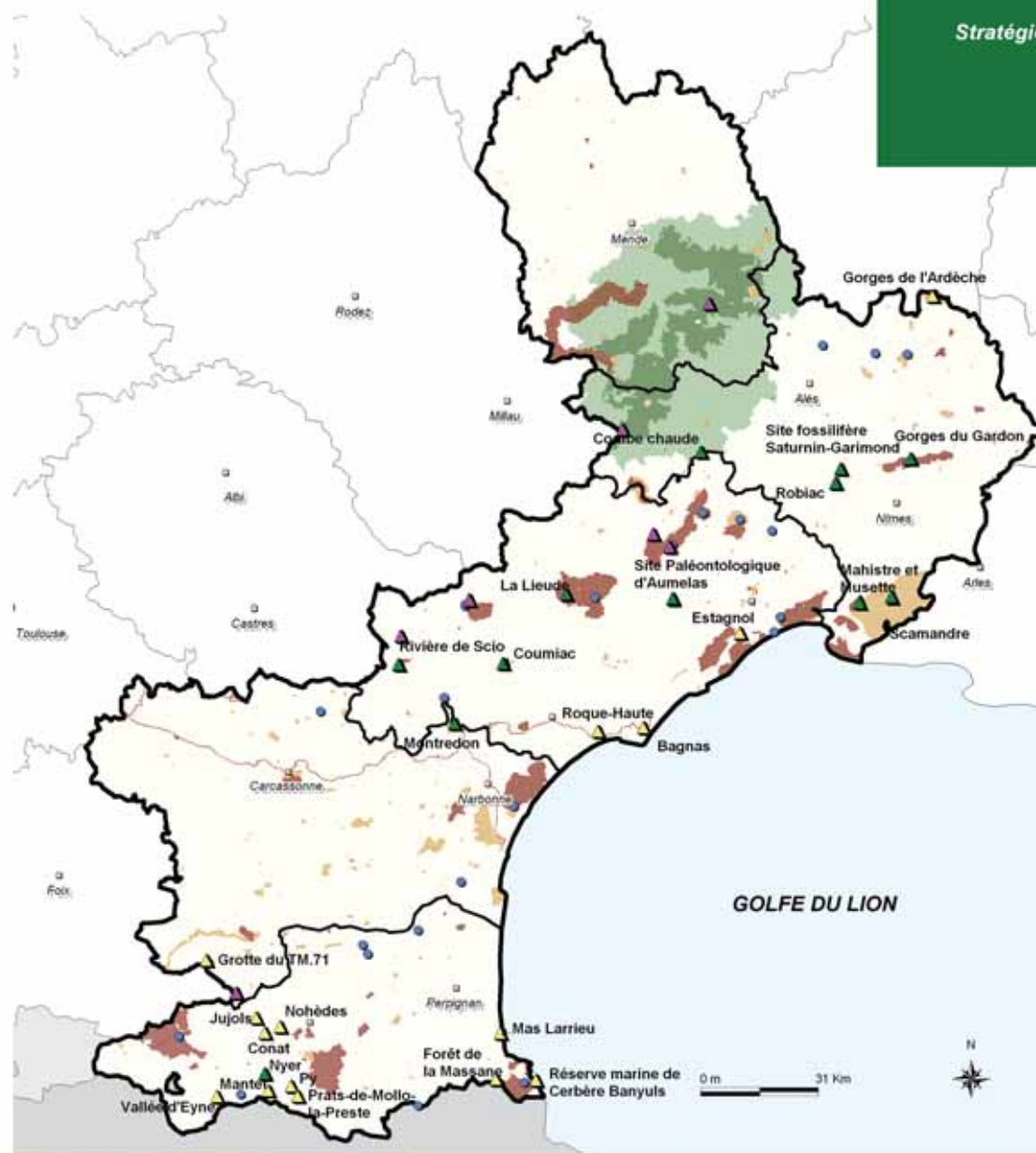
La région, couverte à 65% par des espaces naturels, abrite les 2/3 des espèces connues en France métropolitaine. A ce titre, 47% de la surface régionale est inventoriée en ZNIEFF (Zone naturelle d'intérêt faunistique et floristique)* et 32% de son territoire se situe en zone Natura 2000*. Le Languedoc-Roussillon est ainsi la 1^{ère} région française pour ces deux critères.

Au total, en rajoutant les 3 Parcs Naturels Régionaux , 50% du territoire est concerné par au moins un outil de préservation de la biodiversité et du paysage.

Outre leur intérêt paysager, les milieux naturels et semi-naturels remplissent de très nombreuses fonctions. Par exemple, les 30000 hectares de zones humides ont notamment un rôle d'épuration des eaux, de régulation des inondations et de réservoir des ressources hydriques, halieutiques et hydrobiologiques... Elles jouent un rôle de première importance pour l'hivernage des espèces d'oiseaux d'eau et participent de la richesse avifaunistique de la région.

La multifonctionnalité des formations boisées est également de plus en plus reconnue : production de bois, protection des sols contre l'érosion, prévention contre les avalanches, l'accueil du public, nombreuses activités (cynégétiques, halieutiques, pédagogiques...).

PROTECTIONS RÉGLEMENTAIRES



- ▲ RNN (Réserve Naturelle Nationale)
- ▲ RNR (Réserve Naturelle Régionale)
- ▲ RBD (Réserve Biologique Domaniale)
- APPB (Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope)
- PNC (Cœur du Parc National des Cévennes)
- PNC (Aire d'adhésion du Parc National des Cévennes*)
- Sites classés
- Sites inscrits

*L'aire d'adhésion du Parc National des Cévennes est présentée sur cette carte pour information. Il est important de noter que l'aire d'adhésion des parcs nationaux n'est pas un périmètre réglementaire.

"Il s'agit de tout ou partie du territoire qui, ayant vocation à faire partie du parc national en raison notamment de leur continuité géographique ou de leur solidarité écologique avec le cœur, ont décidé d'adhérer à la charte du parc national et de concourir volontairement à cette protection."
(LOI n° 2006-436 DU 14 AVRIL 2006)

Le Languedoc Roussillon compte:

- 15 Réserves Naturelles Nationales
- 12 Réserves Naturelles Régionales
- 10 Réserves Biologiques Domaniales (6 sont en cours de création)
- 20 Arrêtés de Protection de Biotope
- 1 Parc National
- 543 Sites classés et inscrits

- Principales villes
- Limites des départements
- Limites de la région



Sources:
IGN ; DIREN LR : Direction Territoriale Méditerranée de l'ONF
Cartographie : MapInfo, Biotope, 2007
Copie et reproduction interdites.

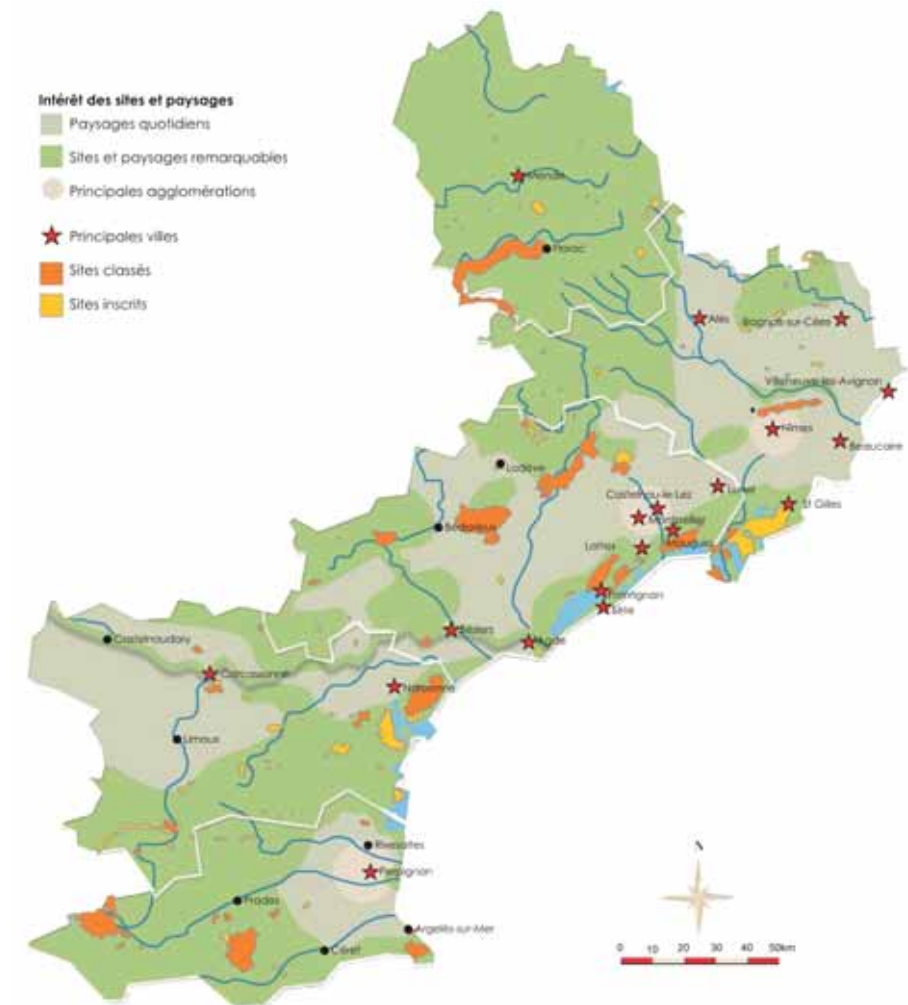


Une diversité des milieux

La région est particulièrement riche en matière de paysage. Elle compte en effet 128 sites classés*, 423 sites inscrits* et 8 des 32 Grands Sites Nationaux. Si le nombre de sites classés en Languedoc-Roussillon correspond à 5 % des sites nationaux, leur surface représente 12 % de la surface de sites classés en France, ce qui traduit l'existence, dans la région, de grands ensembles paysagers, notamment dans les zones touristiques.

Avec 88 % de communes rurales dans la région, l'agriculture joue un rôle fondamental dans la gestion et l'entretien de l'espace. Elle contribue ainsi de manière significative à la diversité paysagère du Languedoc-Roussillon.

Sites et paysages



Source : DIREN LR

Une biodiversité gravement menacée

L'évolution et le développement rapide des activités humaines transforment profondément les milieux naturels et provoquent la disparition d'espèces et d'écosystèmes. Deux éléments impactent fortement la biodiversité : l'agriculture et le développement urbain et touristique.

L'activité agricole joue un rôle essentiel dans le maintien d'espaces ouverts favorables à la biodiversité. Toutefois, l'intensification de certaines pratiques agricoles appauvrit la diversité et une déprise agricole trop importante peut entraîner un processus de **fermeture des milieux** par boisement progressif. La forêt, qui couvre environ 35 % du territoire a ainsi doublé depuis le début du XIX^e siècle et continue à s'étendre à un rythme proche de 2% par an.

Evolution de l'occupation des sols des communes littorales

		Espaces artificialisés	Espaces agricoles	Espaces naturels	total
Aude	1990	6,9	41,5	51,6	100
	2000	7,6	41,2	51,2	100
	Evol.	9,2	-0,8	-0,6	-
Gard	1990	4,8	49,1	46,1	100
	2000	5,5	48,6	45,9	100
	Evol.	13,9	-0,1	-0,4	-
Hérault	1990	13,4	47,6	39,0	100
	2000	15,9	45,2	38,9	100
	Evol.	18,1	-4,8	-0,4	-
Pyrénées-Orientales	1990	10,8	44,7	44,5	100
	2000	12,3	43,6	44,1	100
	Evol.	14,1	-2,5	-0,9	-
Région	1990	10,1	45,4	44,5	100
	2000	11,6	44,1	44,3	100
	Evol.	15,0	-2,8	-0,6	-

Source : IFEN, 2003

Le développement urbain (habitat, économie, infrastructures) et touristique :

- > entraîne une importante consommation d'espaces naturels et semi-naturels,
- > modifie les corridors biologiques en les fragmentant,
- > impacte le fonctionnement des écosystèmes,
- > augmente le risque de dégradation de la qualité de l'eau.

Le résultat en est un appauvrissement de la biodiversité.

Entre 1990 et 2000, les espaces artificialisés ont augmenté de 15% alors que les espaces naturels ont régressé de 0.6%. Le littoral, qui concentre une forte richesse patrimoniale et une fréquentation touristique massive est particulièrement touché : entre 1990 et 2000, 15,4 % de la superficie des communes littorales ont été artificialisés. Les écosystèmes et paysages côtiers sont alors menacés.

Pour aller plus loin...

Stratégie régionale pour la biodiversité,
Région Languedoc-Roussillon, 2008

Profil Environnemental Régional,
Diren Languedoc-Roussillon, 2006

Une des régions les plus exposées aux risques

Les risques naturels se posent avec une acuité particulière en Languedoc-Roussillon où 98% des communes sont exposées à au moins un risque naturel (inondations, incendies de forêt, glissements de terrain, avalanches, érosion, risques sismiques).

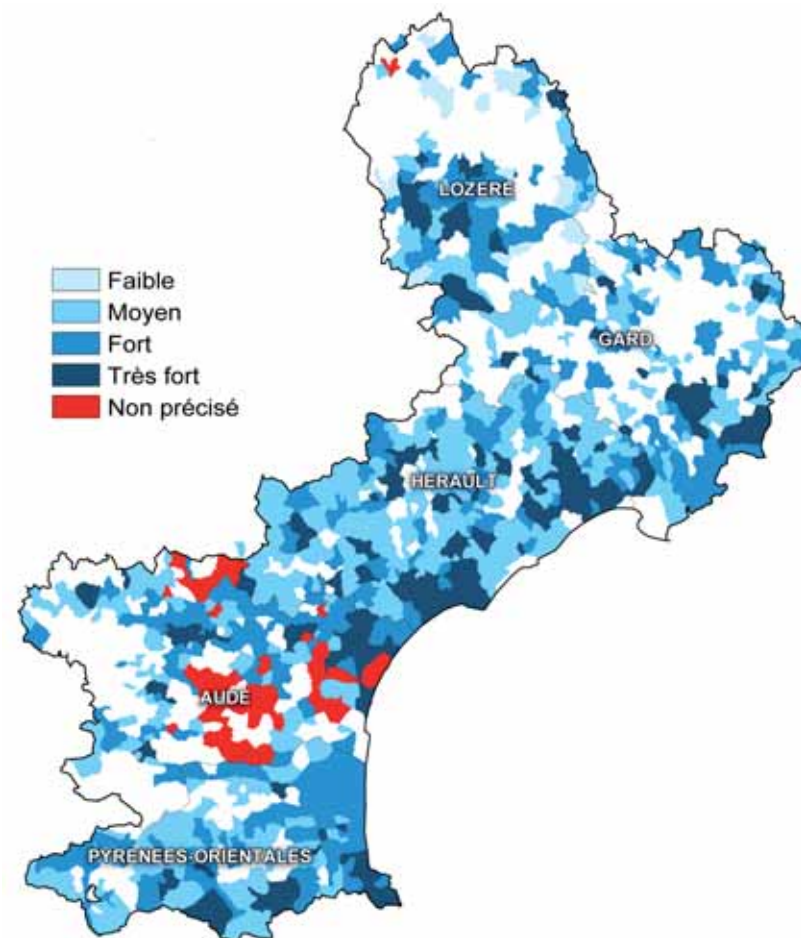
Des risques inondation les plus prégnants

Les risques inondation sont particulièrement prégnants dans la région : les phénomènes climatiques dit « cévenols » provoquent des orages intenses et la géographie de la région présente des bassins versants relativement peu étendus ou encaissés.

On distingue **quatre grands types d'inondations en région méditerranéenne** :

- > les inondations de plaine qui touchent le cours aval des grands cours d'eau régionaux,
- > les crues torrentielles qui touchent notamment les petits fleuves côtiers intermittents et les affluents des grands cours d'eau (Orbieu, Tech, Hérault à Vallerargue, Bes, Lamalou...),
- > les crues par ruissellement périurbain qui trouvent leur origine dans les orages violents en zones urbanisées,
- > les inondations par submersion marine caractérisées par des invasions de la mer lors des tempêtes après rupture du cordon littoral et surcôte marine.

Intensité de risque d'inondations



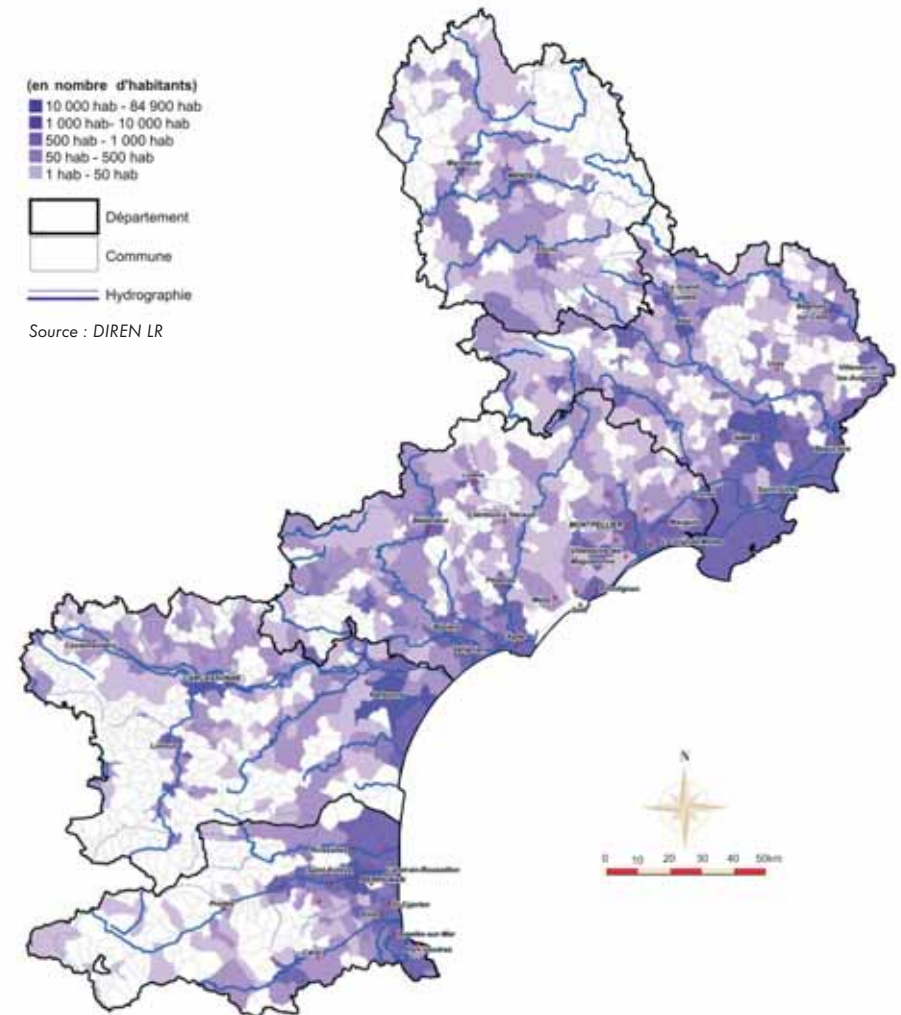
Source : DIREN LR

Le Languedoc-Roussillon arrive en 6^{ème} position des régions françaises pour ce type de risque :

- > **3/4 des communes du Languedoc-Roussillon sont soumises au risque inondation sur au moins une partie de leur territoire,**
- > **plus de 500.000 personnes résident en zone inondable soit 1/6 de la population régionale,**
- > 10 % de la superficie régionale totale et 28 % de la superficie de la plaine littorale sont concernées (soit 2 600 km²) contre 5 à 7 % en France,
- > 10 % de la superficie inondable est urbanisée, et cette superficie a augmenté de 15 % en 10 ans.

La dynamique des crues est aggravée par divers facteurs d'origine anthropique : diminution, voire suppression des zones naturelles d'expansion des crues, imperméabilisation des sols, aménagements lourds des cours d'eau, disparition des haies et fossés. Le développement démographique et économique augmente également la vulnérabilité des secteurs exposés.

Population en zone inondable en 1999 (en nombre d'habitants)



Un risque incendie toujours fort

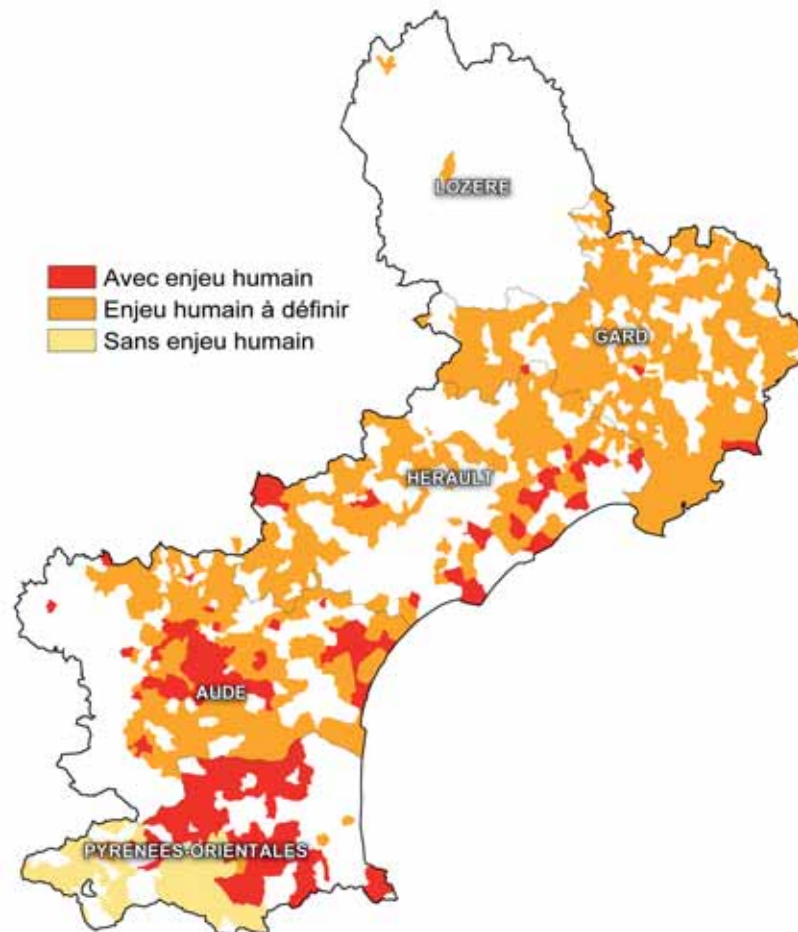
La forêt méditerranéenne, de par son inflammabilité et sa combustibilité, est particulièrement concernée par le risque incendie : **2/3 des communes du Languedoc-Roussillon y sont soumises**, en particulier dans le Gard et les Pyrénées-Orientales. Néanmoins les surfaces brûlées en Languedoc-Roussillon sont inférieures à celles de la région PACA (respectivement 1 889 et 2 876 km² depuis 1973).

Le nombre de départs de feux est à un niveau de 450 à 500 feux par an en moyenne, en particulier dans les friches et garrigues en limite de zone urbaine.

Si les incendies de forêt dans le bassin méditerranéen dépendent pour une bonne part des conditions structurelles dominantes (étés prolongés, manque d'eau, vents desséchants, végétations forestières servant de combustible...), l'intervention anthropique reste la principale cause des incendies de forêt.

Le risque est donc accentué par le développement de l'urbanisation au contact des massifs boisés ou de friches et par la fermeture des milieux, liée à la disparition du pastoralisme dans les zones de montagnes.

Intensité de risque de feu de forêt



Source : DIREN LR

Un risque érosion accru par le réchauffement climatique

L'érosion des côtes, et donc le recul du « trait de côte », est le résultat d'un cumul de facteurs défavorables :

- > le changement climatique (remontée du niveau marin, tempêtes plus fréquentes),
- > la diminution des apports sédimentaires des rivières (chenalisation, extractions, barrages...),
- > la diminution du stock de sable (urbanisation, bétonnage des fronts de mer, surfréquentation des cordons dunaires),
- > l'interruption du transit sédimentaire (ouvrages portuaires ou de protections).

Ce risque concerne 1/4 du littoral languedocien avec des sensibilités différentes selon les départements côtiers :

- > le Gard connaît la plus grande dynamique sédimentaire,
- > l'Hérault est largement soumis à une érosion ancienne (de l'embouchure du Petit-Rhône au Cap d'Agde),
- > la côte sableuse du département des Pyrénées-Orientales présente une alternance de secteurs en érosion (du Cap Leucate à Argelès-plage) et en accrétion et une accentuation de l'érosion est à craindre à l'avenir.

Ainsi, 552 hectares ont été gagnés par la mer depuis 50 ans.

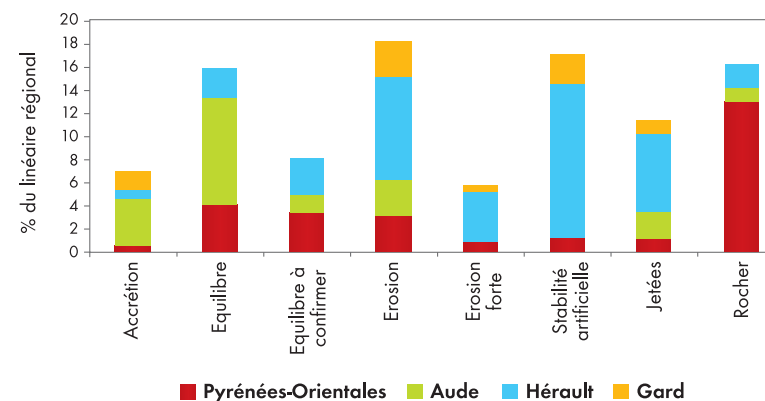
Pour aller plus loin...

Profil Environnemental Régional, Diren Languedoc-Roussillon, 2006

Stratégie régionale de prévention des risques naturels, Région Languedoc-Roussillon

Mission Interministérielle d'aménagement du littoral, Orientations stratégiques pour la gestion de l'érosion en Languedoc-Roussillon, 2003

Répartition de l'aléa érosion par département



Source : Service Maritime et de Navigation du Languedoc-Roussillon, 2003

Des ressources en eau fragiles

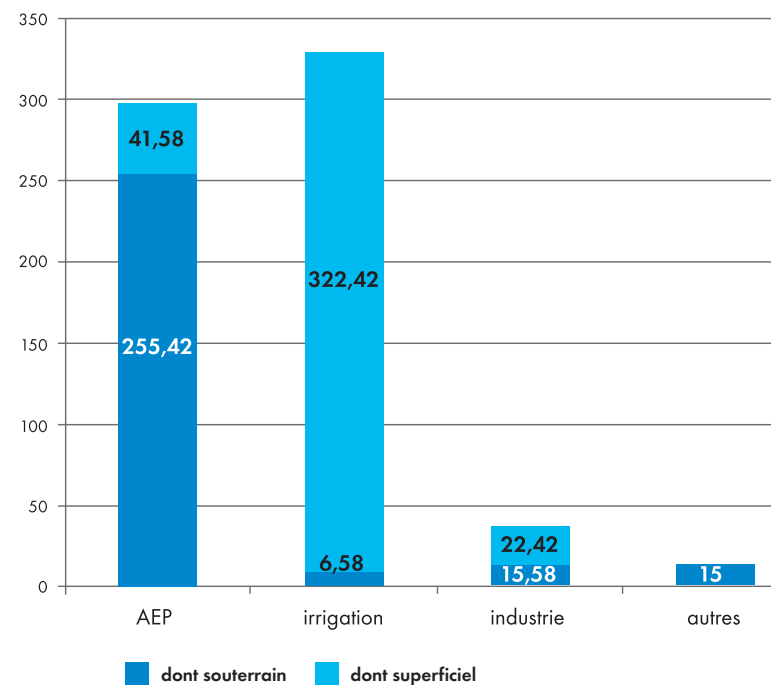
Des ressources inégalement réparties

Si les ressources en eau de la région sont abondantes, elles sont inégalement réparties dans l'espace et dans le temps :

- > le réseau superficiel est plus rare en zone karstique ; le régime des cours d'eau est lui-même très contrasté en raison du régime climatique méditerranéen caractérisé par l'alternance de longues périodes sèches et d'épisodes pluvieux intenses.
- > les ressources souterraines sont plus rares dans les zones de piémonts et montagnes, le littoral abrite près de 80 % de cette ressource.

Ces réserves tempèrent l'irrégularité des apports pluviométriques. Néanmoins, la conjonction des pressions et facteurs climatiques rend les nappes alluviales et superficielles particulièrement sensibles à la sécheresse.

Consommation annuelle par usages en Mm³



Source : BRL, Aqua 2020

Des besoins en eau variés

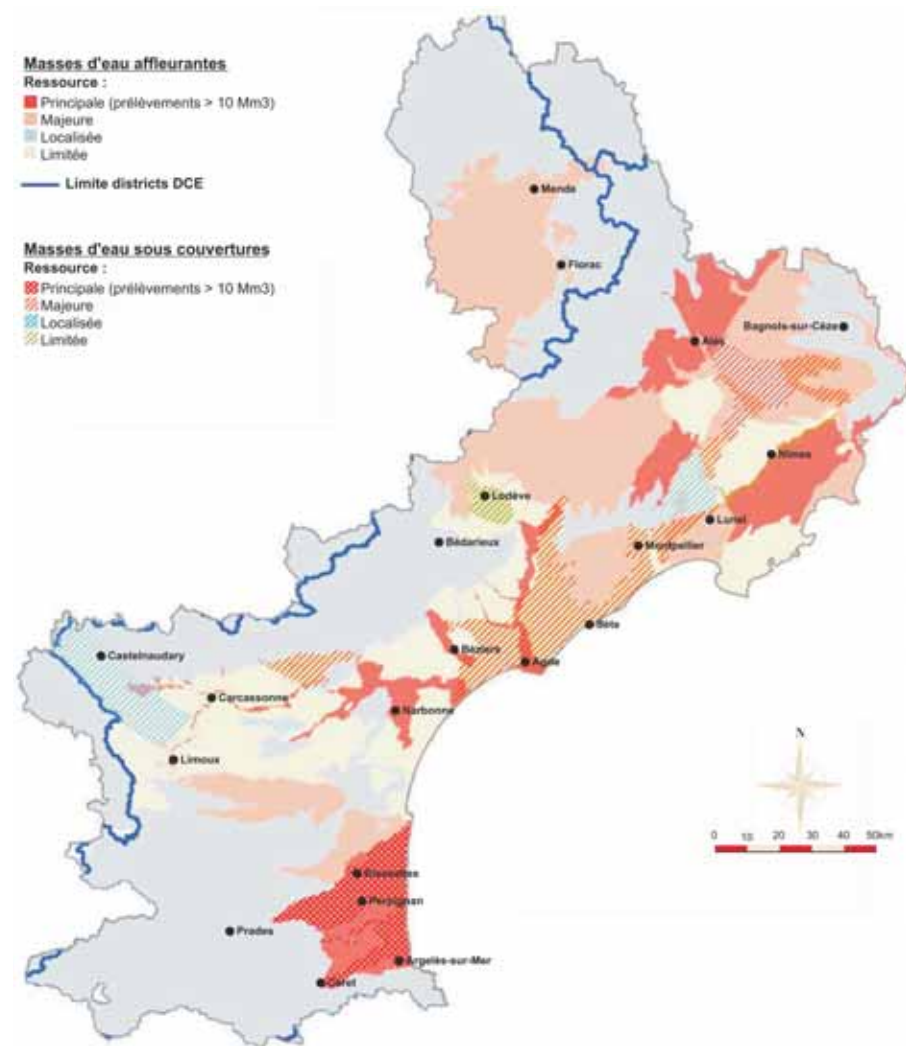
L'alimentation en eau potable représente 44% des prélèvements totaux en eau et 90% de ces prélèvements se font en eaux souterraines (données Aqua 2020).

Si les nappes profondes sont moins vulnérables aux pollutions, leur surexploitation estivale sur la bande littorale entraîne un risque de contamination irréversible par intrusion d'eau salée, ainsi qu'un risque de dépression et de pollution par les nappes superficielles. La pression touristique se traduit également par une augmentation de la demande en eau potable.

Compte tenu de l'accroissement démographique, ces besoins sont en augmentation : croissance des prélèvements en AEP de 7 % en moyenne par an au cours de ces dernières années, avec un prélèvement actuel de 300 Mm³/an et un besoin supplémentaire pouvant atteindre 60 Mm³/an.

L'irrigation représente 48 % des prélèvements totaux dont la quasi totalité se fait en eau superficielle et notamment via le canal BRL (données Aqua 2020). Si la consommation d'eau à usage d'irrigation agricole est en baisse, les besoins totaux en eaux brutes sont en forte augmentation (irrigation des espaces publics, jardins individuels...). Ainsi, eu égard aux évolutions climatiques, l'eau constitue un facteur de sécurité pour l'ensemble de ces besoins.

Principales ressources en eaux souterraines et enjeux AEP



Source : DIREN 2006

Une qualité des eaux

La qualité des eaux est jugée globalement de bonne qualité :

- > 60 % à 80 % du réseau hydrographique superficiel permanent languedocien classé de bonne qualité chimique et biologique. Sur la cinquantaine de points de surveillance nationaux en 2006 , seule une dizaine est de mauvaise ou très mauvaise qualité.
- > les eaux marines peuvent être qualifiées de globalement bonnes.

Les sources de pollution sont multiples, mais dépendent notamment des activités et rejets urbains. L'impact des rejets agricoles est également très significatif, d'autant que les pesticides, bien que présents en faible quantité dans les cours d'eau, ont tendance à augmenter.

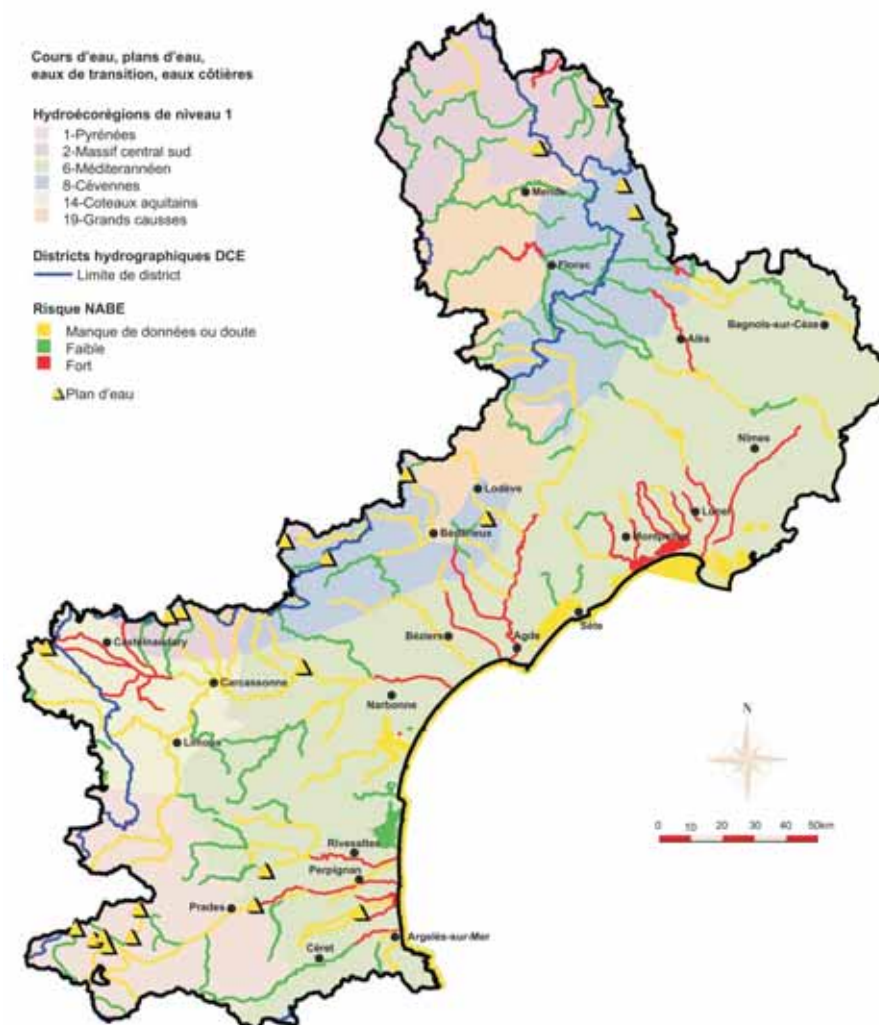
Compte tenu des pressions, existantes et attendues, sur la dimension qualitative de la ressource, les obligations de « bon état écologique » fixées pour 2015 par la DCE* risquent de ne pas être atteintes pour les zones soumises à une forte pression démographique et touristique :

- > 22 % du réseau superficiel, classé en «doute», concernant principalement des cours aval et des lagunes. La qualité est ainsi jugée préoccupante sur l'Étang de l'Or et les étangs palavasiens Est,
- > 15% des nappes souterraines, essentiellement situées en zone littorale.

Pour aller plus loin...

| Aqua 2020

Risque de non atteinte du bon état pour les masses d'eau superficielles



Source : Comité de bassin-Adour-Garonne, Loire-Bretagne, et Rhône Méditerranée

Un bilan énergie déficitaire

Des besoins en augmentation

En 2003, le bilan des consommations énergétiques de la région Languedoc-Roussillon s'établit à 4,5 millions de tonnes équivalent pétrole (tep).

S'agissant des **sources d'énergie utilisées** dans la région :

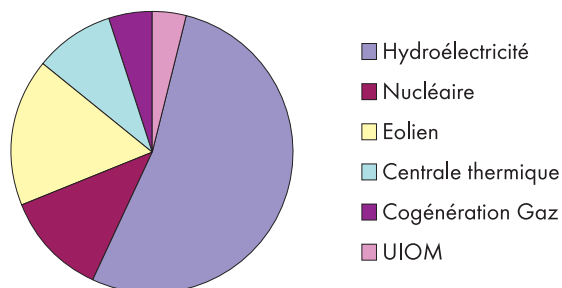
- > les produits pétroliers constituent plus de la moitié du bilan des consommations d'énergie (58 %) en 2003.
- > l'électricité est la seconde source d'énergie la plus utilisée.
- > les consommations de bois représentent 6 % des consommations totales du Languedoc-Roussillon.

L'augmentation des consommations d'énergie est notamment tirée par la croissance démographique (chauffage, déplacements, services...).

Les émissions de gaz à effet de serre (GES) sont estimées à près de 12 millions de tonnes équivalent CO₂ en 2003 pour la région. Ce chiffre marque le poids du secteur des transports : 58 % des émissions totales énergétiques concernent ce secteur. Les produits pétroliers sont en effet plus émetteurs de GES que les autres sources d'énergie.

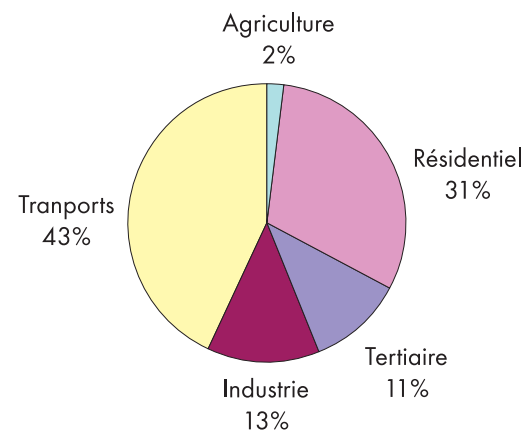
Contribution de chaque filière à la production d'électricité en Languedoc-Roussillon

Source : Explicit, 2006



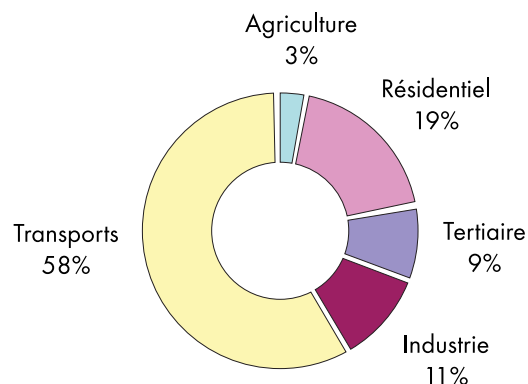
Bilan énergétique de la région Languedoc-Roussillon

Source : Explicit, 2006



Contribution des secteurs consommateurs aux GES en 2003

Source : Explicit, 2006



Un fort potentiel en énergies renouvelables

Les ressources naturelles régionales (vent et ensoleillement) offrent un fort potentiel de développement des énergies propres.

En ce qui concerne l'énergie solaire, fin 2004, 232 sites étaient électrifiés grâce à **des installations photovoltaïques**, représentant une puissance de 370 kWc.

Le développement du Bois-Energie est relativement important dans la région, avec une soixantaine de chaufferies automatiques à bois en service et 18 en cours de réalisation (ADEME, 2004), permettant, chaque année, la valorisation de 22 000 tonnes de combustible bois, issues pour partie de la Lozère et des Pyrénées-Orientales.

Enfin, pour l'éolien, le Languedoc-Roussillon contribue, à lui seul, pour 44 % de l'énergie éolienne produite au niveau national. Il est, de loin, la première région en terme de production d'énergie éolienne. Début 2006, la puissance installée était de 162,34 MW. La majeure partie de la puissance installée se situe dans l'Aude (64 %) et dans une moindre mesure dans l'Hérault (24 %).

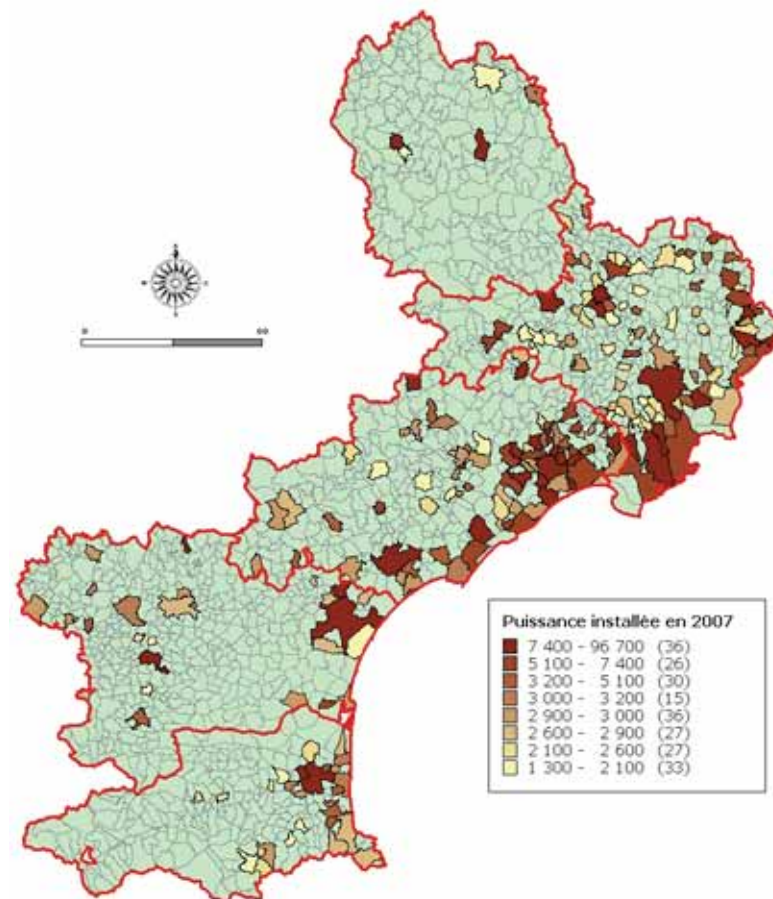
Pour aller plus loin...

DRIRE : l'énergie en Languedoc-Roussillon en 2007- repères chiffrés

Région Languedoc-Roussillon : Bilan des consommations finales énergétiques, Explicit

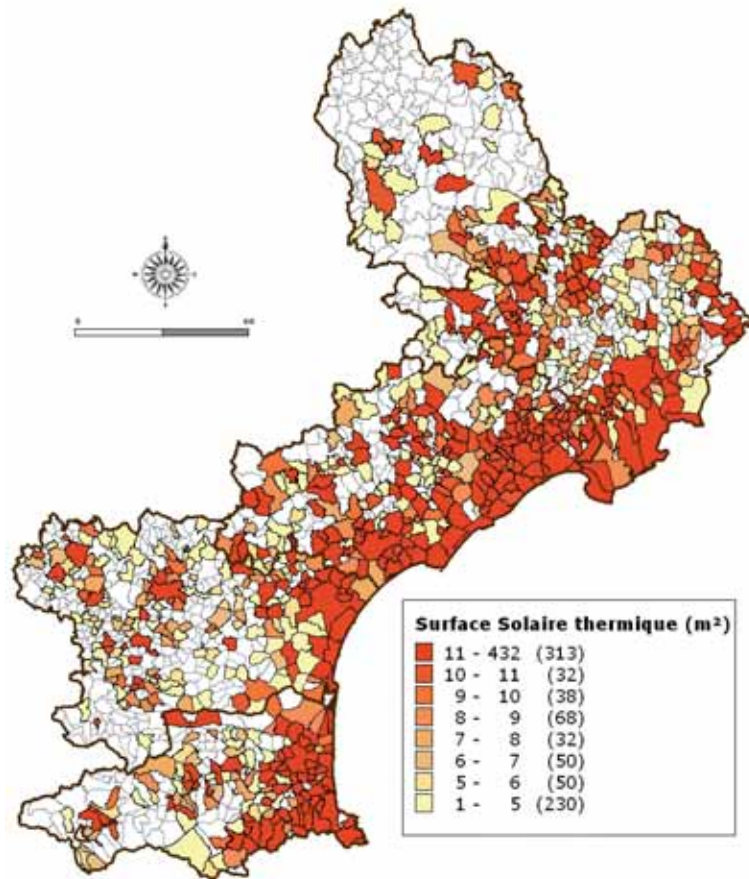
Région Languedoc-Roussillon, Stratégie régionale pour le développement des énergies renouvelables

Installations Photovoltaïques en 2007



Source : BD CARTO® - IGN 2007, Conseil Régional Languedoc-Roussillon 2007

Solaire Thermique 99 - 05 CESI



Source : BD CARTO® - IGN 2007, Conseil Régional Languedoc-Roussillon 2007

La plus forte
croissance économique

Une économie renouvelée

L'économie régionale repose aujourd'hui principalement sur la sphère « résidentielle » : les services marchands, les administrations et le secteur de la construction constituent ses leviers de développement. Les secteurs industriels passés : mines, métallurgie, chimie de base, textile, cuir et vignoble de masse, ont disparu ou ne sont plus aujourd'hui déterminants. La recherche et l'innovation, constituent également un mouvement de fond qui a largement modifié les structures de production et la nature des emplois.

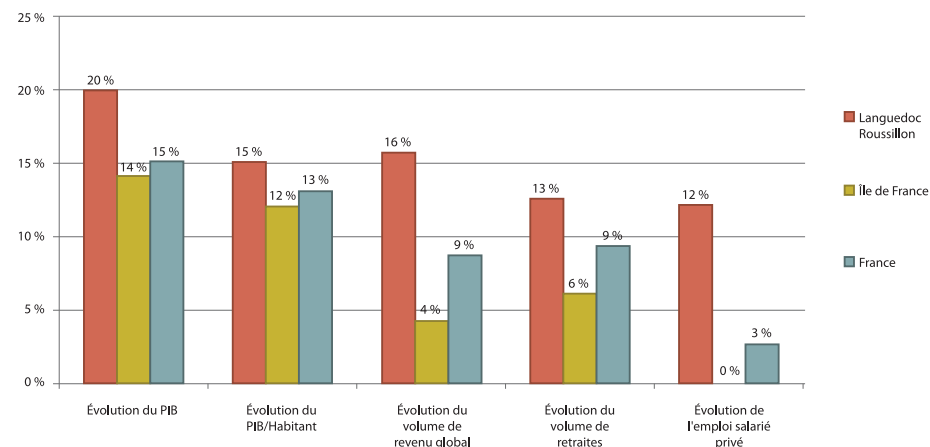
Le Languedoc-Roussillon se place en 1^{ère} position des régions françaises pour la croissance du PIB* régional. Toutefois, le Languedoc-Roussillon arrive en 154^{ème} position des régions européennes avec un PIB annuel par habitant de 19000 euros. On note ainsi un certain rattrapage national avec cette augmentation du PIB de 5%/an depuis 2000 et une augmentation de 50 % du revenu disponible ces dix dernières années.

Pour aller plus loin...

Région Languedoc-Roussillon, Schéma Economique Régional de Valorisation et d'Intégration des Ressources (SERVIR), 2005
GSTAT, l'année économique et sociale 2007
De nombreuses données de ce chapitre sont accessibles depuis le site Insee Languedoc-Roussillon

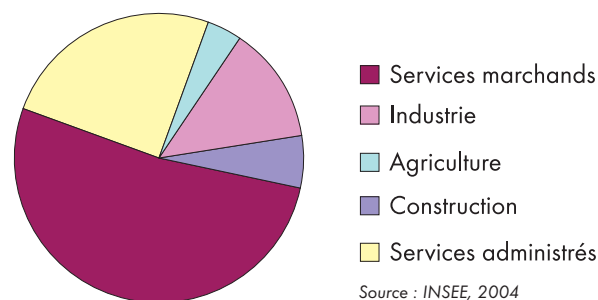
Evolution 2000-2004

La performance du moteur résidentiel régional



Source : INSEE

La répartition de la valeur ajoutée brute par grands secteurs d'activité en Languedoc-Roussillon



Source : INSEE, 2004

Un moteur résidentiel en plein développement

L'économie résidentielle* est le levier du développement économique de la région. Ce moteur est diversifié et repose à la fois sur des migrations définitives résidentielles et sur le tourisme.

46,5% des salariés (hors agriculture et défense) exercent leur activité dans la sphère résidentielle contre 40,5% en moyenne nationale. Cette proportion situe le Languedoc-Roussillon au deuxième rang des 22 régions françaises derrière la Corse.

Le secteur tertiaire en général, avec quatre nouveaux emplois créés sur cinq, reste le principal pourvoyeur d'emplois et génère plus des trois quarts de la richesse régionale avec 77,6 % de la valeur ajoutée. Il dépasse largement les moyennes nationales (73,1 % des actifs contre 66,9 % en France) et occupe les premières places en ce qui concerne l'augmentation annuelle de ses effectifs (2 000 personnes de plus pour l'année 2004).

En 2007, **le secteur des services** s'est avéré particulièrement dynamique en Languedoc-Roussillon avec une évolution de l'emploi salarié privé de 3,3 % contre 2,2 % pour l'ensemble des secteurs dans la région et représente près de la moitié des entreprises régionales créées en 2007 (8 700 sur 17 700).

Parmi eux, **le secteur des services aux personnes est le pilier de cette économie** avec une évolution de l'emploi salarié de 92% entre 1990 et 2003.

Alimenté par le besoin croissant en infrastructures et en logements, **le secteur de la construction et de l'immobilier** reste également très dynamique et affiche d'excellents résultats, représentant 7,2 % de la valeur ajoutée régionale (5,8 % au niveau national) soit 3,4 milliards d'euros. Les activités du bâtiment et des travaux publics emploient environ 53 000 personnes en 2005, soit 10,7 % des actifs de la région (données ASSEDIC - Unistatis). Et ce nombre est en forte augmentation avec un taux de croissance de +45 % entre 1996 et 2005 (source ASSEDIC).

Au vu de la conjoncture récente, l'évolution de ce secteur devrait être sur une tendance à la baisse.

Au sein de ce secteur, la filière des énergies renouvelables est aujourd'hui en pleine progression. Par exemple, le marché du solaire thermique augmente de 50 % par an.

Secteurs de l'économie résidentielle

- Services aux personnes : 16 % de l'emploi salarié régional
- Le commerce : 10 %
- L'action sanitaire et sociale et l'animation sportive et culturelle : 9 %
- Le BTP : 7 %
- Le transport et le tourisme : 7 %

Pour aller plus loin...

- Insee Repère Synthèse n° 3- mai 2007, Grâce à sa croissance démographique, la région rattrape son retard économique
- Insee Repère Synthèse n° 8 septembre 2006, Plus d'emploi à vocation résidentiel en Languedoc-Roussillon

La première région française pour le taux de création d'entreprises

Le Languedoc-Roussillon occupe le premier rang des régions françaises pour le taux de création d'entreprises avec un taux global moyen de création de 15,5 % (contre 11,7% en moyenne nationale) soit 18 000 créations pures par an.

Ces créations sont nettement plus soutenues dans les domaines de la construction, du commerce et des services. Ce dernier représente à lui seul près de la moitié des créations.

La zone d'emploi de Montpellier est la zone d'emploi la plus dynamique de France métropolitaine, Perpignan la 4^{ème} et Narbonne la 9^{ème}.

Le fort taux de création est lié :

- > **à la sur-représentation des micro-entreprises dans la région** : 58,3 % des établissements de l'industrie, du commerce et des services n'ont pas de salarié (contre 55,8 % au niveau national).
- > **à la forte présence de l'artisanat en région** (principalement des services et du bâtiment) qui représente un emploi sur cinq.

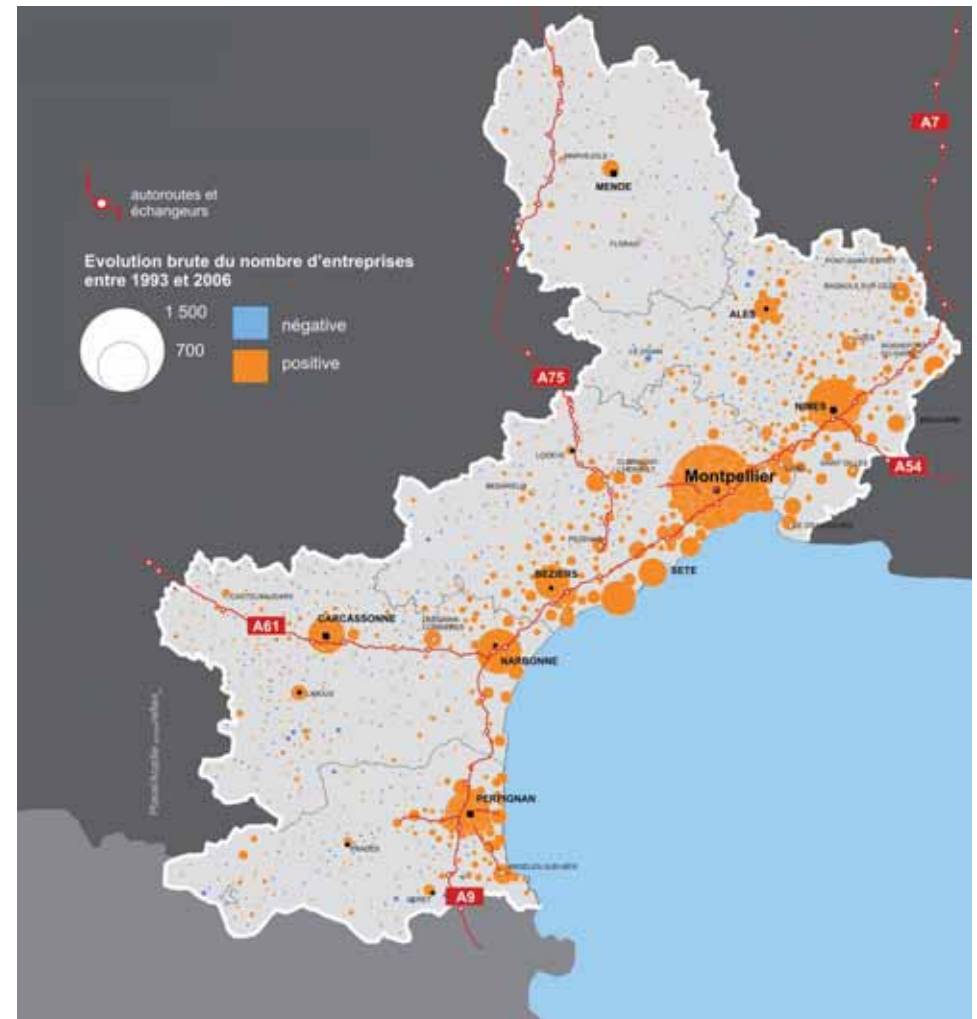
Toutefois, la pérennité de ces nouvelles entreprises est loin d'être garantie : le taux de survie à 5 ans des entreprises est de 46,6 % contre 54,5 % au niveau national.

Pour aller plus loin...

Insee Repère Synthèse n° 1 - janvier 2008,
les micro-entreprises dopent la création

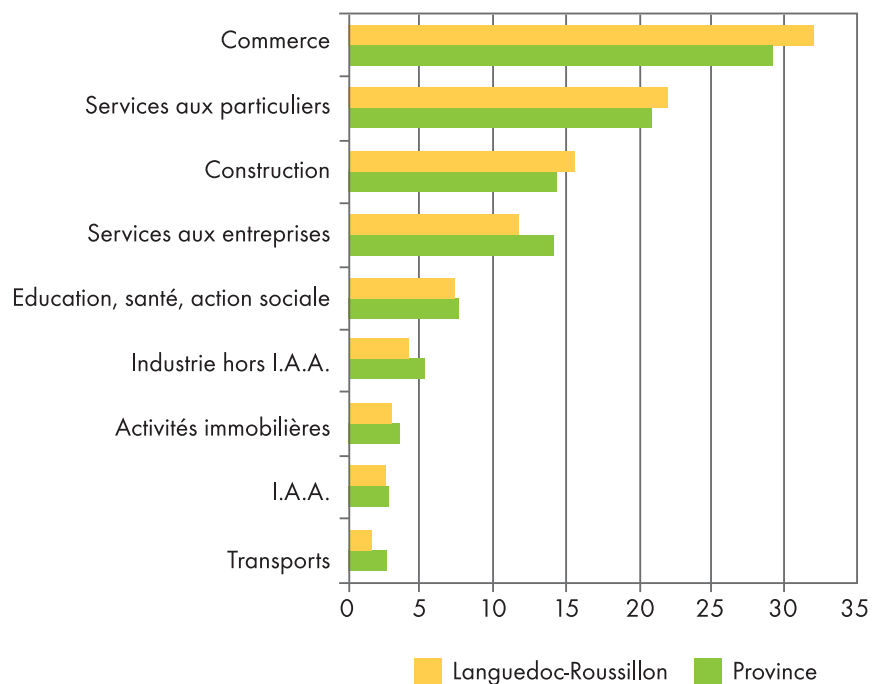
Insee Repère Synthèse n° 5 - juin 2006,
l'artisanat représente un emploi sur cinq en Languedoc-Roussillon

Evolution brute du nombre d'entreprises entre 1993 et 2006



Source : UNEDIC

Part des secteurs dans les créations d'entreprises



Source : INSEE - Sirene de 1993 à 2006

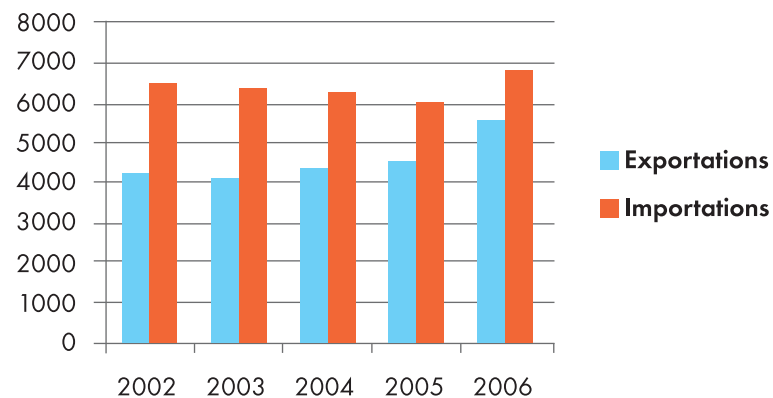
Des exportations en augmentation

Le Languedoc-Roussillon est la 17^{ème} région française pour les exportations et contribue à hauteur de 1,5% au total des exportations nationales.

En 2006, la région a vu son déficit commercial se réduire pour la troisième année consécutive. Cette amélioration est d'abord imputable à la hausse des exportations régionales qui ont cru de 22% entre 2005 et 2006.

Le principal partenaire du Languedoc-Roussillon sur la scène du commerce international reste l'Europe, et en premier lieu l'Espagne qui représente à elle seule 22,2% des exportations de la région.

Commerce extérieur du Languedoc-Roussillon (en M€)



La 4^{ème} destination touristique de France

Le Languedoc-Roussillon, 4^{ème} destination touristique en France, offre un tourisme riche et diversifié de par la multiplicité de ses paysages, de sa culture et de son histoire.

En 2005, la Région a attiré 15 millions de touristes ayant séjourné 96 millions de nuitées. Cette clientèle est en majorité française, à la fois locale, originaire de régions voisines (Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées), et nationale (Île-de-France...). La clientèle étrangère (essentiellement Allemagne, Grande-Bretagne et Pays-Bas) représente un tiers du tourisme régional. Ce tourisme est principalement concentré en été (30 % des nuitées annuelles sur les mois de juillet et août).

Le Languedoc-Roussillon voit sa fréquentation touristique baisser depuis 2001. Une légère reprise en 2005 met fin à 3 années de baisse consécutive.

Une offre touristique variée :

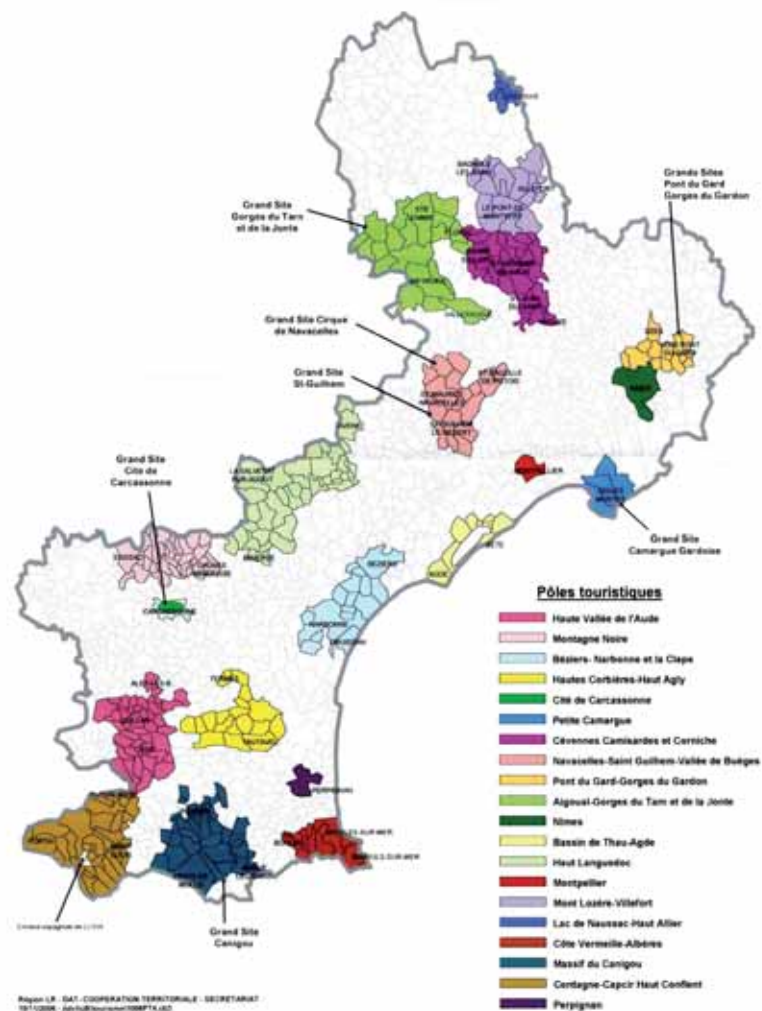
- > Un tourisme balnéaire représente 55 % des séjours. Il est développé autour de 15 stations balnéaires datant pour la plupart des années 1950-60 et souffrant aujourd'hui d'un vieillissement de ses équipements,
- > Des activités fluviales autour des canaux,
- > Des activités de sports d'hiver : 16 stations de ski alpin et nordique,
- > Du thermalisme : 13 stations thermales. Le Languedoc-Roussillon est la 3^{ème} région thermale de France,
- > Une offre culturelle : patrimoines historiques et architecturaux, festivals...
- > Du tourisme vert et de l'agritourisme, espaces naturels et produits du terroir,
- > Une offre en tourisme d'affaires, très développée dans l'Hérault.

Pour aller plus loin...

Région Languedoc-Roussillon, Schéma régional de développement touristique, 2006

Observatoire du Comité régional du Tourisme en Languedoc-Roussillon

Les pôles touristiques en Languedoc-Roussillon



Une agriculture en recomposition

Vers une diversification de l'agriculture régionale

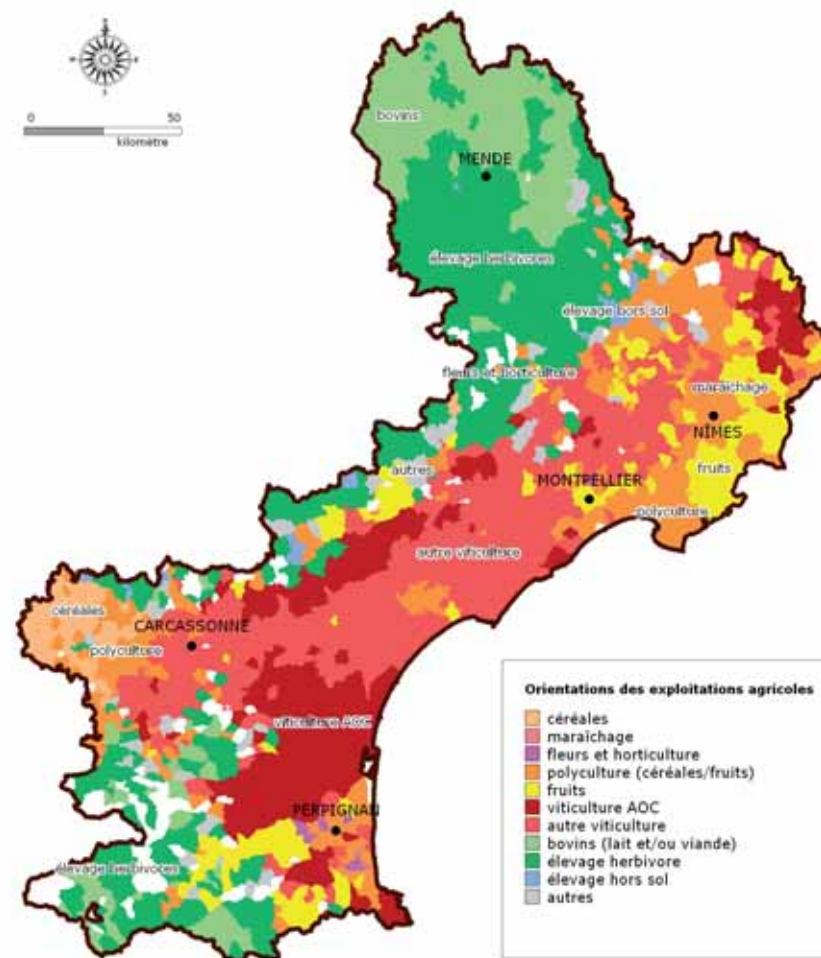
La région se place à la 14^{ème} place française en terme de SAU (surface agricole utile) : 958 640 ha de SAU soit 35 % du territoire régional en 2005.

Elle est caractérisée par la pluralité de ses productions des zones de montagnes jusqu'au littoral méditerranéen :

- > Une viticulture prépondérante dans les zones de piémonts et de plaines,
- > Une production de blé dans l'ouest Audois : la région produit 1/5 de la production française de blé dur,
- > De la riziculture dans la Camargue Gardoise,
- > Une filière fruits et légumes importante (Pyrénées-Orientales et dans le Gard),
- > Des zones d'élevage en montagne (notamment AOC Roquefort et Pélardon).

Une caractéristique majeure de la région tient à la place importante qu'occupe **l'agriculture périurbaine (maraîchage, arboriculture et viticulture)**. Elle représente 1/3 des exploitations, 1/4 de la surface agricole utile (SAU) et 40% du chiffre d'affaires agricole régional. Toutefois, elle est en concurrence avec le développement urbain et sa SAU diminue trois fois plus rapidement que celle située dans les zones rurales.

Répartition des productions agricoles sur le territoire régional



Sources : IGN 2007 - BD CARTO® , Agreste - 2000, Conseil Régional Languedoc-Roussillon, réalisation mars 2008

Même si elle a perdu 36 % de ses exploitations agricoles entre 1988 et 2000 et que sa SAU a diminué de 6 % entre 1988 et 2005, l'agriculture régionale **reste un secteur économique important. Elle représente 4,1 % de la valeur ajoutée régionale et 14 % des exportations régionales.**

Avec moins de 6 % de l'emploi régional, l'agriculture s'est effacée mais demeure plus présente dans notre région qu'au niveau national (3,5%).

L'agriculture régionale connaît une diversification progressive. En 2004-2005 (SCEES, 2006), le vin ne représente plus que 47 % de la production, contre 55 % 20 ans plus tôt. Les fruits et légumes ont progressé (33 %), tout comme les grandes cultures (8 %).

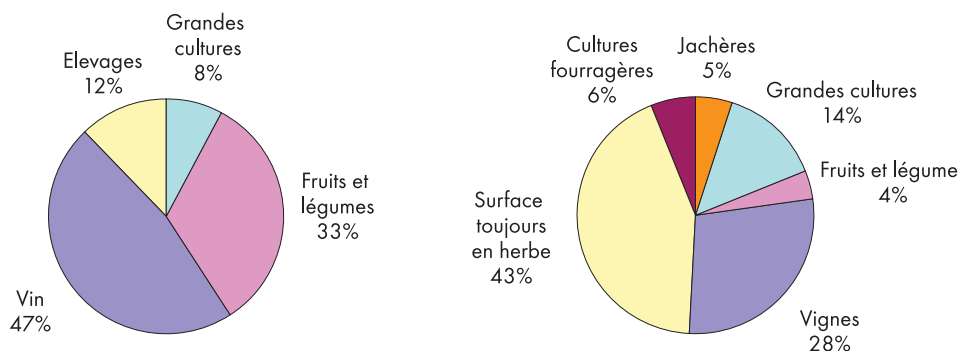
Pour aller plus loin...

INRA , Développement régional, agriculture et IAA
en Languedoc-Roussillon, 2006

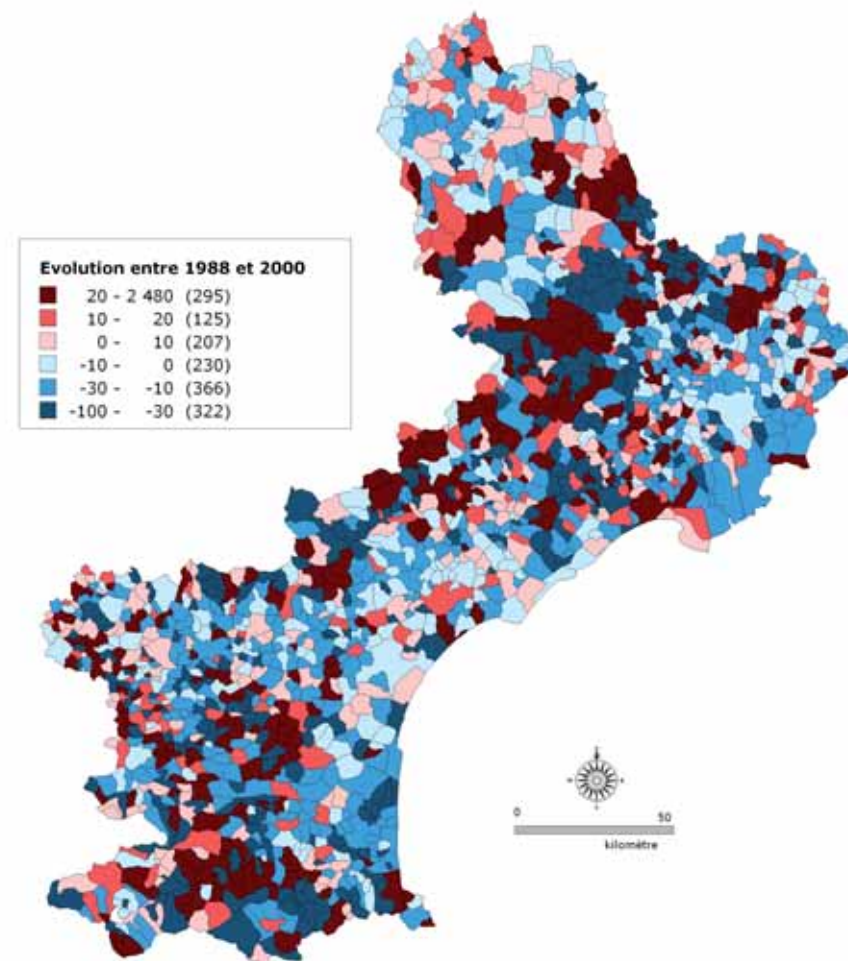
Chambre d'agriculture Languedoc-Roussillon, Trajectoires
synthèse N°9 : l'agriculture périurbaine en Languedoc Roussillon,
pour une agriculture active aux portes des villes / mars 2005

Répartition des productions agricoles en valeur et surface

Source : SCEES, 2005



Evolution moyenne de la SAU entre 1988 et 2000



Source : RGA, Conseil régional Languedoc-Roussillon 2008

Une filière qualité riche en productions

L'agriculture biologique en Languedoc-Roussillon représente en 2007 :

- > 42 638 hectares (4,4% de la SAU)
- > 1 083 agriculteurs certifiés
- > **3^{ème} région française en nombre d'exploitations biologiques**
- > 1^{ère} région pour la viticulture bio
- > 3^{ème} région pour la surface fruitière biologique
- > 4^{ème} région pour la production biologique ovine

L'Appellation d'Origine Contrôlée (AOC) en Languedoc-Roussillon

L'AOC implique un lien étroit entre le produit, le terroir et le savoir-faire. Elle constitue un patrimoine collectif garant de la qualité et de l'authenticité des produits.

La région compte une agriculture de qualité largement reconnue à travers ce label.

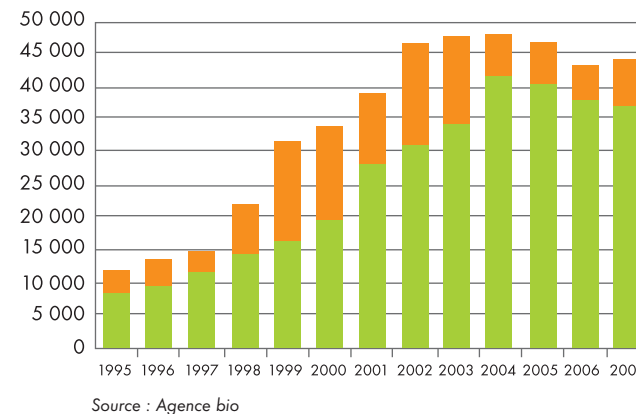
L'AOC concerne ainsi les produits suivants :

- > Les fromages Pélardon, Roquefort, Bleu des Causses, Laguiole, Bleu d'Auvergne
- > La viande de taureau de Camargue
- > L'oignon doux des Cévennes
- > L'huile d'olive de Nîmes
- > La pomme de terre primeur du Roussillon
- > 34 vins AOC
- > 3 eaux de vie

Pour aller plus loin...

| L'agriculture biologique française, chiffres 2007, Agence bio

Evolution des superficies en mode de production biologique



	Exploitations	Surfaces Agricoles					Transformateurs
		Bio (ha)	Conversion (ha)	Total (ha)	% SAU	2007/2006	
Aude	227	12 504	1 534	14 038	5,8%	-8%	37
Gard	308	6 313	1 021	7 334	3,9%	-7%	82
Hérault	248	4 907	1 478	6 385	3,1%	13%	88
Lozère	91	7 845	495	8 340	3,4%	11%	14
Pyrénées-Orientales	209	5 730	812	6 542	7,4%	14%	31
Languedoc-Roussillon	1083	37 299	5 339	42 638	4,4%	1,40%	252

Source : Agence bio

Une filière viticole dominante mais en crise

En 2003, la région a produit le tiers de la production française de vin soit 15,7 Mhl de vin. Elle est ainsi la 1^{ère} région française viticole en surface et en volume.

La crise viticole est plus vive en Languedoc-Roussillon qu'au niveau français, touchant un vignoble **en reconversion, économiquement fragile** :

- > les ventes et les cours des vins AOC en vrac baissent, les ventes directes et les exportations stagnent, les stocks augmentent, les prix des vins de cépages sont aussi à la baisse...
- > baisse de 35 % des revenus viticoles,
- > un arrachage supérieur à 50 000 ha envisagé pour 2008.

Cela peut s'analyser à 2 niveaux :

- > A l'échelle internationale, une perte de compétitivité liée au développement des vignobles et vins étrangers,
- > Au niveau national, la poursuite de la baisse de consommation quotidienne du vin.

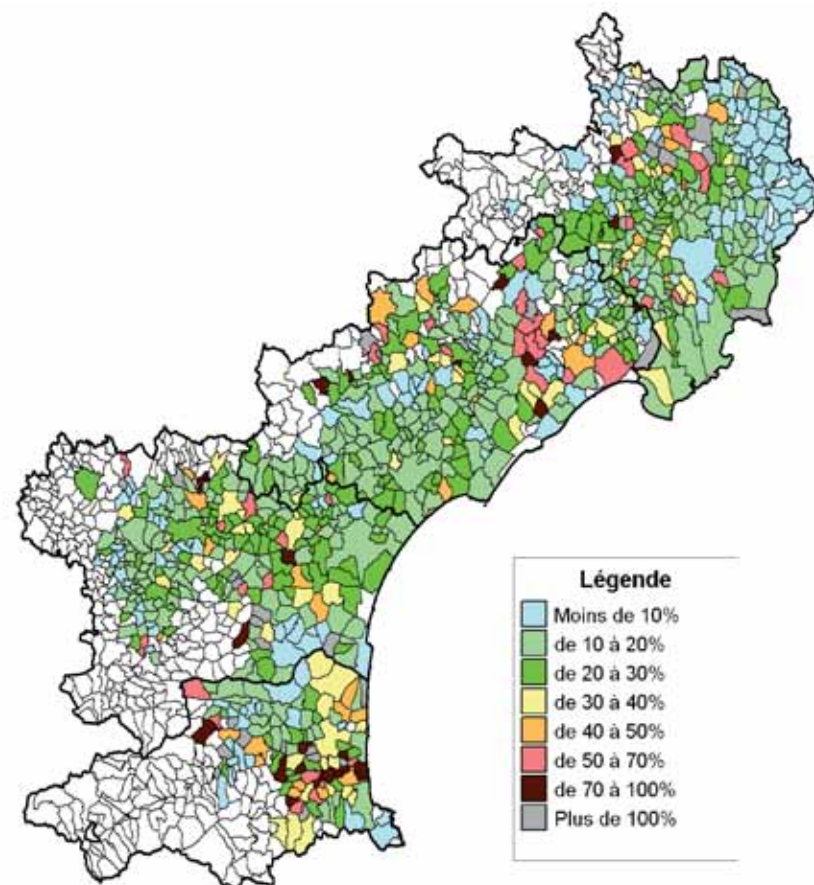
Les caves coopératives, qui représentent dans la région les 2/3 des volumes commercialisés, doivent donc **repenser leur stratégie commerciale**, y compris par les possibilités de **regroupement** total ou partiel avec d'autres structures : dans l'Hérault, entre 1987 et 1997, la moitié des caves coopératives se sont regroupées, alors qu'en parallèle, 25 à 30 000 ha étaient arrachés.

L'arrachage de 4 ha de vigne entraîne en moyenne la disparition d'un emploi (direct ou indirect)

Pour aller plus loin...

Région Languedoc-Roussillon, Stratégie régionale pour la viticulture
(Pacte régional, www.laregion.fr)

Arrachages toutes campagnes par rapport à la surface en Vigne - surface plantée ramenée à la surface en vigne



Source : Douanes 2003

Une filière pêche et conchyliculture productive

Le Languedoc-Roussillon concentre 75 % de la flotte méditerranéenne française de pêche avec les ports de Sète, Port-Vendres, Port-la-Nouvelle, Agde et le Grau du Roi, soit la **2^{ème} flotte régionale française après la Bretagne**. **Cela représente environ 2 000 emplois maritimes et 4 500 emplois directs et indirects pour un chiffre d'affaires des produits débarqués de 120 millions d'euros.**

Cette flotte est composée d'environ 830 navires de pêche actifs, dont 100 chalutiers et 30 thoniers. Cependant, le nombre de navires ne cesse de diminuer (-1/3 depuis 1990) (Source : Système d'information halieutique de l'IFREMER).

Les diminutions concernent principalement le segment des petits métiers, ainsi que la flotte chalutière.

Malgré le fait que le port de Sète soit le premier port thonier de la Méditerranée française, **la tendance est aujourd'hui à la stabilisation voire à une diminution du nombre de thoniers, puisque le quota de thon rouge n'évoluera pas à la hausse et que la ressource présente des signes de surexploitation.**

En complément, on peut noter la présence de 600 entreprises conchyliques sur la zone, qui représentent la quasi-totalité de la production du littoral méditerranéen français.

Pour aller plus loin...

Région Languedoc-Roussillon, Stratégie régionale pour la pêche
(Pacte régional, www.laregion.fr)

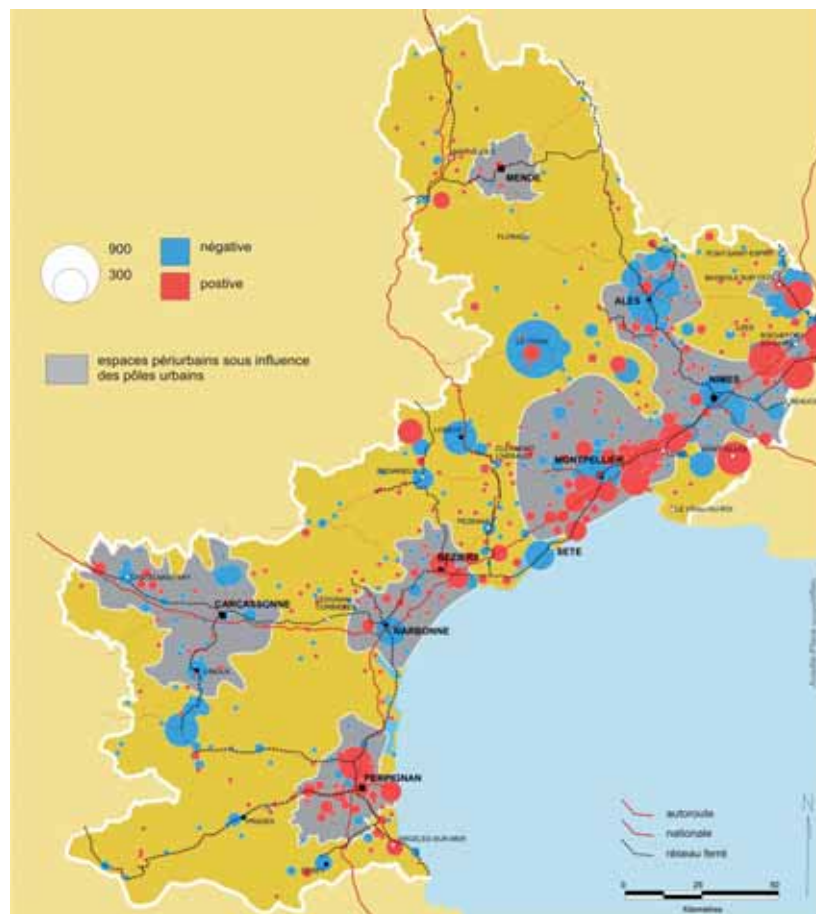
Un secteur industriel en redynamisation

Les activités industrielles restent sous-représentées en Languedoc-Roussillon employant, en 2004, 11 % des actifs régionaux (soit 60 000 emplois salariés) contre 19 % en moyenne en France.

Seuls 9,1 % des établissements de la région sont des établissements industriels, contre 10,1 % au niveau national (source Insee Sirene). Mais ce chiffre a augmenté entre 1996 et 2005 de +4,4 % contre -10,44 % au niveau national (données ASSEDIC). Les trois-quarts des effectifs industriels régionaux sont concentrés sur les deux départements du Gard et de l'Hérault.

- > **L'agroalimentaire représente la principale activité industrielle régionale :** 18 500 salariés en 2004, plus de 8 milliards de chiffre d'affaires et près de 39 % du marché, il est le principal moteur des exportations régionales.
- > **Le secteur des techniques de l'information et de la communication (TIC)** marque un plus fort dynamisme en région qu'au niveau national. Notamment l'emploi dans le conseil en systèmes informatiques est en forte hausse. Début 2006, les 2 900 établissements relevant des TIC employaient 17 200 salariés en Languedoc-Roussillon.
- > **Le secteur du transport et de la logistique** bénéficie des flux traversant le territoire régional avec ses plates-formes multimodales fer-route, et ses plates-formes maritimes et fluviales. Ce secteur connaît une très forte progression de l'emploi salarié avec + 16% entre 1990 et 2003 tiré par des PME de taille importante.

Evolution brute des emplois industriels 1993 - 2006



Source : INSEE 1999

Secteur de la recherche et de l'innovation reconnu

Les pôles de recherche publics importants sont liés à la présence du CNRS, de l'INRA, du CIRAD, de l'INSERM, de l'IFREMER dans les domaines des sciences physiques et des sciences naturelles.

La labellisation en tant que Réseau Thématique de Recherche Avancée, du pôle « Agronomie et Développement Durable », est une illustration de la très forte dynamique de la recherche en région et vient confirmer une position de premier rang mondial dans le domaine agri-environnemental.

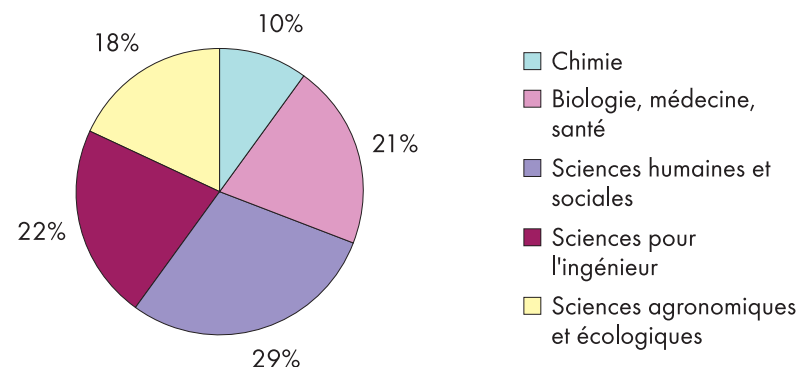
En ce qui concerne le domaine privé, 164 entreprises de recherche et de développement sont recensées en région (en 2005, dont 60 % dans l'Hérault) mais les dépenses de recherche et développement sont relativement faibles : 286 millions d'euros en 2003, soit 1,3 % des dépenses effectuées en France par des entreprises privées.

Le Languedoc-Roussillon est le 3^{ème} pôle français de recherche pour le nombre de chercheurs publics par habitants

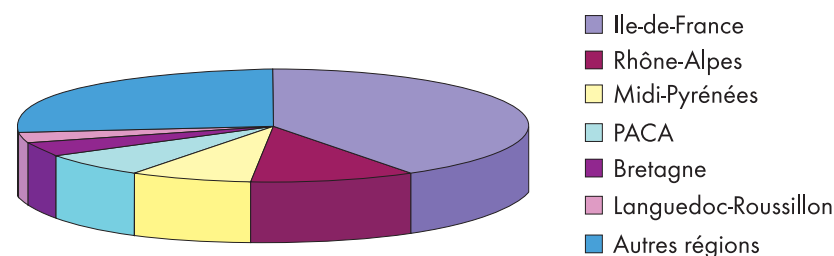
- 400 laboratoires publics
- 4 900 chercheurs publics
- 1 500 chercheurs en entreprises privées
- 5 universités
- 11 sites universitaires

La région est au 9^{ème} rang des régions françaises avec 308 brevets déposés en 2003. **72 % des chercheurs en R&D (Recherche et Développement) sont employés dans la fonction publique. La région détient le record du taux régional le plus élevé (la moyenne nationale étant de 41 %).**

Répartition des chercheurs par domaine d'activité du Languedoc-Roussillon



Répartition des chercheurs dans les régions françaises



Une économie sociale et solidaire, composante forte de l'emploi dans les territoires ruraux

La région se classe dans les 10 premières pour la part des établissements de l'économie sociale et solidaire (ESS) dans l'ensemble des établissements du Languedoc-Roussillon. Elle est dans le trio de tête pour la part de l'emploi salarié de l'ESS dans l'emploi salarié régional :

- > Fin 2004, 8 200 établissements employeurs relèvent de l'ESS, **soit 10% des établissements employeurs de la région.**
- > secteur constitué à 75% d'associations puis de coopératives, mutuelles, et d'autres acteurs en marge dont notamment les fondations. 94 200 salariés, **soit 13% des emplois salariés.**

Cette présence relativement forte de l'ESS s'explique :

- > historiquement, par la forte implantation de la coopération agricole,
- > plus récemment, par le caractère résidentiel de l'économie régionale et l'âge plus élevé que la moyenne nationale des languedociens qui a favorisé le développement des associations et notamment dans le secteur sanitaire et social.

Dans les zones de montagne et, dans une moindre mesure dans l'arrière-pays, les emplois salariés de l'économie sociale et solidaire sont plus présents que sur le reste du territoire, représentant une des composantes fortes du tissu économique et social local.

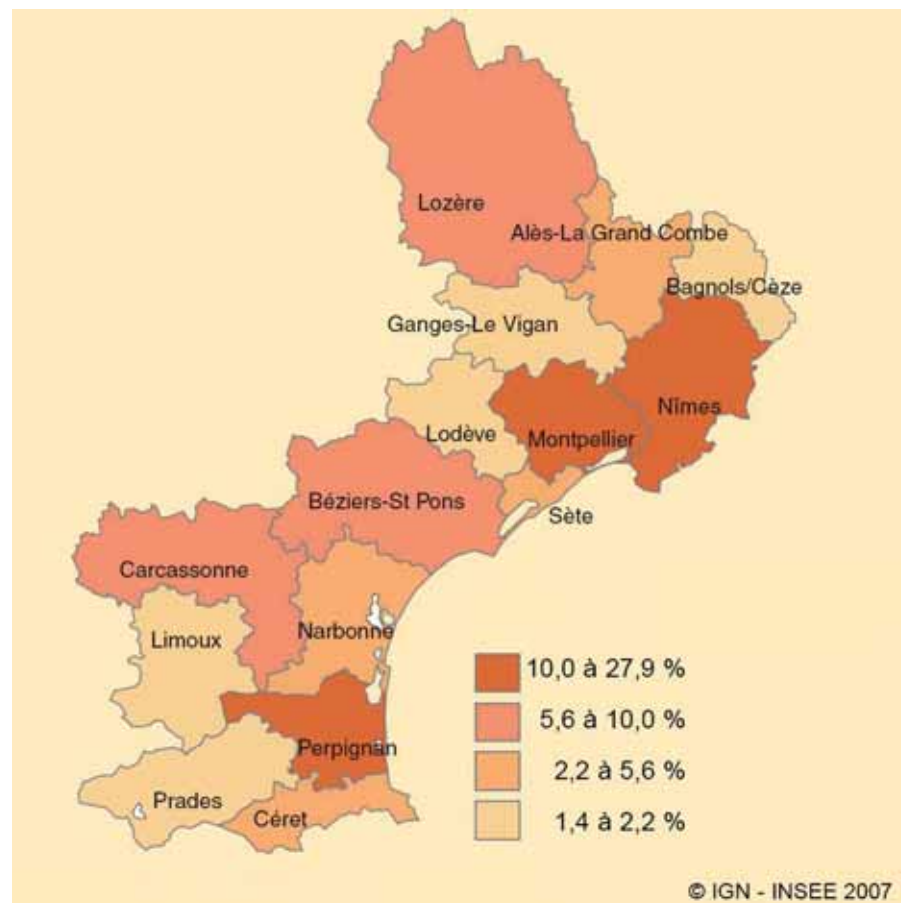
Pour aller plus loin...

Insee Repère synthèse n°9 août 2007

Avec 94 200 emplois, l'économie sociale et solidaire regroupe 13% des salariés en Languedoc-Roussillon

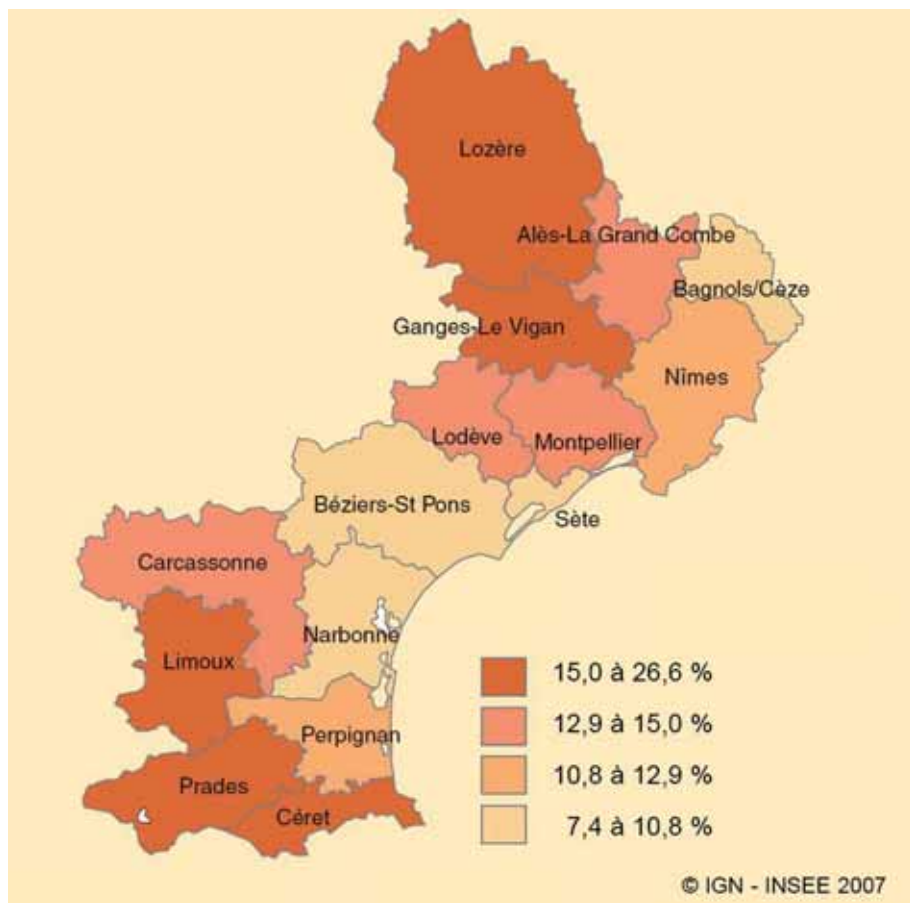
Economie sociale et solidaire : de l'aide ménagère de Marvejols au banquier à Montpellier

Répartition des emplois salariés ESS dans les bassins d'emploi



Source : CLAP, MSA 2004

Part des emplois salariés ESS
dans l'ensemble des emplois salariés du bassin d'emploi



Source : CLAP, MSA 2004

Un développement social
fragile

Les paradoxes du marché du travail

Un peu plus de 4 personnes sur 10 en âge de travailler ont un emploi. Ce taux d'emploi* classe le Languedoc-Roussillon à l'avant dernier rang des 22 régions métropolitaines. En conséquence, **le taux d'activité* des languedociens est également assez faible** ne représentant que 69,3% de la population en 2006. Cette faiblesse du taux d'activité est encore plus probante pour les femmes, les jeunes et les plus de 50 ans.

Ces indicateurs régionaux reflètent :

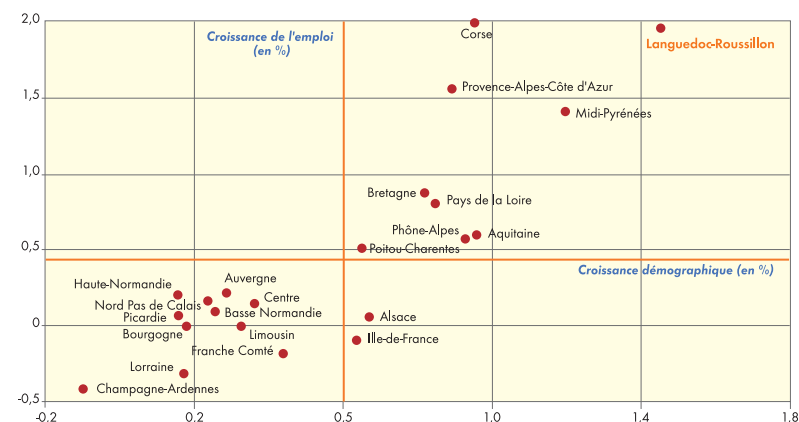
- > Le taux de chômage qui, bien qu'en recul, est toujours un des plus forts de métropole.
- > Les tensions sur le marché du travail qui dissuadent aussi, sans doute, une frange de la population de rechercher un emploi.
- > Le vieillissement de la population, un peu plus prononcé dans la région. En particulier, le taux d'emploi des travailleurs âgés (55-64 ans) se situe en 2005 à 35% (contre 38,7% au niveau national).

Toutefois, **le taux de création d'emplois en Languedoc-Roussillon est deux fois supérieur à la moyenne nationale (+ 2,7 % contre 1,3 % en France).** Depuis l'an 2000, le nombre d'emplois a augmenté de plus de 64 000, soit une évolution annuelle moyenne de près de 2 %. **Ce rythme est aujourd'hui plus rapide que la croissance démographique (1,5 %/an depuis 2000).**

Pour aller plus loin...

De nombreuses données de ce chapitre peuvent être téléchargées sur le site Insee Languedoc-Roussillon

Le Languedoc-Roussillon en tête pour la croissance de la population et de l'emploi



Source : INSEE, Estimations localisées de populations et d'emplois

Evolution de l'emploi salarié par région (année 2006)



Sources : IGN - GEOPLA, INSEE, Conseil régional Languedoc-Roussillon
Direction des Systèmes d'Information - Service Information géographique

Une évolution des profils et des activités

L'emploi s'est profondément féminisé, au point que l'écart avec la moyenne nationale a été quasiment comblé. En 2003, le taux de féminisation des emplois atteint 47% : au cours de la dernière décennie du XX^e siècle, la progression de l'emploi féminin a été de 17 %, contre 1 % seulement pour l'emploi masculin. Si tous les secteurs s'ouvrent à l'emploi des femmes, celles-ci sont surtout présentes dans certains métiers relevant du tertiaire et des services à la personne (éducation nationale, santé, secrétariat, commerce, entretien...). Elles sont par ailleurs moins bien rémunérées : les écarts de salaire (9 % en moyenne) sont ainsi très forts chez les cadres et nettement plus resserrés chez les employés.

Les profils socioprofessionnels ont changé : les cadres, les professions intellectuelles et supérieures, les employés ont beaucoup progressé au détriment des catégories intermédiaires et surtout des ouvriers. C'est le reflet, ici comme d'une manière générale, de **la tertiarisation des emplois et du développement du salariat**.

Les mutations les plus déterminantes concernent la répartition des activités économiques par secteur, l'évolution sur la longue durée traduisant des changements profonds.

La répartition de l'emploi régional au 01/01/2006

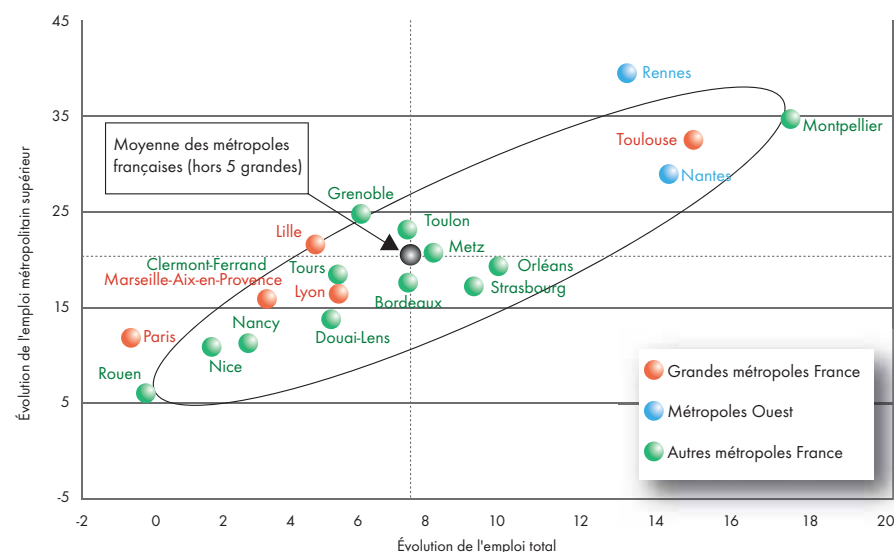
	Salariés	Non salariés	Ensemble	Part de l'emploi total (%)
Ensemble secteurs	764 181	108 203	872 384	100,0
Agriculture	20 114	23 556	43 670	5,0
Industrie	73 265	7 862	81 127	9,3
Construction	53 262	14 298	67 560	7,7
Commerce	121 649	18 876	140 525	16,1
Services	495 891	43 611	539 502	61,8

Source : INSEE (estimations d'emploi, données provisoires)

Le développement des emplois métropolitains supérieurs*

Parmi les nouveaux résidents, le moteur démographique apporte des personnes qualifiées : Montpellier a connu ainsi une augmentation importante de la part des Emplois Métropolitains Supérieurs dans l'emploi total. Il apporte aussi des « entrepreneurs résidentiels » qui font le choix d'implanter leur résidence dans la région, et qui créent une activité une fois installés sur place.

Evolutions 1990-1999 de l'emploi total et de l'emploi dans les fonctions métropolitaines supérieures dans les métropoles françaises de plus de 150 000 emplois



Un chômage qui reste fort

Les plus grands paradoxes de l'économie languedocienne concernent l'emploi.

Alors que la région se situe depuis un demi-siècle au premier rang des régions françaises et européennes en ce qui concerne la croissance des emplois et que le taux de chômage a baissé de 30,4% entre 2000 et 2004, elle détient toujours l'un des taux de chômage les plus élevés de France métropolitaine (10,4% au premier trimestre 2008). Nul doute que la croissance démographique génératrice d'emplois de services, mais aussi de décalages entre emplois sollicités et emplois créés, justifie ce paradoxe.

Le chômage de longue durée y est moins important que dans les régions limitrophes. Toutefois, les emplois pourvus ne permettent pas aujourd'hui d'améliorer la qualification des individus.

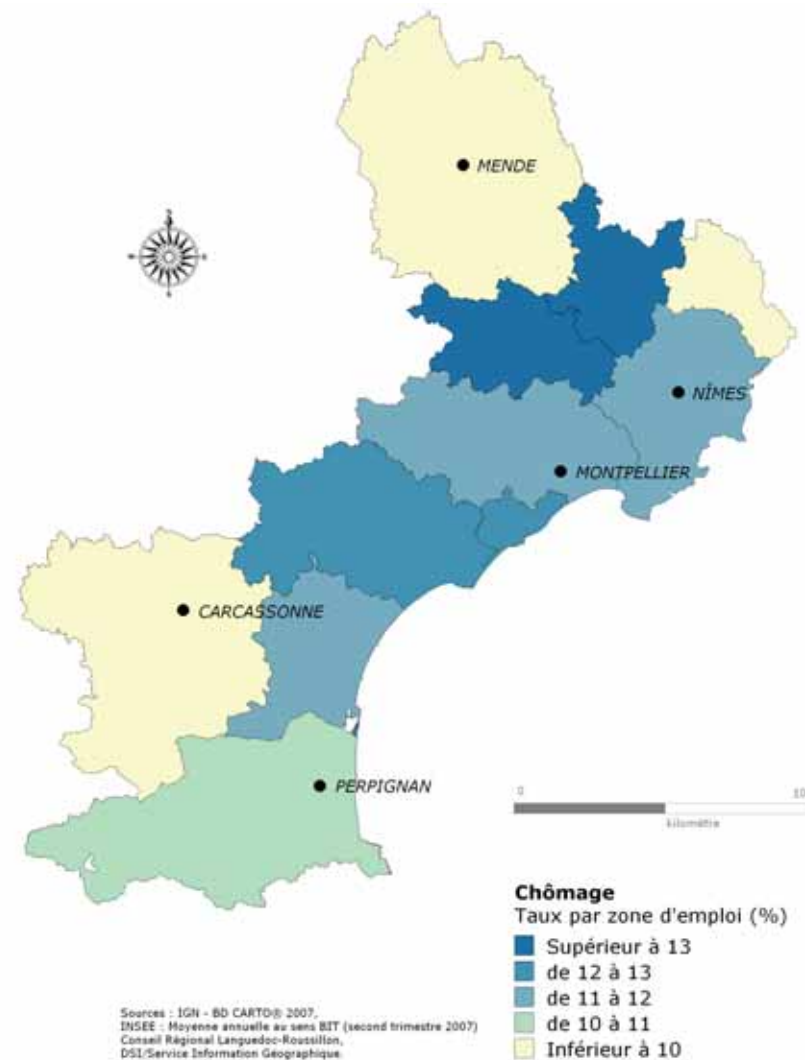
Par ailleurs, alors que le travail en intérim reste moins représenté en région que dans le reste de la France (3% de l'emploi contre 4% au niveau national en 2006) du fait de la faiblesse du secteur industriel en Languedoc-Roussillon, ces types d'emploi ont connu une progression record de 50% depuis 2001.

Taux de chômage au 1^{er} trimestre 2008

	Taux de chômage (%)	Variation annuelle (en points)	Rang de classement parmi les...	
			96 départements	22 régions
Aude	9,8	-1	88	-
Gard	10,7	-2,3	95	-
Hérault	10,9	-1,4	96	-
Lozère	3,9	-1,1	1	-
Pyrénées-Orientales	10,2	-1,5	93	-
Languedoc-Roussillon	10,4	-1,4	-	22

Source : INSEE

Taux de chômage par zone d'emploi en Languedoc-Roussillon



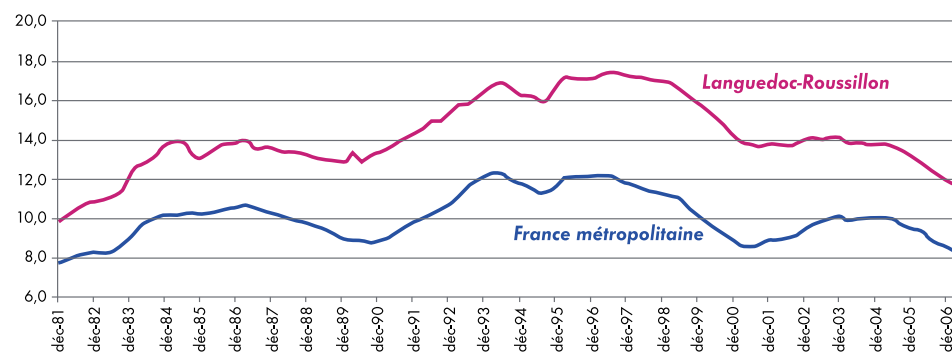
Des ménages fragiles

Le pourcentage des ménages de la région dont les prestations sociales* (versées par les caisses d'allocations familiales) représentent la totalité des ressources est très supérieur au pourcentage obtenu pour la France métropolitaine : 20,9 % contre 14,2 %, traduisant **une certaine dépendance vis-à-vis des prestations sociales**. L'analyse de la part des prestations sociales dans le Revenu Disponible Brut* (RDB) des ménages confirme cette dépendance : elle représente 30,2 % du RDB pour la France métropolitaine, contre 34 % du RDB pour la région.

Le revenu brut disponible (RBD) par habitant de la région s'élève en 2003 à 14 866 euros :

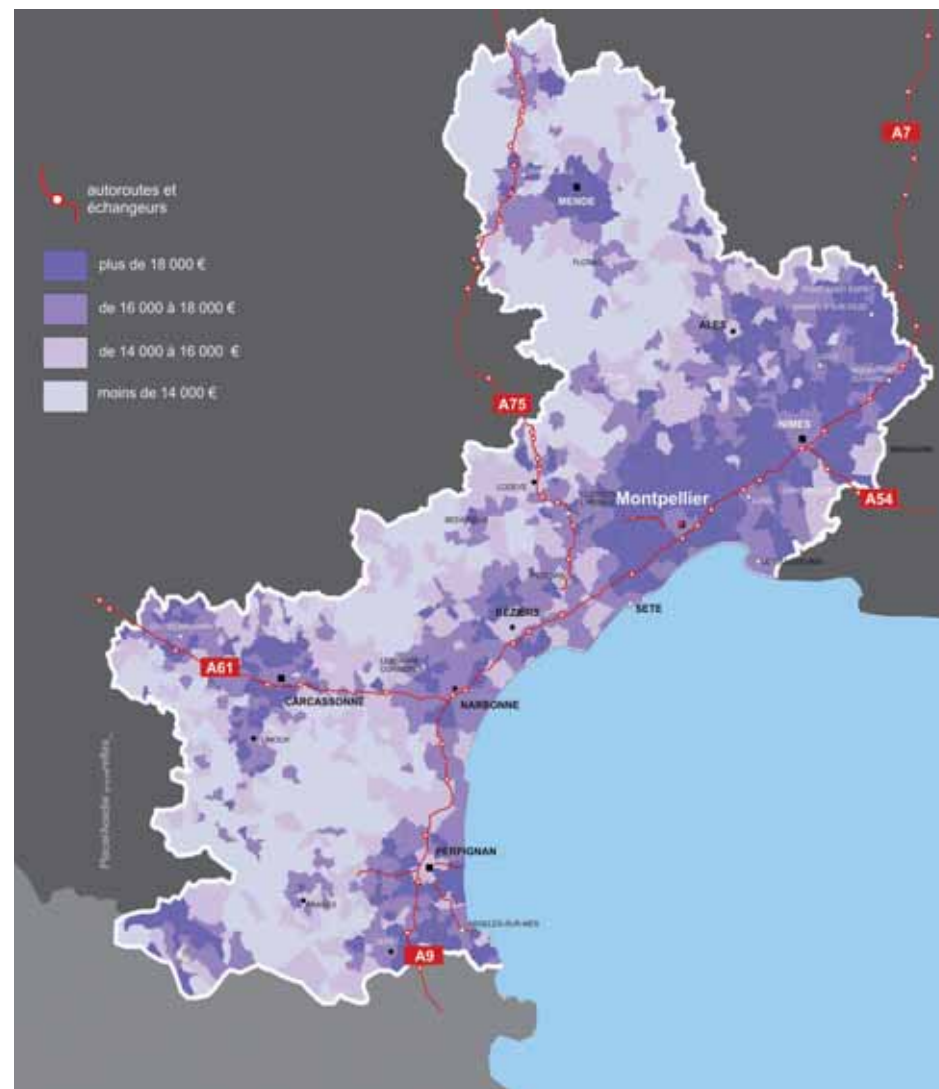
- > **un des plus faibles niveau de revenu des régions françaises métropolitaines : 20^{ème} position** juste devant le Nord-Pas-de-Calais et la Corse.
- > le plus faible taux d'évolution : sur la période 2001-2003, il n'a augmenté que de 4 % contre 5,1 % pour la France métropolitaine.

Le taux de chômage



Source : Insee

Revenu moyen annuel par foyer fiscal (2006)



Source : DGI 2006

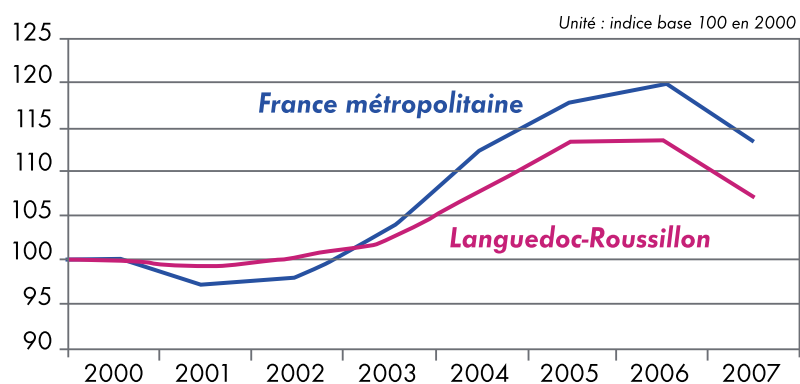
La précarité peut être observée au travers de l'allocation des minima sociaux et de la couverture maladie universelle. Près de 200 000 allocataires d'un des 9 minima sociaux sont recensés en Languedoc-Roussillon fin 2005, ils représentent 10% de la population de 20 ans et plus contre 7% au plan national.

Avec 80 000 personnes touchant le RMI, le Languedoc-Roussillon occupe le 1^{er} rang des régions françaises. Près de 8% de la population de moins de 65 ans vit avec le RMI (contre 4,3% au plan national). Toutefois, après avoir marqué le pas en 2006, le nombre d'allocataires du RMI a fortement reculé depuis 2007. Ces évolutions sont conformes à celles relevées au niveau national, tout en restant légèrement en deçà.

La saisonnalité de l'emploi est une des causes majeures de la précarité en Languedoc-Roussillon. En effet, au cours de l'année, l'emploi salarié connaît de fortes fluctuations reflétant le caractère saisonnier de certaines activités comme le tourisme ou l'agriculture. La région compte 16% d'emploi salarié de plus en été qu'en début d'année (contre 11% pour la France métropolitaine).

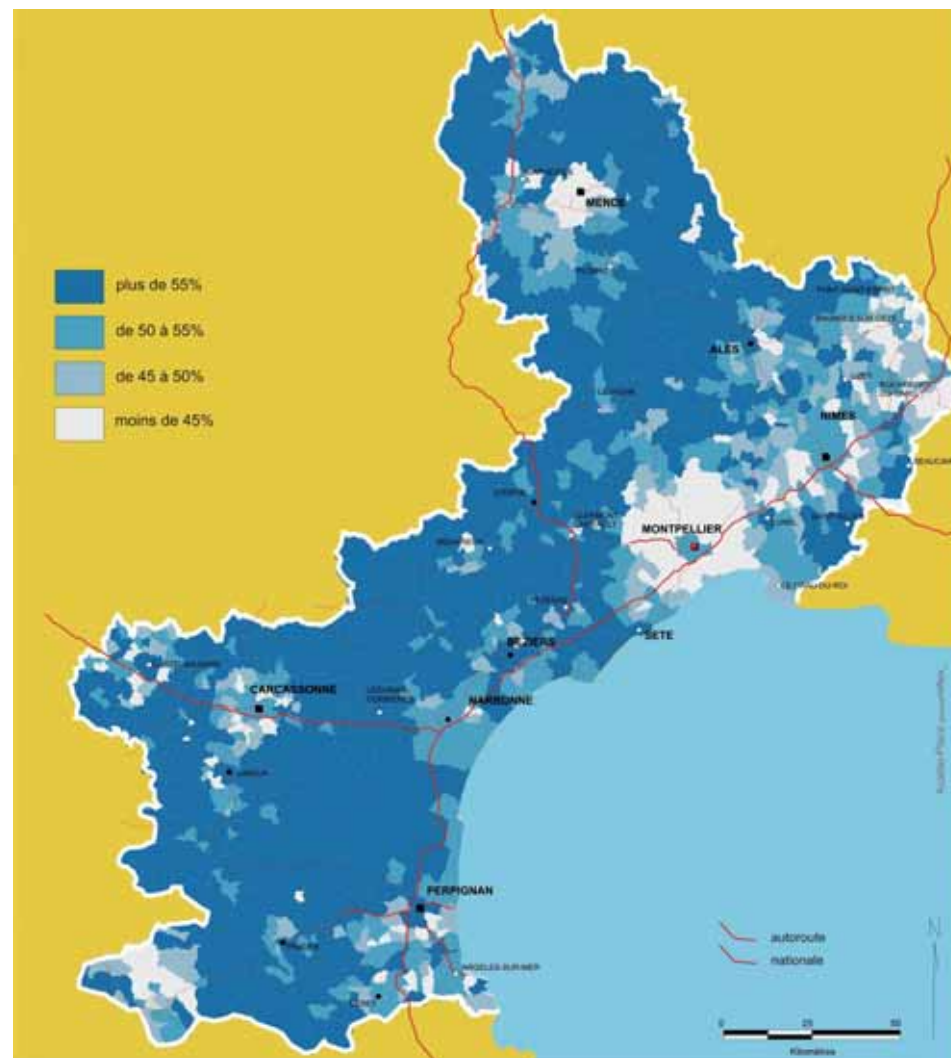
Un emploi sur trois est saisonnier, ce qui concerne environ 53 000 salariés différents. Un salarié saisonnier sur 5 était déjà saisonnier dans le secteur d'activité et dans la région l'année précédente.

Evolution du nombre d'allocataires du RMI



Source : INSEE - DRASS

Part des foyers non imposables / total des foyers fiscaux en 2006



Source : DGI 2006

Des quartiers en grande difficulté

Les 28 Zones Urbaines Sensibles (ZUS) du Languedoc-Roussillon comptaient 141 500 habitants en 1999. Elles ont perdu près de 6 % de leurs habitants entre 1990 et 1999, alors que dans le même temps la population des communes d'implantation a augmenté de 3 %.

Les jeunes y sont nombreux : près d'un habitant sur trois avait moins de 20 ans en 1999.

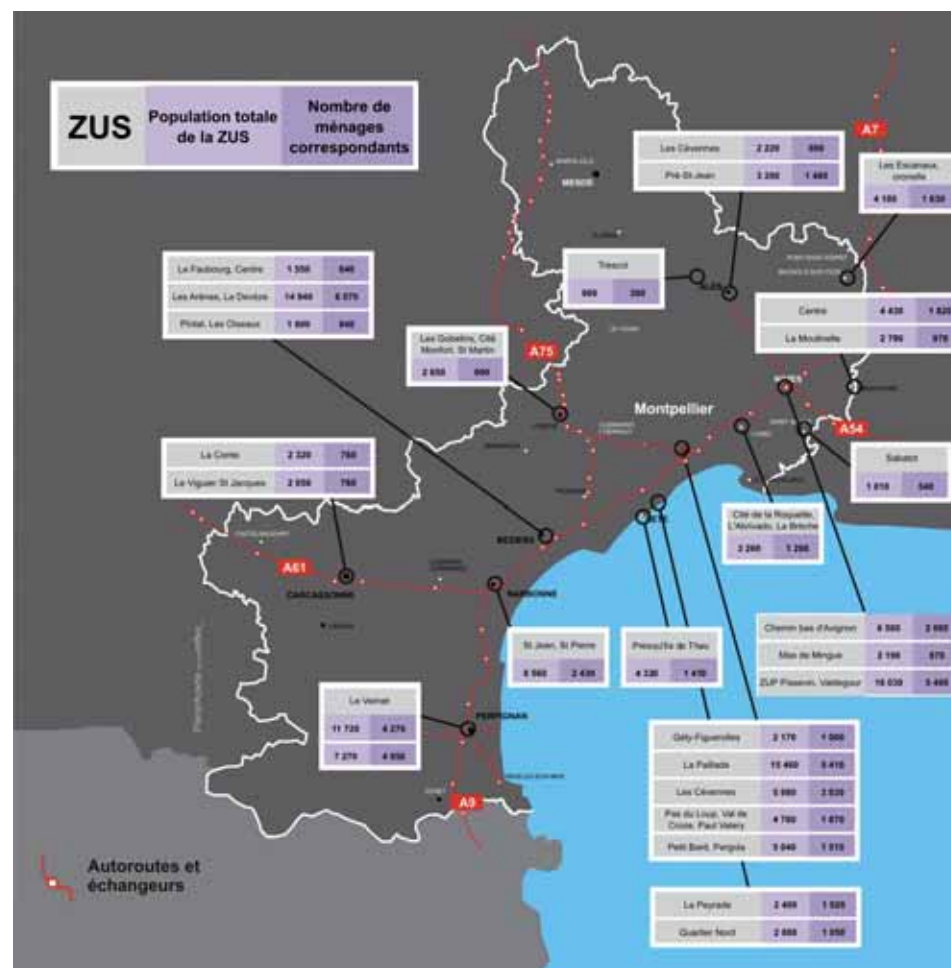
Même si le taux de chômage s'améliore sur les ZUS de la région de manière plus importante que sur la totalité de la région (- 17 % entre 2000 et 2005), il n'en reste pas moins vrai que de nombreux indicateurs restent préoccupants sur ces espaces urbains :

- > taux d'activité très bas (62,7 %) le plus faible de France,
- > taux d'activité féminin également très faible (53,7 %),
- > revenu médian minimum le plus faible de France après le Nord-Pas de Calais (3 897 euros en 2002). La proportion d'allocataires en situation de bas revenus est deux fois plus élevée dans les ZUS que dans les villes d'implantation.

Pour aller plus loin...

Insee- Repère synthèse n°3- mars 2008

Evolution récente des zones urbaines sensibles en Languedoc-Roussillon



Source : INSEE, 1999

Des disparités de profils

Un rattrapage de qualification de la population

En 1999, parmi les 15-59 ans, la part des diplômés de niveau I à III (diplôme de deuxième cycle - licence ou maîtrise - ou troisième cycle - DEA ou DESS, ou diplôme de grande école) est légèrement plus faible que celle observée au niveau national.

De plus, **les sorties de l'école, surtout chez les garçons, après le collège, sont fréquentes :**

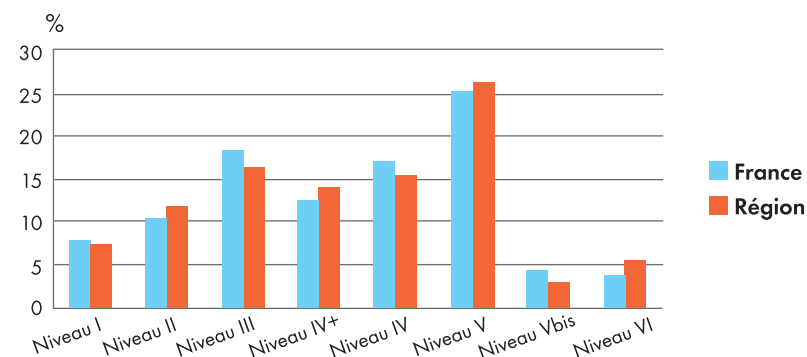
- > 6 % d'entre eux sort du système au niveau collège, en cours de CAP ou de BEP sans qualification,
- > Parmi ces 6 %, 33 % sont en situation d'illettrisme,
- > plus d'un quart des jeunes quittent le système éducatif régional avec un CAP ou un BEP,
- > **Le taux de scolarisation des 16- 19 ans est de 79% contre 82% en moyenne nationale.**

Même si en dix ans, le taux de retard de 2 ans et plus dans les collèges a été réduit d'un peu moins d'un tiers, ce taux reste supérieur au taux national (5,2% contre 4,5 %).

Les besoins d'une seconde chance pour acquérir un premier niveau de qualification, voire même pour maîtriser les savoirs de base, sont plus importants en région qu'en moyenne nationale.

Par ailleurs, l'arrivée de nouveaux habitants tend à faire augmenter de manière significative le niveau de qualification général de la population, ces derniers ayant été davantage formés dans leur région d'origine. Ainsi, depuis 1999, la part de la population ayant au moins le bac a considérablement augmenté pour atteindre 36%.

Structure de sortie de la formation initiale



Source : CEREQ - génération 1998

Pour aller plus loin...

OREF (Observatoire Régional de l'Emploi et de la Formation),
La demande d'éducation et de formation en région,
entre dynamique de croissance et dynamique d'exclusion,
septembre 2005

Région Languedoc-Roussillon, Plan régional de Développement
des Formations professionnelles

Une région étudiante

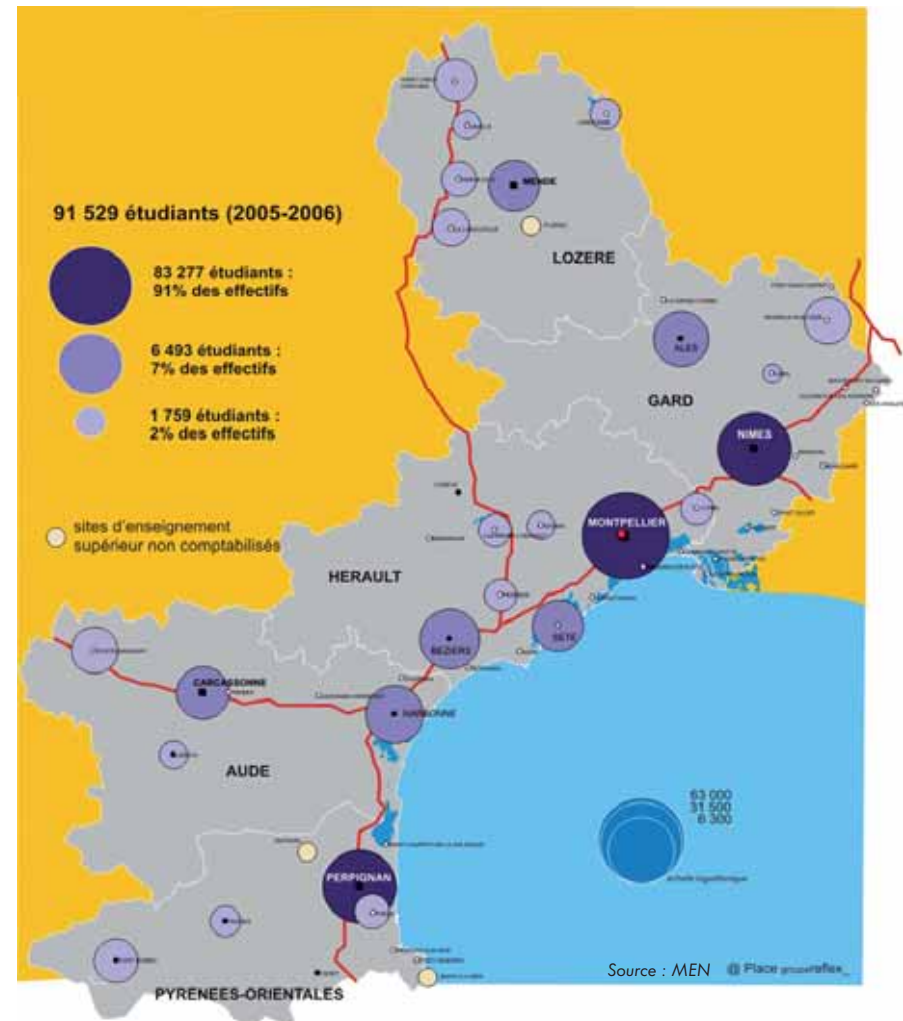
Le positionnement de l'enseignement supérieur régional est historique. La faculté de Médecine de Montpellier est ainsi la plus ancienne d'Europe et l'Université, créée en 1289, a reçu le premier jardin botanique de France, ouvert en 1593 par Henri IV.

La région accueille aujourd'hui plus de 90 000 étudiants (2005/2006). Ils représentent ainsi 4% de la population régionale, plaçant la région **au 9^{ème} rang au niveau national.**

Les étudiants sont accueillis au sein de 166 établissements régionaux dont 5 universités mais cette répartition est fortement inégale :

- > **Montpellier est sans conteste le principal centre étudiant de la région** avec 68% des étudiants et les 3 plus importantes universités,
- > Perpignan, second pôle universitaire, regroupe 13 % des effectifs,
- > Nîmes accueille 10% des étudiants,
- > Le reste des effectifs se regroupe autour des sites de Narbonne, Carcassonne, Béziers, Sète, Alès et Mende.

Effectifs étudiants 2005 - 2006



Près de 7 étudiants sur 10 sont inscrits à l'université (y compris IUT). Parmi les formations non universitaires, ce sont les Sections de Techniciens Supérieurs qui accueillent le plus grand nombre d'étudiants.

Une grande partie de l'augmentation du nombre d'inscrits à l'université depuis 1999 est liée au développement des universités de Perpignan et de Nîmes créées en 2002.

L'organisation de l'enseignement supérieur en Languedoc-Roussillon se caractérise par une **concentration géographique de plus en plus forte avec l'élévation des formations** : les villes de Montpellier et Perpignan sont les seules à proposer des formations de niveau « cursus doctorat ».

A l'inverse, les formations en IUT sont largement réparties sur le territoire régional : 7 villes de la région disposent d'au moins un département d'IUT. Cependant, dans le sillage des tendances nationales, les universités de l'académie de Montpellier connaissent depuis 2006 une baisse de leur effectif.

Pour aller plus loin...

Académie de Montpellier, Division de la prospective, des études et de la statistique : Les grands chiffres de l'académie de Montpellier.

Schéma régional du logement étudiant.

Les structures des établissements d'enseignement supérieur du Ministère de l'Education Nationale dans l'Académie de Montpellier



Source : Rectorat de Montpellier

Glossaire

Aire urbaine

Une aire urbaine est un ensemble de communes d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40% de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans les communes attirées par celui-ci. (Définition INSEE)

Artificialisation des espaces

Toute construction ou transformation réalisée sous l'action de l'homme et qui modifie, de manière généralement irréversible, la physionomie et le fonctionnement d'un milieu ou d'un paysage

Communauté de communes

La communauté de communes est une structure regroupant plusieurs communes d'un seul tenant et sans enclave. Elle a pour objet d'associer des communes au sein d'un espace de solidarité en vue de l'élaboration d'un projet commun de développement et d'aménagement de l'espace.

Communauté d'agglomération

La communauté d'agglomération est une structure regroupant plusieurs communes formant, à la date de sa création, un ensemble de plus de 50 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave autour d'une ou plusieurs communes centre de plus de 15 000 habitants. Ces communes s'associent au sein d'un espace de solidarité, en vue d'élaborer et conduire ensemble un projet commun de développement urbain et d'aménagement de leur territoire.

Directive Cadre sur l'Eau (DCE)

La directive Cadre sur l'Eau oblige les états membres à atteindre le « bon état écologique » des masses d'eau pour 2015. La réalisation de cet objectif passe par la mise en place d'actions spécifiques d'état des lieux et de restauration des milieux.

Emploi Métropolitain Supérieur (EMS)

Les emplois métropolitains supérieurs recouvrent une dénomination créée par l'INSEE pour caractériser des emplois à haut niveau de qualification qui contribuent à renforcer le rayonnement des villes dans lesquelles ils sont localisés. Ces emplois sont identifiés par le biais d'une grille qui comprend 11 fonctions métropolitaines supérieures dans les secteurs qui suivent : art, banque-assurance, commerce, commercial dans l'industrie, gestion, recherche, information, informatique, services aux entreprises, télécommunication, transports.

Indice de vieillissement

Cet indice est calculé en divisant le nombre de personnes de 60 ans ou plus par le nombre de personnes âgées de 20 ans ou moins. Plus cet indice est élevé, plus il est témoin d'un vieillissement important de la population concernée.

Métropolisation

La métropolisation est une dynamique spatiale contribuant à organiser un territoire autour d'une métropole. Ce phénomène se caractérise par la concentration des personnes, et surtout des activités sur un même territoire.

Natura 2000

Natura 2000 est un réseau européen de sites naturels ou semi-naturels ayant une grande valeur patrimoniale, par la faune et la flore exceptionnelles qu'ils contiennent

Niveau de formation

Niveau VI : sorties du 1^{er} cycle du second degré (6^{ème}, 5^{ème}, 4^{ème}) et des formations préprofessionnelles en un an.

Niveau Vbis : sorties de 3^{ème} générale, de 4^{ème} et 3^{ème} technologiques et des classes du second cycle court avant l'année terminale.

Niveau V : sorties de l'année terminale des cycles courts professionnels et abandons de la scolarité du second cycle long avant la terminale.

Niveau IV : sorties des classes terminales du second cycle long et abandons des scolarisations post-baccalauréat avant d'atteindre le niveau III.

Niveau III : sorties avec un diplôme de niveau Bac + 2 ans (DUT, BTS, DEUG, écoles des formations sanitaires ou sociales, etc.).

Niveaux II et I : sorties avec un diplôme de second (licence ou maîtrise) ou troisième (DEA ou DESS) cycle universitaire, ou un diplôme de grande école.

Part des ménages fiscaux imposés

La part des ménages fiscaux imposés est le pourcentage des ménages fiscaux qui ont un impôt à acquitter au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP). L'impôt à acquitter pour un ménage fiscal correspond à la somme des impôts à acquitter par les foyers fiscaux qui le composent.

Pays

Territoire de projet caractérisé par une cohésion géographique, économique, culturelle ou sociale créée par la LOADT (Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement du Territoire) en 1995

Périurbanisation

La périurbanisation est un processus d'extension spatiale de la ville, sous la forme d'une urbanisation périphérique à la ville agglomérée. Elle est issue de l'éloignement des ménages des centres urbains, facilité par le développement de la mobilité, les disponibilités foncières accrues.

Prestations sociales

Transferts, en espèces ou en nature, aux ménages qui sont destinés à alléger la charge financière que représente pour ceux-ci la protection contre un certain nombre de risques ou de besoins (liés à la maladie, la vieillesse, le logement, etc.). Ils sont effectués dans le cadre de l'assurance sociale par l'intermédiaire de régimes (publics ou privés) organisés de façon collective ou bien, en dehors de ces régimes dans le cadre de l'assistance sociale, par des unités des administrations publiques

Produit Intérieur Brut (PIB)

Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes sur un territoire. Il est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits.

Revenu Disponible

Le revenu disponible d'un ménage comprend les revenus d'activité, les revenus du patrimoine, les transferts en provenance d'autres ménages et les prestations sociales (y compris les pensions de retraite et les indemnités de chômage), nets des impôts directs. Quatre impôts directs sont généralement pris en compte : l'impôt sur le revenu, la taxe d'habitation et les contributions sociales généralisées (CSG) et contribution à la réduction de la dette sociale (CRDS).

Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT)

Le SCOT est un document d'urbanisme qui trace les orientations fondamentales de l'organisation du territoire à moyen terme. Il fixe des objectifs spatialisés pour les différentes politiques sectorielles (habitat, déplacement, économie).

Site classé

Sites naturels dont l'intérêt paysager, artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque exceptionnel justifie un suivi qualitatif sous la forme d'une autorisation préalable pour les travaux susceptibles de modifier l'état ou l'apparence du territoire protégé.

Site inscrit

Sites naturels dont l'intérêt paysager, artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque soumis à des consignes de conservation de l'état actuel et de surveillance. Les travaux

y sont réglementés et certaines activités interdites, mais de façon moins stricte que pour les sites classés.

Surface Agricole Utile (SAU)

La superficie agricole utile (SAU) est une notion normalisée dans la statistique agricole européenne. Elle comprend les terres arables (y compris pâturages temporaires, jachères, cultures sous verre, jardins familiaux...), les surfaces toujours en herbe et les cultures permanentes (vignes, vergers...).

Taux de chômage

Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs).

Taux d'emploi

Le taux d'emploi d'une classe d'individus est calculé en rapportant le nombre d'individus de la classe ayant un emploi au nombre total d'individus dans la classe. Il peut être calculé sur l'ensemble de la population d'un pays, mais on se limite le plus souvent à la population en âge de travailler (généralement définie, en comparaison internationale, comme les personnes âgées de 15 à 64 ans), ou à une sous-catégorie de la population en âge de travailler (femmes de 25 à 29 ans par exemple).

Taux d'activité

Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et la population totale correspondante.

Zone naturelle d'intérêt faunistique et floristique (ZNIEFF)

L'inventaire des ZNIEFF est un programme initié par le ministère en charge de l'environnement et par le Muséum national d'histoire naturelle. Il correspond au recensement d'espaces naturels terrestres remarquables dans les vingt-deux régions métropolitaines ainsi que les départements d'outre-mer. On distingue deux types de zones :

- Les ZNIEFF de type I, de superficie plus réduite,
- Les ZNIEFF de type II sont de grands ensembles naturels riches

Zone urbaine sensible (ZUS)

Les zones urbaines sensibles (ZUS) sont des territoires infra-urbains définis par les pouvoirs publics pour être la cible prioritaire de la politique de la ville, en fonction des considérations locales liées aux difficultés que connaissent les habitants de ces territoires.

Hôtel de Région
201 avenue de la Pompignane - 34064 Montpellier cedex 2
Tél. 04 67 22 80 00
www.laregion.fr

